

La guerre d'avance

« Maintenant que tout est passé et que j'écris ma chronique, nous savons de quoi il s'agissait ; mais à l'époque, nous ne savions rien du tout, et, naturellement, différentes choses nous paraissaient bizarres. »

1. Générations

L'année 1888 voit la naissance de Jules Dumont. De cinq ans son cadet, Hermann Goering naît à Rosenheim en Bavière, le 12 janvier 1893. Puis Jacques Duclos voit le jour à Louey, dans les Hautes-Pyrénées, le 2 octobre 1896, et Maurice Tréand à La Chaux-de-Fonds (Suisse) le 21 septembre 1900, d'un père douanier, bientôt révoqué pour indiscipline et décédé en 1902 d'une cirrhose du foie, et d'une mère paysanne franc-comtoise. Le 11 mars 1901 naît Louis Couliboeuf, qui est enterré au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry.

D'une génération différente, Pierre Rebière et Danielle Casanova naissent en 1909 et Spartaco Guisco en 1911, ainsi que, le 9 octobre, Daniel Georges.

Le 30 août 1914 à une heure de l'après-midi, un Taube allemand vient jeter cinq bombes de petit calibre sur Paris, tuant une femme et blessant un homme. "*Le retentissement de cette violation de la Convention de la Haye fut considérable*" explique René Chambre dans son '*Histoire de l'Aviation*'.

1916 voit la naissance de Jacques d'Andurain.

1917 est une date déterminante. Le succès des bolchéviques dans l'empire des tsars, et l'échec des spartakistes en Allemagne projette la guerre des classes sur l'opposition entre deux grandes nations voisines. Cette situation déterminera les événements européens pour un siècle.

C'est en juillet 1919 qu'André Marty est condamné aux travaux forcés. Ses opinions politiques étaient la cause de ses ennuis. Matelot sur une unité de la marine nationale envoyée en Mer Noire, il s'était opposé à l'intervention de la France contre la révolution russe. 1919 est aussi l'année de naissance de Gilbert Brustlein et de Pierre Georges, qui entreront à ses côtés dans l'*Histoire*.

Pendant ce même été de 1919 où la république française combattait la révolution bolchévique, le capitaine Roehm ouvrait ses 'cours de pensée civique' aux personnels de l'armée allemande. Le caporal Hitler, parce qu'il gagnait sa vie comme indicateur de police et qu'il avait été chargé de surveiller les milieux de la droite nationaliste, était devenu l'un de ses auditeurs les plus convaincus.

1919 est également l'année où commence la vie militante de Jacques Duclos, né en 1896. Il avait fait la grande guerre de bout en bout et sans déshonneur, mais devenu communiste, il s'adonne à une propagande antimilitariste qui quelques années plus tard lui vaudra la prison. Des débuts paradoxaux pour celui qui devait un jour commander

l'organisation politico-militaire la plus active en France occupée : le *parti communiste clandestin*. Il est vrai que l'on peut aussi décrire cet épisode de sa vie comme quatre années d'activité criminelle contre le gouvernement régulier du maréchal Pétain. C'est une affaire d'opinion.

L'année 1920 voit la fondation du parti communiste, officiellement dénommé '*Section française de l'Internationale communiste*' (SFIC). Elle voit aussi naître Marcel Bertone : un de ses futurs militants, dont le militantisme débouchera sur le terrorisme anti-allemand. Dès le début, le pire était certain : car le Parti communiste prônait le soutien à la révolution bolchévique russe, et affichait le but de la faire advenir en France. Il était après tout le prolongement lointain de deux entreprises elles aussi illégales en leur temps : la *Révolution française* et la *Commune de Paris*.

En 1920, l'idée de révolution a peu d'adeptes dans la bonne société. Et c'est encore plus vrai en Angleterre qu'en France, puisque dans ce pays la bonne société est meilleure encore que partout ailleurs. Winston Churchill, ex-officier de l'armée britannique et politicien conservateur de premier plan, représente son parti, sa classe et son pays auprès du général Weygand, qui à l'est dirige les opérations franco-anglaises contre l'armée Rouge. Weygand se fait une réputation de compétence en remportant la bataille de Varsovie. Ce sera la dernière victoire de l'armée française, et la dernière fois aussi que Churchill aura à se féliciter de Weygand.

2. Jeunesses

Si la Russie donne des soucis, on se félicite en France de l'amélioration des rapports avec le grand voisin d'outre-Rhin. On ne sait pas - mais cela n'aurait rien changé - que, le 8 août 1921 a eu lieu la création du *Nazional Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei* (NSDAP) par le caporal Hitler, dont nous avons déjà parlé, et le capitaine Ernst Roehm. Un tel objet est encore trop petit pour être observable avec les instruments dont dispose le Quai d'Orsay. Mais le serait-il, son apparition dans l'oculaire des télescopes susciterait-elle inquiétude ou satisfaction? La bourgeoisie française pratique le pardon des offenses, et en 1921 le bourrage de crâne anti-allemand des années 1914-1918 fait déjà figure de vieille lune. Désormais on admire l'Allemagne comme un pays où toute résistance à l'ordre et à la bonne marche des affaires est promptement brisée, et où il fait bon investir. La défaite de la révolution spartakiste et l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg viennent de le rappeler.

A Paris, 1921, outre la naissance de Robert Peltier, Albert Gueusquin, Tony Bloncourt, André Biver, voit la création de la coopérative ouvrière "La Bellevilloise", qui aura un certain rôle dans la formation intellectuelle de cette génération. C'est là que les frères Georges : Daniel, Jacques et Pierre, assisteront à la projection du nouveau film d'Eisenstein '*Le cuirassé Potemkine*', en même temps que beaucoup d'autres jeunes prolétaires du onzième arrondissement. Le film, qui glorifie l'instinct de révolte, est alors interdit par la censure républicaine. Le projeter en séance publique, c'était déjà de la *résistance*. Résister est pour le peuple la forme habituelle de la lutte pour la vie et une place au soleil.

En Allemagne, l'innovation politique prend des chemins différents. Le jeune parti hitlérien qui modifie le paysage, en dépit de ses rituels et attirails peu conventionnels, attire des individus plutôt rassurants pour la bourgeoisie. Des héros pour certains d'entre eux, et dont le patriotisme est incontestable, comme cet aviateur morphinomane et pansu, gros industriel par ailleurs, Hermann Goering, qui le rejoint au mois de novembre. Il est parti '*ouvrier et socialiste*', mais pour mieux oublier ces références incongrues on dit simplement '*nazi*'. Le diminutif sonne gentiment à l'époque, et ainsi, tout va bien.

Les Italiens ont toujours un temps d'avance, et ce qui n'est ailleurs qu'embryonnaire est pour eux sur le point de s'épanouir. Férés d'antiquité classique, ils disent '*fasciste*' pour désigner leur forme propre de dictature qui est sur le point de s'installer, et c'est ce nom là qui fait florès, et séduit les classes dirigeantes du monde entier. Le nom et la chose aussi, car chacun comprend que la violence, lorsqu'elle est organisée en dehors de toute contrainte légale et sous un travestissement patriotique, constitue le meilleur instrument contre les revendications ouvrières et paysannes, à une époque où suffisent de moins en moins leur bridage doucereux par la propagande scientifiquement pensée en Amérique, par la répression policière sournoise du syndicalisme, par les élections arrangées. En bref : par la '*loi démocratique*'.

Puisque leurs adversaires sont les fascistes, les communistes, par un effet de logique élémentaire, se comprennent et se désignent eux-mêmes parfois comme '*antifascistes*'. Que cela soit ou non à juste titre a fait l'objet de quelques controverses parmi les historiens : mais il est établi au moins que les nazis et les fascistes ne firent jamais de quartier aux individus communistes qui leur tombaient sous la main. L'état de guerre entre les uns et les autres ne connut jamais de véritable relâche.

Parmi les héros de cette histoire qui devaient se ressentir de l'antagonisme entre fascisme et communisme, Roger Hanlet et Pierre Daix, dont 1922 est l'année de naissance, et aussi Odile Arrighi et Maroussia Naïtchenko, nées en 1923. Bien que trop jeunes pour avoir vu Lénine à l'oeuvre, ils seront, avec quelques autres, les poussins de ce que, du côté de l'État, de l'Église, de la bonne société, et de l'autorité en général, l'on

dénoncera comme **'menace bolchévique'** à partir de juin 1940. Les choses s'étant aggravées par la suite entre Français, ils furent poursuivis, bien que peu juifs, comme particulièrement représentatifs du **'terrorisme judéo-bolchévique'** en France occupée.

La même année, en avril, les Sturm Abteilungen (SA) du NSDAP, pour la plupart des militaires, s'emparent des dépôts d'armes secrets de l'armée. Dès lors, ils sont militairement plus puissants que la Reichswehr : mais cela n'inquiète toujours pas les milieux bien informés. Cela n'est pas comme si l'on avait le bolchévisme à sa porte. C'est même tout à fait le contraire. Les armes sont simplement passées entre des mains qui les tiennent plus fermement et sont résolues à s'en servir.

En France, où la majorité de la population répugne à la violence arbitraire, et où le parti de l'ordre n'a pas encore reçu licence de former des milices armées, on est obligé de lutter contre le communisme par les moyens officiels, qui sont lents, lourds et coûteux. Le 8 novembre a lieu la première arrestation de Maurice Tréand pour délit d'agitation antimilitariste à Besançon (Doubs). C'est pour lui le début d'une longue série d'ennuis judiciaires.

Le lendemain, mais cela a peu de rapport, le parti nazi tente de prendre le pouvoir à Munich. Beaucoup de membres de ce qui n'est encore qu'un groupuscule subversif ayant qualité de militaires ou d'anciens militaires, on peut parler de putsch. Le général Luddendorf, qui dispose des ainsi nommées *'forces de l'ordre'* est dans la confiance, et il est complice. Mais, ce qui montre l'impréparation de l'affaire, c'est qu'il n'a fait descendre aucune consigne précise par la chaîne de commandement. Prise à l'improviste, la police réagit en conformité avec son instinct naturel : elle tire dans le tas. Il faut le lui pardonner, car elle ne savait pas qu'elle avait affaire à un désordre apparent et visant à un ordre meilleur et mieux garanti. Goering en personne est blessé et doit s'enfuir. L'instigateur principal, Adolf Hitler, est arrêté. La fois suivante, il aura soin d'avoir mis la police sous ses ordres avant d'étouffer les libertés publiques : car telle est la clé véritable des coups d'Etat réussis.

Publiée dans l'ouvrage de Monique Georges **'Le colonel Fabien était mon père'**, une photo prise à Bagnolet montre la famille Georges en 1924, soit Félix et Blanche, avec leurs quatre enfants. A en juger par la mise de toute la famille La photo semble prise pour une grande occasion : peut-être le jour de la distribution des prix, donc aux alentours du quatorze juillet. Jacques Georges est donné pour quatre ans et Pierre pour cinq. Denise n'a encore que douze ans, mais elle est la plus grande. L'aîné, Daniel, est né le 9 octobre 1911. Il va donc sur ses quatorze ans. C'est pour lui l'année du Certificat d'études. Il expliquera plus tard que les lectures qui l'avaient le plus influencé à cet âge furent Romain Rolland et Henri Barbusse. On devine la tendance de la nichée : des mauvais sujets, tous, et qui auront tôt ou tard des démêlés avec la justice.

Un peu plus tard cette année-là, très précisément le 20 décembre, Adolf Hitler, récemment condamné à cinq ans de prison, bénéficie d'une libération anticipée. On sait ce qu'il va faire de sa liberté recouvrée, qui témoigne de la vertu éducative de la prison, tout du moins en Allemagne. Maurice Tréand lui aussi sort de prison. Dans ce cas en revanche, la prison républicaine a failli à sa mission de réinsertion dans la société telle qu'elle est, puisqu'il est resté communiste.

A peine relâché, Tréand, loin de chercher à se faire oublier – à vingt-quatre ans il aurait pourtant été encore temps de s'amender - se reprend à militer aux Jeunesses communistes et au Secours rouge dont il devient un responsable important pour la Franche-Comté. La police surveille ces associations malsaines, mais le gouvernement s'est abstenu de les interdire, et elles en profitent pour organiser la solidarité ouvrière. A vingt-cinq ans révolus, Maurice Tréand quittera la direction des Jeunesses communistes et deviendra secrétaire régional centre-est du Parti et gérant du journal "*Le Semeur*". Ces responsabilités lui vaudront de nouvelles peines de prison entre 1924 et 1928. Cela ne l'empêchera pas d'accéder au Comité central, puis de devenir un cadre de premier plan. Ceci en dit long sur la nature exceptionnelle de ce parti qui ne répugne pas à promouvoir des repris de justice particulièrement endurcis jusques aux postes de décision.

1924 est aussi l'année où naissent Maurice Feld et Marcel Bourdarias, qui ne verraient pas plus de deux décennies du siècle. C'est une année marquante pour le Parti communiste français, puisque c'est celle où il adopte les principes léninistes et place au-dessus de tout la défense de l'Union soviétique, patrie des travailleurs. On comprend qu'André Marty y ait trouvé son havre. En mai, à peine amnistié et libéré, il se fait élire député. Les communistes à leurs débuts méprisent ouvertement l'hypocrisie bourgeoise, dont le système de la prétendue 'représentation parlementaire' est un sommet. Pragmatiques, ils exploitent les opportunités offertes par les institutions dans le but ultime de les détruire, et ils ont le toupet de se présenter aux élections tout en prônant la révolution : ce qui est tout mettre à l'envers, car les élections ont été inventées pour prévenir les révolutions et non pour les préparer. Une fois élu, Marty trace pourtant la limite des concessions qu'il est prêt à consentir, et il fait sensation en se présentant à la Chambre sans veston et coiffé d'une casquette : à une époque où les distinctions vestimentaires étaient tranchées entre classes sociales, tout le monde comprend que c'est une façon de brandir le drapeau rouge. Par sa désinvolture vestimentaire, Marty signifie qu'il va parler au nom des 'salopards à casquettes'.

Salopards dès l'origine, et bientôt *bandits* et *terroristes* : ouvriers et intellectuels hostiles à l'ordre bourgeois devront assumer ces étiquettes. On imagine le travail sur lui-même et la dialectique qu'il fallut alors à un aristocrate de l'esprit comme Louis Aragon pour endosser moralement ce costume en adhérant au Parti communiste. En retour, il

sera plutôt bien accueilli, car si l'insolence de Marty était symbolique d'un défi collectif, la classe ouvrière était bien élevée par ailleurs, et aspirait à la culture, comme en témoignent les lettres de prison de Pierre Georges, dit '*le colonel Fabien*', dont nous aurons bientôt à reparler.

En faisant élire des députés, le Parti joue sur tous les tableaux à la fois. Il colonise les replis utiles de la légalité et s'y abrite, sans pour autant faire profession de légalisme. Ce qu'entre eux les communistes se disent, ou ce qu'ils pensent tous sans avoir à le dire, c'est que les patrons, les politiciens bourgeois, les juges et la police sont des tricheurs. Qu'ils méprisent la loi lorsqu'elle protège les pauvres et les faibles. Que pour les puissants la République n'est qu'un paillason sur lequel ils s'essuient les pieds, que ses principes établis au prix de tant de sang versé par le peuple tout au long de l'histoire ne peuvent être maintenus que par la lutte. Alors ils luttent. Et au nom de cette lutte ils ne se font aucun scrupule d'être cyniques à leur tour. Le seul point d'honneur des militants communistes, c'est de tout sacrifier – statut social, tranquillité, vie familiale, et la vie tout court s'il le faut - à ces objectifs ultimes : la prise du pouvoir et l'instauration d'une société nouvelle.

Il faut voir là un effet lointain de la Révolution de 1789 : des souvenirs cuisants pour les uns et exemplaires pour les autres de ces moments où les privilèges étaient allés trop loin, et où du coup le pouvoir était passé dans la rue. Les révoltes et révolutions du dix-neuvième siècle n'avaient pas directement établi des régimes plus favorables aux pauvres, mais peu à peu des habitudes s'étaient prises, qui limitaient la violence arbitraire des dominants. Tout cela avait fini par s'appeler la République. Si bien qu'au vingtième siècle, il était devenu impossible d'instaurer une dictature sans répudier les principes républicains qui faisaient tenir la société ensemble : et personne n'osait le faire.

Sortant des limites d'une contestation verbale et respectueuse, refusant de se tenir à des règles du jeu prévoyant qu'il ne doit imprimer aucune marque sur la réalité, le Parti est combattu, non pas comme une organisation ordinaire, mais comme une maladie perniciose de la société. Cette guerre civile froide qui est devenue plus âpre encore avec la révolution bolchévique russe est une donnée essentielle de la période.

La ténacité de la persécution bourgeoise est en proportion de la menace et du détournement opéré par les communistes des instruments de la domination de classe. Pendant toutes les années de l'entre-deux-guerres, le Parti est tantôt toléré et tantôt interdit, mais toujours combattu à la fois par la droite et par la gauche d'un milieu politique confronté à une opposition déloyale.

Au mitan du vingtième siècle, et alors que sévit la plus grave crise économique, avec les convulsions prévisibles, contrairement à la bourgeoisie allemande, la bourgeoisie

française, qui ne se sent pas assez forte et unie, recule devant la tentation et le risque de liquider brutalement et d'un seul coup les organisations ouvrières et paysannes et leurs élites. Conforme à ses habitudes, la bourgeoisie française se complaît dans des demi-mesures. C'est cela qui devait changer seulement sous Pétain, avec l'appui décisif de l'occupant étranger.

Jusque là, après le massacre fondateur de 1871, la bourgeoisie française s'était habituée, pour toujours prévaloir, à des systèmes compliqués et indirects. Partis, coteries et réseaux divers. Alliances, alternances, métamorphoses et substitutions. Tout un jeu entre groupes sociaux divers qui s'entendaient sur la crainte et la haine du bolchévisme, mais dont les intérêts ne coïncidaient jamais tout à fait. Cela donnera, pendant l'occupation, la coexistence de courants innombrables : Flandin, Laval, Doriot, Déat, Darlan, Brinon, Benoist-Méchin, Peyrouton, Darnand, et tant d'autres, qui s'opposeront en presque tout et se combattront parfois cruellement, s'entendant seulement sur la nécessité de profiter de la protection nazie pour en finir avec les communistes. Il y aura plusieurs guerres dans la guerre et celle qui se jouera principalement en France ne sera pas ce dont on parle le plus dans les livres. La situation allait devenir effroyablement compliquée pour les spécialistes de philosophie politique lorsque le parti patriote allait devenir collaborateur de l'Allemagne, et le parti de l'étranger, tout en restant pétri d'internationalisme et de références exotiques, se mêler ouvertement de patriotisme.

En raison du caractère toujours indécis des luttes, de la complication et de la volatilité des coteries et des conjurations, en France, toutes les guerres civiles finissent par un recours à l'étranger, et toutes les guerres étrangères font sortir du sol des factions disposées à la trahison. La guerre de 1914-1918 fut peut-être la seule exception : la seule guerre patriotique que la France ait jamais connue, et les communistes récusent aussi le patriotisme mystifié qui avait conduit à ce résultat. On imagine l'aversion de la classe dominante à l'endroit de ceux qui, retournant à l'envoyeur les dénonciations bourgeoises, disaient que l'ennemi principal était à l'intérieur, et proclamaient nettement que l'on n'obtient jamais rien que par la lutte et que les règles bourgeoises n'étaient bonnes qu'à être tantôt utilisées et tantôt transgressées, mais toujours dans le but de les abolir.

En attendant les moments décisifs de l'occupation allemande, qui devait tout simplifier, la répression anticommuniste était aussi variable que les conditions climatiques. Tantôt la police préférait que le Parti soit légal, ce qui facilite la surveillance, et tantôt illégal, ce qui simplifie la répression. Mais un principe demeure : constamment protecteur de la propriété privée des moyens de production, et même des plus vastes monopoles, et de leur domination sur les pauvres par le chantage sur l'emploi, l'état bourgeois soutient systématiquement les bourgeois contre les prolétaires. Et comme à un même problème correspond toujours une même solution, les moyens employés contre les communistes

entre 1920 et 1940 ne furent pas différents en nature, mais seulement en degré, de ceux dont devait user l'ennemi et ses collaborateurs français entre 1940 et 1944. Ce qui démontre un théorème important : le fascisme n'est rien d'autre que l'état bourgeois en habit de guerre.

Pendant tout l'entre-deux-guerres, dans la pénible situation où les dominants se retrouvent, face à un adversaire de classe qui n'est prêt à aucune négociation et à aucun compromis, l'état met ses gardes mobiles au service systématique des possédants contre les prolétaires, des patrons contre les ouvriers. Renonçant à toute apparence de neutralité républicaine, l'état bourgeois lutte contre le parti politique qui prétend organiser la classe ouvrière en vue d'un pouvoir sans partage : et il lutte par la violence brute. La famine, la prison, le bagne, et dans les cas plus anodins, les coups de poing sur la gueule.

Ce mode de fonctionnement avait profondément marqué les mœurs et la mentalité policières. Contre les ouvriers et leurs organisations, la police use de tout l'arsenal de ses moyens de lutte habituels. Faute de pouvoir assassiner quotidiennement les chefs politiques et syndicaux, comme en Amérique, faute de pouvoir trop souvent tirer sur les grévistes, elle espionne, infiltre, retourne, achète et use de chantage. Elle encourage défections et trahisons. Elle exerce une pression constante dans la rue et dans les usines par le fichage et la provocation.

Les méthodes policières rencontrent des succès. Il y aura par exemple le retournement de Marcel Gitton, qui trouvera sa conclusion au début de l'occupation. De son côté, le Parti ne se prive ni de l'outil de la propagande, ni de l'agitation syndicale, ni de la participation à la joute électorale. Il est également le plus impliqué dans les manifestations de rue, sans reculer devant la violence de la répression, prenant l'habitude de haïr la police et de répondre coup pour coup en dépit de la partialité des juges. Jusqu'à la Libération de 1944 et sa réintégration provisoire et partielle dans la nation par le Général de Gaulle, le Parti communiste n'est ligoté par aucun respect pour l'ordre bourgeois : et c'est sa plus grande force. La répression a aussi pour effet d'endurcir le Parti, de le conduire à perfectionner ses pratiques d'autodéfense. Les militants sont individuellement harcelés en profitant des moindres faiblesses : et c'est ce qui entraînera l'extrême rigueur dans la sélection des cadres du Parti. La police par un mécanisme quasiment darwinien, aura beaucoup contribué à l'excellence du militantisme communiste. Au niveau de la mentalité aussi bien que de l'organisation, c'est la répression qui l'a modelé, engendrant et justifiant ses mœurs internes, ses rythmes et ses modes de renouvellement. Il est dès l'origine un parti de guerre civile froide : ce qui produira son aptitude à passer à la guerre civile chaude. Le fond de l'affaire, c'est que pour les communistes français, la résistance a commencé bien avant l'occupation.

1925 arrive, et à l'âge de quatorze ans, Daniel Georges entre en apprentissage. Il apprend la photogravure. Un peu partout, on croit et on travaille à la paix. A Locarno des accords sont signés entre la France et l'Allemagne sur la sécurité en Europe. Mais au mois de février, le maréchal Hindenburg a été élu à la présidence de la République. Hindenburg n'est pas seulement un vieil officier réactionnaire. Il a des idées politiques définies : de toutes les nuances de la droite allemande, c'est le brun qu'il préfère. Au moment favorable, il donnera le coup de pouce nécessaire à l'accession du parti nazi aux responsabilités. Mais le temps n'est pas encore venu. A cette époque, Hitler, rendu sage par l'expérience, réorganise son groupe de protection individuelle et lui donne un nouveau nom : la Schutz Staffel, ou 'SS'. Il choisit Himmler pour la commander. Tout cela a déjà fière allure. Enfin un avenir se dessine.

En France, le Parti communiste français a adopté la ligne 'classe contre classe' qui exclut tout accord avec les partis bourgeois, y compris les socialistes. En même temps, il participe autant qu'il le peut à la vie politique, et même à la gestion municipale. C'est une contradiction et une série d'exclusions s'ensuit des militants qui désapprouvent la ligne sectaire. Maurice Tréand pour sa part est tout à fait '*dans la ligne*', comme on dit au Parti, et même il participe désormais aux travaux du Comité central. Les historiens anticommunistes datent de cette époque le début de ce qu'ils considèrent comme une soumission totale du PC français aux décisions prises à Moscou. Ce schéma explicatif de la politique communiste en France demandera à être nuancé, mais en l'occurrence la ligne *classe contre classe* fut maintenue en dépit de la fuite des militants et des déboires électoraux qui en résultèrent. Dans le contexte de la crise fasciste européenne, les partis communistes français, allemand, polonais se verront confirmer par le **Komintern** la tâche d'*'accentuer au plus haut degré la lutte contre l'ennemi dans leur propre pays, contre la classe dirigeante'*, ce qui rendra pour eux longtemps insoluble la *question nationale* et leur occasionnera les plus grandes difficultés, défaites et tragédies.

En 1929, George Orwell est à Paris, où il soigne déjà une tuberculose qui finira par avoir raison de lui. Pour le Parti communiste, la répression se fait plus incisive, et les instances dirigeantes deviennent clandestines. Les principaux dirigeants sont alors Barbé, Celor, Frachon, Thorez. Le seul art de la parole ne suffit pas à faire un bon dirigeant communiste. Il lui faut aussi courir vite, sauter par les fenêtres, se déguiser, se grimer, et au moindre doute aller coucher chez des copains. Une grande importance est accordée à tout ce savoir-faire qui sera bien utile à partir de septembre 39. Ainsi la carrière de Maurice Thorez souffrira un temps du fait qu'il se soit laissé prendre par la police lors d'une réunion clandestine à Achères. L'habitude de l'illégalité et de la persécution par les organes de l'état bourgeois explique la capacité que montreront les militants à passer à la guérilla urbaine contre l'occupant allemand et ses auxiliaires français. L'ennemi est d'ailleurs pour partie le même. Entre temps, il y aura eu pour beaucoup l'expérience de la guerre civile espagnole.

Car en Espagne, la lutte politique oppose désormais des clans entre lesquels il devient impossible de trouver un terrain d'entente pour une vie politique falsifiée mais pacifiée à la française ou à l'anglaise. En Espagne, explique Franz Borkenau (*El renidero Espanol*, réédité en français sous le titre anglais '*The Spanish Cockpit*' par les éditions Ivrea, Paris 2003), pays qui n'a pas été imprégné par l'esprit des *Lumières*, la bourgeoisie moderniste est trop embryonnaire pour jouer un rôle déterminant, comme elle l'a fait en Italie avec l'arrivée des armées de la Révolution française. Les classes populaires portent seules le combat patriotique et contre l'oppression du statu quo, et leurs révoltes sont en même temps anti-modernes. Les milieux révolutionnaires et patriotiques espagnols ne vont pas chercher leur inspiration théorique dans le socialisme français mais en Russie, là où se rencontre une similitude dans l'arriération. Là où l'extrême gauche prolétarienne sera marxiste, et donc accompagnatrice de l'industrialisation et de la construction d'un Etat républicain bourgeois en France ou en Allemagne, elle sera inspirée par la pensée de Bakounine en Espagne, et refusera l'alliance avec la bourgeoisie libérale typique de la révolution française. Cette configuration apparaîtra de façon spectaculaire et produira des résultats désastreux dans la politique intérieure au camp républicain dans la crise des années trente qui se conclura par l'installation pour un demi-siècle de la dictature franquiste : un régime que l'on classerait à tort dans la famille des fascismes qui lui furent contemporains et alliés, car elle était appuyée principalement, non sur un parti unique à fort soutien populaire et à visées modernisatrices, mais, archaïsme contre utopisme, sur des forces non-constructives elles aussi : l'Église et l'armée. En 1936, on verra donc la répétition d'un phénomène récurrent en Espagne : « *Les forces spontanées des basses classes se sont déchaînées et ont entrepris de réagir avec la violence propre aux éléments arriérés contre leurs voisins progressistes, contre cette civilisation moderne qu'on leur impose et qu'elles repoussent avec toute la fureur dont les Espagnols sont capables en de telles occasions.* » Mais n'anticipons pas, et notons seulement pour le moment que c'est en 1930 que les républicains, la gauche catalane et les socialistes s'entendent sur un plan d'action révolutionnaire : le **Pacte de Saint-Sébastien**. Pour la première fois la domination des forces conservatrices se trouvait contestée, avec pour objectif la République parlementaire.

En 1930, Daniel Georges a dix-neuf ans. Comme militant, il peut déjà passer pour assez expérimenté. On l'envoie pour trois mois en URSS, où il est censé se former à l'encadrement des mouvements de jeunesse. La route habituelle de Moscou, ces années-là passe par la Belgique et la Pologne. Le passage est illégal : car dans ses moments les plus faciles, le Parti est au mieux semi-clandestin. A cette condition imposée répond la solution de la double structure : un cadre de personnages publics, connus de tous pour que les militants, les sympathisants, les électeurs, sachent vers qui se tourner dans les bonnes périodes, et puis un encadrement parallèle, clandestin, prêt à prendre la relève pour impulser l'action dans les périodes de répression accrue et d'interdiction.

Tendanciellement, le personnel clandestin est plus international que le personnel visible. Typique est le trésorier occulte du Parti, un brillant polonais nommé Michel Feintuch, alias Jean Jérôme, arrivé en France en 1933 comme envoyé du Komintern. Typique aussi, Manouilski, qui à cette époque représente Staline à Paris, et entame l'entreprise de démolition de Barbé et Celor qui sera ensuite achevée à Moscou au profit de Maurice Thorez.

En avril 1931, Maurice Tréand est envoyé à l'Ecole léniniste internationale de Peredelkino, près de Moscou. Lui aussi voyage illégalement par Helluin, la Belgique et la Pologne. Là, il prend le pseudonyme de Lambert et il est formé à l'action clandestine. On y débat, dit-on, de l'affaire Barbé-Celor, tandis qu'à Moscou Raymond Guyot, plus près de la flamme des bûchers, est conduit à faire son autocritique pour avoir contribué au fonctionnement d'un 'groupe' à l'intérieur du Parti. On ne le reprendra plus à s'écarter de la ligne, et il arrivera, après bien des années, tout près, tout près, de devenir secrétaire général... enfin presque. Ce qui l'en priva demeure assez obscur, mais il fut toujours un personnage assez important, et qui comptera dans cette histoire.

La chute de la direction Barbé-Celor est consommée à la fin juillet 1931. La tragédie de leur chute se déroule pour l'essentiel à Moscou, c'est à dire à portée de main de Staline, et les méthodes déployées découragent plus d'un vieux militant. Barbé est contraint de reconnaître ses torts et accuse Celor d'être un policier. Privé d'argent et de passeport, Celor se réfugie à l'ambassade de France qui le rapatrie. Situation cruelle : y a-t-il pire humiliation pour un communiste que de demander l'aide d'un ambassadeur bourgeois ? Mais il faut aussi considérer l'affaire du point de vue d'en face : quoi de plus déplaisant pour un ambassadeur bourgeois que de se mettre au service d'un subversif ?

Ce ne sera pourtant pas la première fois qu'un communiste obtiendra de l'Administration qu'elle lui remplace ses faux papiers par des vrais. Il faut dire qu'elle ne le fera pas toujours en connaissance de cause. L'histoire de la Résistance est pleine d'incidents de ce genre. La cavale de Gilbert Brustlein entre novembre 1941 et le printemps 42, telle qu'elle est relatée dans son autobiographie : **'Le chant d'amour d'un terroriste à la retraite'**, édité à compte d'auteur et dont on trouve encore un exemplaire à la Bibliothèque nationale, donne une idée du nombre de démarches, de pérégrinations, de subterfuges et de fabrications dont est capable un clandestin recherché par toutes les polices, mais décidé à sauver sa peau. Davantage là-dessus un peu plus loin. Car c'est un fait : en France, la subversion est partout et cela devient inquiétant. Même la plus extrême jeunesse est touchée par cette corruption. Agé de seulement douze ans, Pierre Georges participe cette année-là à ses premières manifestations et reçoit ses premiers coups de crosse de la part des gardes mobiles. Un contentieux qui ne fera que s'aggraver entre cette famille d'une part et les forces de

l'ordre de l'autre, et même plus généralement, les valeurs de civilité, les bonnes mœurs et l'état de droit.

Face au danger fasciste, divers types de réactions s'observent du côté du Parti communiste français. Seul de son genre, Doriot recommande l'entente avec les socialistes. On saura par la suite qu'il était manipulé de longue date par ses commanditaires bourgeois, dont il s'était rapproché à la suite de sa marginalisation au profit de Maurice Thorez. Doriot, avec sa ligne d'alliance républicaine à droite, finira par être suivi par la Direction : la ligne 'classe contre classe' sera provisoirement abandonnée au profit de la ligne 'antifasciste'. Mais Doriot trouvera l'attitude du Parti encore trop sectaire et le proclamera publiquement. Ce sera le début d'un divorce qui ira très loin.

Tréand, en attendant sa chute après juillet-août 1940 et le maheureux épisode de la 'légalisation' appliquera et perfectionnera la forme "biographie " apprise à Moscou. Il inaugurerà aussi l'établissement de "listes noires " des militants exclus ou soupçonnés d'être des "espions, voleurs, escrocs ou traîtres chassés des organisations révolutionnaires de France". Une procédure dont il est difficile d'affirmer qu'elle était excessive, étant donnée la persévérance avec laquelle les milieux patronaux et la police, avant puis après l'arrivée des Allemands, se préoccupaient d'infiltrer des informateurs dans le Parti, mais qui déplaît à certains.

A cette époque, la déviation doriotiste a alors conduit à ajouter une ligne aux biographies des militants communistes, quoique le soupçon de 'doriotisme' ne vaille pas encore automatiquement exclusion et inscription sur la liste noire. Tout de même, Georges Marrane, maire d'Ivry et membre du Comité central, se fait mal noter parce qu'il se rebelle contre les méthodes inquisitoriales de la Commission des cadres. Délocalisé à Lyon, où il aura un rôle central dans l'appareil clandestin du Parti résistant, il protestera encore contre le flicage qui s'institutionnalise dans le parti. Il lui faudra pourtant s'y faire.

Raymond Guyot est plus souple. A l'inverse de Georges Marrane, il est en pointe contre l'influence de Doriot dans le Parti. Lui joue à chaque fois le bon cheval : Thorez contre Celor, puis Thorez contre Doriot. Or, après avoir organisé la rivalité entre Doriot et Thorez, Staline a tranché à l'automne 1932 en faveur de Thorez. En juillet 1935, Guyot se rend au Septième Congrès mondial des partis communistes à Moscou, avec Danielle Casanova et Daniel Georges, dont c'est le deuxième séjour au pays des Soviets. Mais c'est Guyot l'ancien, et il devient secrétaire du Congrès international des Jeunes. En 1936, profitant de la vague du Front populaire, il sera élu député de la Seine. Daniel, et encore sera-ce bien plus tard, ne sera jamais davantage que *conseiller de l'Union française* et, brièvement, maire des Lilas. Guyot, lui est déjà avant la guerre un homme du haut de l'appareil, et qui détient quelques secrets importants du Parti. En 1938, à

Moscou, devenu tout à fait digne de confiance de par sa tenue dans la tempête des grandes purges, il participera à la mise en jugement de la direction du Parti communiste polonais. Une carrière se dessine là très tôt : celle d'un stalinien avisé.

Les méthodes de la commission des cadres sont préconisées et encadrées par Moscou, mais elles sont aussi induites, comme une réaction antigénique, par celles de la police à l'égard du Parti communiste : surveillance, infiltration, provocation, harcèlement judiciaire trouvent leur contrepartie sous la forme d'une prudence extrême, d'infinies précautions, d'une pesante suspicion. Ces défauts qu'on reproche au Parti communiste seront pourtant justifiés par l'événement, car si de nombreux camarades de bonne foi seront malencontreusement écartés, on trouvera aussi la trahison jusque très près du sommet. D'ailleurs, la sévérité du tri opéré par la Commission des cadres et la discipline imposée des 'biographies' ne semble pas avoir gravement nui au dynamisme de l'organisation. Sans cesse des jeunes arrivent au Parti, qui ne savent rien des querelles passées et peu de chose des pratiques en cours. Pour ne donner que deux exemples, les deux années 1933 et 1934 voient l'arrivée de Jacques d'Andurain, dont le pedigree bourgeois et cosmopolite fait un cas très à part, et d'Albert Ouzoulias, futur chef politique des premiers francs-tireurs parisiens, et qui devient permanent des Jeunesses communistes.

Depuis que Staline a poussé Thorez au secrétariat général, Doriot, dépité, a pris ses distances. Il ira très loin dans ce sens, jusqu'à mourir sous l'uniforme nazi. Certains s'appuieront sur le cas unique du '*grand Jacques*' pour entoner le grand air de la *convergence des extrêmes* et des origines gauchères du nazisme : mais en réalité, le passage du communisme au nazisme, chez cet opportuniste et arriviste radical, se fera en passant par la politique bourgeoise la plus centrale et installée. Dès le lendemain de sa marginalisation dans puis hors du Parti communiste, Doriot concevra de fonder un nouveau parti. Il sera exaucé en 1936 avec la grande peur des milieux industriels et banquiers devant le *Front populaire*. Pour lancer le **Parti Populaire Français**, il trouvera l'appui de la banque Worms de Jacques Barnaud et de Gabriel Le Roy Ladurie, petite banque qui n'avait pas peur des grandes et où fermentaient beaucoup d'idées politico-criminelles sans rapport avec les idéologies dites '*de gauche*' quelles qu'elles fussent. Jacques Doriot finit par sortir du Parti communiste en juin 1934, profitant de l'aide de ses amis banquiers pour créer son nouveau parti exactement deux ans plus tard en réaction à la *grande peur* que provoque la victoire électorale du Front populaire dans les milieux bourgeois, au moment même, ironiquement, où triomphait la ligne non-sectaire du Parti dont il s'était fait l'avocat contre la ligne *classe contre classe* des années précédentes. Là, Doriot va se trouver d'abord entouré d'une pléiade de futurs collaborateurs vichystes comme Pierre Pucheu, Paul Marion, Bertrand de Jouvenel, Jacques Benoist-Méchin, Pierre Drieu la Rochelle. Cependant, ceux-ci le désertent à l'approche du putsch pétainiste pour s'organiser dans la **Cagoule**. Ce développement

initial fera de Doriot un concurrent et un critique de Pétain à l'intérieur de la mouvance dite '*collaborationniste*', stipendié par l'Allemagne au niveau de 10.000 francs mensuels depuis son passage à droite, constamment soucieux de supplanter le *Maréchal* en courtisant les autorités allemandes au moyen d'une surenchère idéologique dont il ne percevait pas l'inanité dans le contexte de la guerre à mort que se livraient les puissances impérialistes.

Doriot est un cas à part au Parti communiste. La suite devait montrer qu'il ne saurait jamais distinguer un ami d'un ennemi, mais même si la solution de *Front populaire contre le fascisme* devait finir par être brièvement expérimentée un peu plus tard, la ligne de l'**Internationale** est tout à fait contraire, pour le moment, à une révision stratégique d'une telle ampleur : depuis décembre 1933 la consigne est de '*lutter contre les social-traitres, et tous ceux qui répandent dans le prolétariat l'idée de devoir national*'. L'objectif principal étant de prévenir à tout prix le renouvellement d'une boucherie pire que celle de 14-18, il est préconisé de '*se préparer à saboter les transports et les livraisons militaires*'. Et Maurice Thorez dénoncera les déviations qui se manifestent en France de la part de responsables communistes locaux qui se prononcent en faveur de la *défense de la démocratie et des libertés républicaines contre le fascisme*.

Le Parti sait que sur de telles positions il n'a pas d'amis, sinon parmi les masses travailleuses. Dans la logique de sa position de parti semi-légal, il se met en posture de défense renforcée. Avec la création de la '**commission des cadres**' du Parti communiste français en mars 1933, le Parti sera désormais entièrement piloté de haut en bas, la direction ayant le monopole des nominations et une totale maîtrise sur la sélection et la promotion des responsables parmi les militants. Ce sera Maurice Tréand qui recevra cette responsabilité sous la haute autorité de Jacques Duclos et d'Eugène Fried. En 1934, Tréand séjournera à Moscou pour des séances de concertation avec Dimitrov, Manouïlski et les autres hauts responsables du Komintern. Il côtoiera les sommets, et deviendra le principal spécialiste en France des communications radio qui joueront un rôle important pendant l'occupation. Les purges, inaugurées à l'automne de 1935 avec l'assassinat de Kirov, auront alors commencé.

Il y a pourtant des formes républicaines qui se maintiennent au-delà des prises de positions partisans : ainsi, en 1932, Daniel Georges, de retour de Moscou, est parti tout à fait normalement au service militaire. Il a été incorporé au 23ème régiment de tirailleurs algériens à Morhange (Moselle). Pendant ce temps, Tillon, ni contestataire ni par tempérament enclin aux querelles et manoeuvres d'appareil, suivait sa route de soldat laboureur. Lui n'ira guère à Moscou : une fois seulement, et se dira déçu du voyage. Mais cela ne changera rien à son militantisme. Il a été nommé par Maurice Thorez au Bureau politique du Parti communiste en 1932 et aux élections législatives de

1935 il battra Laval dans la circonscription d'Aubervilliers. Il attend ses plus belles heures : la clandestinité, la création des FTP, la libération de Paris. Des deux frères Georges, c'est avec l'autre, Pierre, le plus jeune, qu'il aura affaire. *Le terroriste*.

Le parti communiste, et le communiste de base, sont alors bien loin de se douter qu'avant longtemps il leur reviendra de ramasser à terre l'épée brisée de la France et d'assumer la lutte contre l'envahisseur, redevenu '*le Boche*' : car on est alors pacifiste et internationaliste au Parti. C'est la ligne '*classe contre classe*' qui prévaut. L'ennemi est dans notre propre pays. Telle est la doctrine. Le 15 mars 1935, dans un discours à la chambre des députés, Maurice Thorez dénoncera '*Le mensonge de la défense nationale*'. Il proclamera : « *Les communistes ne croient pas au mensonge de la défense nationale. L'ennemi est dans notre propre pays. [...] Nous ne permettrons pas que l'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme. [...] Les communistes ne s'en tiendront naturellement pas à une simple propagande contre la guerre. Nous sommes résolus à accomplir, sans défaillance et en dépit de la répression, la tâche antimilitariste.* »

Le pacifisme né des horreurs de la guerre de 1914-1918 est enraciné dans la mentalité populaire et il est essentiel au mouvement communiste, mais Maurice Thorez, qui pousse dans ses conséquences extrêmes la ligne *classe contre classe* au moment même où la conjoncture internationale fait réfléchir Moscou à son abandon sera contraint à une révision abrupte de son argumentaire avec l'adoption de la *ligne antifasciste* dès l'année suivante.

3. Un loup maigre

En Allemagne, moins de dix ans ont passé depuis que l'on a mis Hitler en prison, mais tout est transformé. Le petit parti nazi a grandi. Il se présente aux élections, quoique dans le but ultime de les supprimer, et il connaît des hauts et des bas. Comme les agitateurs nazis impliqués dans le putsch manqué du 9 novembre 1923 ont bénéficié d'une amnistie générale en 1927, Goering a pu rentrer en Allemagne, et le 20 mai 1928, il a accédé pour la première fois au Reichstag à la tête de douze députés nationaux-socialistes, qui s'y sont présentés en uniformes. A partir de là, beaucoup découle, dans l'histoire du vingtième siècle, du simple fait que le vieux maréchal Hindenburg éprouvait une sympathie instinctive pour le caporal Hitler. Et comme le Maréchal était président de la République, cette affinité entre individus de bonne compagnie trouvait un débouché politique. C'est ainsi qu'Hindenburg devait par deux fois donner à Hitler

un coup de pouce décisif en direction de la dictature. Le trente mai 1932, Hindenburg a congédié le chancelier Brüning et appelé à la chancellerie von Papen, qui était favorable aux nazis en attendant de se brouiller avec eux. Celui-ci a autorisé le port public de l'uniforme SA qui avait été interdit par Brüning. Puis au mois d'août, les nazis ayant eu du succès aux élections, Goering est devenu président du Reichstag : une position qui sera mise à profit de façon déterminante l'année suivante.

En ce temps là, une importante différence par rapport au passé réside dans la façon dont la bourgeoisie considère l'ex-caporal Adolf Hitler et son petit groupe de braillards. Il semblerait qu'il soit devenu quelque chose comme une alternative acceptable pour l'exercice du pouvoir dans le cadre de la république. Pourquoi ? Répondre à cette question n'est sûrement pas impossible, mais c'est justement le nombre et la pertinence des réponses qui ont été données qui dispensent d'entrer ici dans ce sujet un peu touffu. On peut se contenter d'observer que rien ne rend respectable comme le succès, même si c'est le succès de la vulgarité, de la brutalité, du mensonge et de l'absence de scrupules. On le voit tous les jours en démocratie. On peut aussi mentionner à nouveau les instincts politiques personnels du président Hindenburg, tout en ajoutant que ce militaire était sans doute représentatif de la mentalité collective de sa caste, de sa classe et de sa génération. On peut aussi dire simplement, pour résumer, et même si cela semble aujourd'hui difficilement compréhensible : Hitler plaisait. Et pas seulement en Allemagne. Et ce changement collectif d'attitude et de perception, découlant de l'air d'inéluctabilité avec lequel les nazis occupaient progressivement l'espace public pourrait à lui seul expliquer la décision individuelle du président Hindenburg : le 30 janvier 1933, en dépit d'un recul électoral, Hitler, un ennemi avéré des institutions, est nommé chancelier. Beaucoup d'événements étonnants dans l'histoire ne le sont sur le moment que pour le vaste public qui est écarté de la connaissance des vrais déterminants de la décision politique. Par la suite, ils cessent d'étonner par la simple raison qu'ils ont eu lieu, et non pas parce que le public est devenu mieux renseigné. Il semble évident, avec tout ce qui s'est passé depuis, qu'Adolf Hitler avait un grand destin, et tout naturel que le président Hindenburg s'en soit aperçu.

Hitler ne déçoit pas ceux qui avaient misé sur lui. Il dissout aussitôt le Reichstag en vue de nouvelles élections au mois de mars, pour lesquelles il entend préparer l'opinion à sa façon. A la suite des premiers combats de rue avec ses opposants, il prononce un discours rassurant à la radio, se présentant comme le défenseur des valeurs et des institutions bourgeoises : mais c'est sans surprise que la domination nazie prend immédiatement la forme de la terreur. Les assassinats politiques se multiplient, mais comme ce sont les milieux communistes qui sont dans un premier temps principalement visés, cela ne change rien à la popularité du parti nazi auprès des milieux qui lui ont accordé leur confiance.

Même muni d'une licence de tuer, Hitler ne vise pas à demeurer simple chancelier sous un président de la République. Il veut le pouvoir absolu et ne compte pas pour cela s'en tenir à des moyens constitutionnels. Il faudra un nouveau coup d'état. Il a retenu la leçon de 1923, et il sait qu'il doit en premier lieu s'assurer de la police : ce qui sera bientôt fait, et même une bonne fois pour toute, définissant le régime à venir. La police, en tout premier, sera consciencieusement noyautée, et idéologiquement hitlérisée. Comme d'habitude en Allemagne, c'est la Prusse qui devra donner le ton, et la police prussienne sera le laboratoire d'où sortira la Gestapo.

Pour obtenir la Gestapo en partant de la police de Weimar, il a d'abord fallu en changer l'esprit. A cet effet, Hermann Goering, nommé commissaire à l'intérieur de Prusse, est mis à sa tête, et les deux tiers de ses cadres sont remplacés par des SA et des SS. Puis il fallut gonfler les effectifs. Les troupes suivirent donc les chefs : les SA et le Stahlhelm, mouvement rassemblant les anciens combattants nationalistes, devinrent police auxiliaire. Goering, au passage, mettait ainsi la main sur les troupes de Roehm. Avec les nazis, il y avait souvent un complot à l'intérieur du complot.

Telle fut la naissance de ce qui deviendra la Gestapo : un organisme SS mis en forme de police et soumis à un commandement unique uniquement responsable devant Hitler. Une nouvelle police, munie de nouvelles consignes. Ainsi, par exemple, les policiers reçurent une autorisation générale d'abattre sans autre forme de procès les ennemis du Parti. Sont principalement visés les milieux communistes.

Comme on l'entend parfois dire : les nazis sont arrivés légalement au pouvoir. Ce qui est une façon d'exprimer une profonde vérité politique : la légalité appartient à quiconque est obéi de la police, puisque la police, n'ayant pas de police pour la surveiller, possède la loi. Outre les assassinats, Goering lance aussi une campagne d'arrestations, et comme ce n'est pas tout que d'arrêter les gens si l'on ne sait pas où les mettre, la Gestapo ouvre à Berlin une prison qui échappe à toute emprise judiciaire. Et comme les prisons sont coûteuses en foncier, quarante camps de concentrations privés sont ouverts par la SA, dont le premier est Oranienburg. La SS pour sa part crée Dachau.

Dans son conflit d'influence avec Roehm, Himmler avait déjà obtenu que tous les camps de concentrations soient gardés par la SS, qui ont commencé à constituer des troupes spécifiques : les régiments *Totenkopf*. Un pas décisif est franchi en direction de l'unification lorsque, le 1er avril Himmler est également mis à la tête de la police, qui est enlevée à Goering. Le nouvel organe que l'on appelle *Geheime Staatspolizei* ou *Gestapo*, police politique secrète et privée du parti nazi, a alors pris sa forme parfaite, officiellement le 26 avril 1933. Après la Nuit des longs couteaux, Himmler et sa police politique seront placés sous les ordres directs de Hitler et ne dépendront plus d'aucune autre structure.

A cette époque, le délégué régional d'Himmler à Munich est Reinhard Heydrich. Poussé par son chef, il montera rapidement jusqu'à devenir le chef effectif de la Gestapo, cumulant cette fonction avec celle de chef du *Sicherheit Dienst* du Parti. Le *SD*, véritable nom de ce que l'on désignera plus communément, mais de façon inexacte, sous le vocable '*Gestapo*' pour parler des forces répressives allemandes pendant l'occupation de la France, généralisera l'espionnage de la population à base d'infiltration et de délation, tandis que la *Gestapo* proprement dite, recrutée sur la base de l'adhésion au Parti, remplit les fonctions de police ordinaires en Allemagne même. L'ensemble ainsi mis dans la main de Heydrich cumulera les attributions les plus vastes et les plus absolues de tous les temps pour un service de police, et opérera sans concurrence, ni contrôle, ni recours. Après la déclaration de guerre, le 27 septembre 1939, l'ensemble des services de police et de renseignement politiques nazis seront regroupés sous la dénomination RSHA, '*Office central de sécurité du Reich*'. Heydrich en sera le maître, sous la haute autorité de Himmler. La *Gestapo* proprement dite, police allemande opérant principalement dans la grande Allemagne, deviendra le Bureau 7 du RSHA et elle comptera environ 40.000 agents. Cette structure est définitoire de la dictature nazie comme régime essentiellement policier.

Désormais adossée à la police de l'État et affranchie de toute limite légale, la terreur est tristement efficace : de nombreux anciens communistes s'engagent dans la SA, qui grossit énormément. À l'été les structures clandestines maintenues par le Parti communiste allemand auront été démantelées, et son chef John Scheer, sera finalement assassiné. C'est peut-être dans cette période que le père de Carlo Schönhaar périt lui aussi dans la lutte où son fils devait tomber quelques années plus tard comme membre de l'Organisation spéciale, et le plus jeune condamné du *procès de la maison de la Chimie*, qui conclura l'engagement de nombre des membres du premier groupe d'action directe contre l'occupant nazi sur le territoire national français. Cette histoire serait écrite par André Kirschen, né en 1926, juste à temps pour participer, vers l'an 1941, à la lutte contre l'avenir qui se dessinait. À l'âge de quinze ans, ses convictions communistes seront alors fermement enracinées, et fondées sur une démarche intellectuelle nourrie de lectures vastes et approfondies. Il allait être le plus jeune condamné des combattants de l'*Organisation spéciale*, et un de ses rares survivants, avant de devenir éditeur et écrivain, l'auteur de deux livres témoignant de l'action et du destin de ses camarades entre l'été de 1941 et le printemps de 1942 : '*La mort à quinze ans*' et '*Le procès de la Maison de la Chimie*'.

Une fois devenu chancelier, Hitler infléchit le cap. La nouvelle alliance inclut la haute bourgeoisie industrielle et financière. C'est la fin du '*ni-droite-ni-gauche*' dans la propagande hitlérienne. Il faut savoir que le parti nazi tel qu'il arrive au pouvoir est un panier de crabes. Le système politique hitlérien vise à ce que l'on a pu appeler un contrôle total de la société, mais il ne devint lui-même centralisé qu'au prix de luttes

initiales sanglantes. Celles-ci impliquèrent tout un jeu de manipulations et de provocations dont Hitler lui-même, grand spécialiste de ces pratiques, fut pourtant à l'occasion la dupe. On connaît l'issue : la victoire des SS et leur accession à une emprise sans partage sur l'empire. Mais ce résultat ne fut véritablement acquis qu'aux alentours du printemps 1942.

Dès 1932, Gregor Strasser, trop gauchiste pour les mécènes fortunés ralliés au Parti nazi, avait été contraint à démissionner. Initialement proche de lui, Göbbels avait tiré son épingle du jeu parce qu'il représentait aux yeux d'Hitler *l'homme de la Ruhr*. Il avait été chargé en 1926 de conquérir Berlin, un terrain difficile pour les nazis, dont il avait été nommé Gauleiter. Mais c'est surtout le magnat d'industrie Goering qui devient l'homme clé du nouveau cours, industriel et financier, au moment où, parti de l'ordre et du travail asservi dans des usines profitables, le NSDAP devient éligible à un soutien sans réserve du capital international. Se substituant à lui pour l'encadrement de l'action policière violente, les deux autres étoiles montantes du parti sont Himmler et Heydrich. Abandonnant ses responsabilités policières à leur profit, Goering est en compensation promu général et ministre de l'air. Il reçoit une nouvelle mission, très importante : reconstituer une aviation de guerre. Ceci est en violation du Traité de Versailles, et devra d'abord se faire clandestinement. On s'appuiera sur les firmes Messerschmidt et Heinkel. La Luftwaffe ne sera officiellement créée que le 10 mars 1935.

Chargé de la préparation des élections prévues pour le mois de mars, Goering met au point le chef-d'œuvre des provocations politiques du siècle : l'incendie du Reichstag. L'incendie du Reichstag a lieu le 27 février, soit une semaine avant la date des élections, et la culpabilité nazie fut si bien dissimulée, bien qu'elle n'eût pu faire aucun doute pour quiconque eût appliqué le principe *cui prodest*, qu'elle ne fut généralement admise par la presse et les milieux influents du monde dit '*démocratique*' que longtemps après la guerre. Elle fut pourtant dénoncée dès le premier jour en Allemagne même par les restes de l'opposition de gauche, et donna lieu à une longue chanson humoristique sur l'air de la '**Ballade de Mackie Messer**' de l'Opéra de quat'sous. '**Die Moritat vom Reichstagbrand**' d'Ernst Buch compare cette affaire à l'incendie de Rome, et Goering à Néron : « *Comme à Rome l'empereur Néron, assoiffé du sang chrétien, incendia sa capitale, et la réduisit en cendres, et démontra ainsi, la scélératesse des chrétiens...* »

Mais qui écoutait en Europe l'opposition de gauche à un régime si propre, correct et respectueux de la propriété ? En lieu et place du petit groupe de SA qui avaient mis le feu sur ses propres instructions et en profitant des facilités offertes par sa position de président, Goering produisit un faux coupable, un marginal présenté comme ayant agi à l'instigation du parti communiste : **Marinus van der Lubbe**. Marinus sera condamné à mort, tandis que son co-accusé principal, le chef kominternien Dimitrov, sera relâché, peut-être à la suite de quelque négociation occulte avec l'Union soviétique : proposition

qui peut étonner, mais qui n'est pas tout à fait à exclure tant les relations internationales étaient devenues instables, imprévisibles et fluctuantes, les perspectives de conflits apparaissant et disparaissant, les projets d'alliances se faisant et défaisant à grande vitesse en Europe centrale entre Allemagne, Pologne, Union soviétique, Finlande, pays baltes et balkaniques.

Dimitrov était sauvé et il allait diriger le Komintern pendant toute la période, mais en Allemagne la logique de Goering l'incendiaire s'imposait et elle était purement intérieure, puisque le pouvoir nazi prit prétexte de ce forfait dont il était l'auteur pour abolir toutes les garanties constitutionnelles, par des lois d'urgence qui ne faisaient guère qu'entériner les nouvelles méthodes de la nouvelle police. Tout le monde n'était pas dupe de la supercherie, mais cela importait peu : il était désormais écrit en droit que la Gestapo pouvait procéder à des arrestations sans aucun contrôle judiciaire : et d'ailleurs, dès le premier soir et dès avant elles, 4.500 personnes qui n'avaient rien à voir avec le forfait avaient été arrêtées à Berlin.

Ayant physiquement balayé leurs oppositions, les nazis voient la campagne électorale facilitée, et ils obtiennent une majorité relative aux élections du 5 mars 1933. Revêtus de leurs uniformes, leurs élus viennent siéger pour la première et dernière fois au Reichstag. Ils votent immédiatement des pouvoirs spéciaux à Hitler et s'auto-dissolvent. Une procédure dont l'exemple sera suivi par la chambre des députés française le 10 juillet 1940.

La légalité nazie s'installe donc, et prend ses aises. Le 1er avril, Hitler proclame le boycott des magasins juifs, qui va avec des violences à grande échelle contre les propriétaires. Les parlements régionaux sont remplacés par des Reichstatthälter dépendant du chancelier, et qu'il choisit tous parmi les nazis.

Puis on organise la société, et tout va très vite :

Les syndicats ont été neutralisés dès le 1er mars en perdant le droit d'appeler à la grève. Le 1er mai 1933, Hitler donne une grande fête du travail à Tempelhof. Pétain lui aussi, à son heure, aura soin de coloniser la date du 1er mai. D'en déloger la militance ouvrière. Les représentants ouvriers une fois remplacés par des SA et des SS, les syndicats deviennent des structures de surveillance et d'encadrement : Front du Travail de Robert Ley, complété du Front paysan de Walter Darré.

Après le Travail, la Culture : le 10 mai, Goebbels organise un autodafé de livres devant l'université de Berlin : que faire d'autre en effet si l'Université a failli pendant de trop longues années à sa mission traditionnelle, qui est de censurer les idées dangereuses ?

Juin vaut mai lorsqu'il s'agit de mesurer les progrès de l'ordre : ainsi, le 22 juin 1933, la dénonciation des propos antinazis devient une obligation légale en Allemagne, tandis que la Hitlerjugend devient mouvement de jeunesse unique et obligatoire à partir de dix ans.

Le 7 juillet, le parti nazi devient parti unique.

Le 11 juillet 1933, le ministre de l'Intérieur Frick avait notifié que la révolution allemande, victorieuse, entrait désormais dans une phase d'évolution : ceci avait valeur de simple avertissement pour la gauche du Parti. Le 15 la nouvelle orientation se confirmait avec la création du Conseil général de l'économie comprenant exclusivement des banquiers et des industriels, dont Krupp, Siemens, Bosch, et Thyssen. Des noms dont la bonne réputation universelle devait survivre à tous les régimes et à toutes les péripéties du siècle.

Dans un premier temps, l'objectif commun à diverses forces du régime en dehors même des nouveaux ralliés de la banque et de l'industrie était d'éliminer ceux des premiers compagnons d'Hitler qui tenaient sincèrement au volet du programme que l'on peut qualifier vaguement de 'socialiste', même si le contenu en demeurera pour toujours indistinct. Depuis un moment, une coalition d'intérêt s'était formée entre Himmler, Goering, l'armée et les milieux bourgeois. Ce sont Roehm et certains membres de la gauche du Parti comme Strasser, qui sont visés principalement.

Les défauts de Roehm ont aidé ses ennemis. Outre sa dépravation, il manque de finesse et perçoit mal le changement qui s'est opéré en sa défaveur depuis que le pouvoir est acquis. Il ne se rend pas compte qu'il irrite, avec sa rhétorique anticapitaliste, des appuis désormais essentiels du régime, et que si Hitler est acculé à choisir, il se pourrait bien qu'il choisisse contre lui.

Tout se joue au printemps 1934. Le 17 juin, von Papen prononce un discours qui revient à un ultimatum fixé à Hitler par la droite conservatrice : il est impératif de se débarrasser des gauchistes. Heureusement pour eux, les SA, qui sont près de 400.000, n'entrent pas tous dans cette définition. Aussi ne s'agit-il pas de les liquider tous. Fort de cette masse, Roehm surestime sa capacité de peser sur le cours des choses, et sous-estime l'usage qui peut être fait contre lui des SS qui ne sont encore que 200.000, mais rigoureusement sélectionnés et supérieurement organisés. Il ne sait pas que la Gestapo, qui le surveille, tient Hitler au courant de ses mauvaises fréquentations et de ses propos contestataires.

Pour Hitler, un mouvement de masse, pénétrant la société en profondeur, demeure un atout, mais les SA ne sont plus nécessaires en tant qu'émeutiers. Pour autant, la liquidation de ses premiers compagnons ne va pas de soi. On exagère lorsqu'on présente

Hitler comme un individu dénué de sentiments. Il y a chez lui un penchant sentimental au contraire, certes limité à quelques rares objets peu populaires par ailleurs : il tient à son berger allemand, à Eva Braun, et ne se console pas de la mort prématurée de sa cousine, le vrai grand amour de sa vie : ce qui montre que le romantisme n'est pas le privilège exclusif des doux.

En l'occurrence, Hitler préférerait éviter de mettre à mal ses vieux camarades de la SA. Les SS et les industriels finiront pourtant par parvenir à leurs fins, en jouant sur le trouble où Hitler fut précipité sous l'effet des pressions qu'il subit et de ses propres tensions mentales. Dans son déclenchement, la **Nuit des longs Couteaux** fait penser à la Saint-Barthélémy. Un peu comme après l'attentat contre Coligny on fit croire à Charles IX que les protestants allaient massacrer les catholiques, la Gestapo se mit à fabriquer des preuves contre Roehm pour faire croire à des projets subversifs de sa part. C'était un jeu risqué : peu de gens peuvent se vanter d'avoir mystifié Hitler, mais dont on ne peut que constater la réussite.

Le 29 juin 1934, le **Völkischer Beobachter** publie un article du général von Blomberg qui rappelle à Hitler qu'il doit choisir entre ce qu'il appelle des 'prétoriens' et la véritable armée nationale. Le pauvre Blomberg entre dans la conspiration anti-SA sans se rendre compte qu'il est lui-même utilisé. C'est une autre leçon de l'histoire : la police, qui est en rapport de contiguïté sinon de continuité avec la pègre, milieu dans lequel la moindre naïveté se paye de la vie, est plus douée pour l'intrigue que l'armée, dressée à la loyauté et à l'obéissance aveugle.

Le même jour, Himmler présente à Hitler des preuves truquées de l'imminence d'un putsch SA. Avec l'aide de Goering et de Goebbels, il arrache la décision de liquider Roehm.

Hitler est trompé par ses inférieurs, mais il a ses propres arrières-pensées et il ne fait rien qui aille à l'encontre de ses goûts ou de ses objectifs. Il ne le dit pas, mais, s'il s'agit d'adversaires à abattre, il voit au-delà de l'aile gauche du Parti. Il y a longtemps qu'après les avoir chassés de la vie politique il pense à une élimination physique des milieux influents de l'ancien régime, toutes tendances réunies. Il a fait dresser des listes noires d'opposants à liquider. Il va régler tous ses comptes en même temps.

Les premiers massacres ont lieu le 30 juin 1934. Ils se limitent au commandement des SA. C'est à Bad-Wiesee, en Bavière, où Roehm a organisé un grand banquet pour ses chefs de groupes qu'il sont tous arrêtés après une journée d'orgie. Hitler, qui s'est rendu sur place participe personnellement aux exécutions. Roehm ayant refusé de se suicider, il est abattu comme un chien - j'emploie l'expression de façon un peu automatique, car en fait, sauf sur le front russe, les nazis traitaient correctement les chiens. Ou au moins, disons, les chiens allemands.

Une opération jumelle a lieu à Munich, où Sepp Dietrich procède à des fusillades par peloton. Il liquide en particulier le chef de la police, qui n'était pas agréé pour intégrer la Gestapo, et qui était ressenti comme un concurrent, sinon comme un opposant.

La tuerie est ensuite étendue à l'Allemagne entière, et à toutes les tendances oppositionnelles. C'est le samedi rouge, où les SS règlent leurs comptes avec tous les personnages qui ont d'une façon ou d'une autre gêné la prise du pouvoir par les nazis : ainsi von Schleicher, ancien chancelier du Reich, puis des généraux et hauts fonctionnaires qui s'étaient montrés loyaux à l'ordre constitutionnel, des chefs de mouvements syndicalistes ou religieux ou d'organisations indépendantes, en particulier dans les milieux conservateurs et catholiques jusque là épargnés. On n'oublie pas au passage de faire taire définitivement les dix SA qui avaient participé à l'incendie du Reichstag, et dont certains se montraient trop bavards.

Il y aurait eu en tout un millier d'exécutions, dont deux cents SA. A Berlin, les salves se firent entendre pendant tout le samedi et la matinée du dimanche 1er juillet. On dit que Staline aurait pris exemple sur la procédure suivie pour ses propres purges inaugurées l'année suivante après le meurtre de Kirov.

Un cas particulier est celui de Gregor Strasser, dont on dit qu'il fut exécuté à l'insu, et même contre les ordres exprès d'Hitler. Evincé du parti deux ans plus tôt par Goering et Goebbels, il ne représentait plus une menace, mais ses puissants ennemis étaient peu enclins à la clémence, avec tous les risques qu'elle implique, comme on le sait depuis l'affaire Jules César.

Outre les assassinats ont lieu de nombreuses arrestations, conduisant dans les camps de concentration. En dépit de cela, il convient de souligner le caractère bref et ciblé de la purge, contrastant avec ce qui devait se passer en Union soviétique. Jusqu'à l'attentat du 20 juillet 1944 il n'y aura pas d'autre tuerie fratricide dans le haut personnel de l'état nazi.

Aussi peu étendue qu'elle soit, von Papen s'effraye de la réalité de la purge à laquelle il a lui-même appelé. Le 3 juillet 1934 il démissionne de ses fonctions de vice-chancelier du Reich et prend un poste d'ambassadeur. Faut-il l'appeler le premier exilé du régime ? En revanche, Hindenburg envoie ses félicitations à Hitler pour avoir sauvé l'état de la subversion. Une mort naturelle promptement advenue nous interdit à jamais de savoir comment son protégé entendait le remercier. Quand, le 2 août 1934, il décède, Hindenburg n'est pas remplacé. Avec un chancelier de cette envergure, le Reich peut bien se passer de président. Le parlement n'existe plus depuis un an. Hitler rassemble tous les pouvoirs, et institue dans l'armée le serment à sa personne. L'armée, qui s'est réjouie de la rétrogradation de la SA, a cru toucher à son but : redevenir la seule force

armée du Reich. En réalité, c'est la Gestapo qui est devenue la colonne dorsale du régime. La dictature a atteint sa maturité.

Le programme commence à s'appliquer. En septembre 1935 Hitler fait promulguer les lois de Nuremberg, par lesquelles la citoyenneté allemande est réservée aux Volksgenosse, Allemands sans aucun sang juif ou étranger.

La bourgeoisie allemande est rassurée. Mais il ne s'agit pas pour elle de dormir et de digérer en paix. Il ne s'agit pas de développer l'économie civile. Il n'y avait pas de profits suffisants dans un développement autarcique de l'industrie allemande, avec ses manques de débouchés aussi bien que de matières premières et d'énergie. Les industriels allemands nourrissaient le même projet qu'Hitler lui-même : développer une force guerrière prédatrice. Ils serviraient l'équipement de la Wehrmacht, et l'équipement de la Wehrmacht leur servirait en retour. D'ailleurs le miracle économique hitlérien avait été financé par des bonds d'État gagés sur le pillage des pays voisins à conquérir bientôt. La réconciliation de la révolution national-socialiste avec le conservatisme des intérêts socialement dominants s'était fait sur la base d'une agressivité militaire accrue de l'Allemagne comme nation. En somme, l'écrasement de la gauche nazie accélère encore la marche à la guerre.

4. Le lion assoupi

En Grande-Bretagne, les élections de 1931 ont mis au pouvoir l'administration MacDonald, avec Baldwin en arrière-garde, Sir John Simon comme ministre des Affaires étrangères et Chamberlain comme *lord-everything-else*. S'ouvre la période que Churchill nommera '**the locust years**', qui ne prendra fin qu'avec l'arrivée au pouvoir de Chamberlain en mai 1937, un individu '*petit, limité, stérile*' aurait dit Lloyd George. Commencera alors la période encore plus désastreuse de l'**'apaisement'**.

Comme devait le constater Ivan Maïski, Chamberlain, premier ministre Britannique à partir du 28 mai 1937 et jusqu'à mai 1940, était un réactionnaire, un anti-communiste et un anti-soviétique forcené. "*Il admet théoriquement et sent dans toutes ses fibres que l'URSS est l'ennemi principal*". Seule l'accession de Winston Churchill au pouvoir devait faire du projet de contrer les entreprises d'Hitler une priorité pour les tenants du

libéralisme bourgeois. Il serait alors trop tard pour l'Espagne, pour la Tchécoslovaquie, pour la Pologne, et pour la France.

De retour au pays après un séjour parisien pénible quoique utile à l'artiste qui sommeillait en lui, George Orwell songe à gagner sa vie. Il entrera bientôt comme professeur dans une école de garçons du Middlesex. Il révisé *Down and Out in Paris and London*, qui sera publié en 1933, et rédige *Burmese Days*. Pendant ce temps, le diplomate soviétique **Ivan Maïski** a été nommé ambassadeur soviétique à Londres. Il y restera onze ans et saura se rendre sympathique aux milieux résolument antinazis gravitant autour d'Eden et de Churchill. Il vient de signer au nom de l'URSS un pacte de non-agression avec le ministre des Affaires étrangères finlandais Yrjö-Koskinen. La dénonciation de ce pacte, et la guerre qui s'ensuivra en décembre 1939 jouera un certain rôle dans les affaires mondiales entre l'invasion de la Pologne et celle de la France par les armées allemandes.

Maïski est un anglophile, et estime que le rôle d'un ambassadeur est de se faire le plus d'amis possibles dans le pays où il est en poste, sans se laisser arrêter par les divergences politiques, philosophiques, et sans oublier les intérêts nationaux qu'il s'agit de défendre. Il formera en particulier une association amicale avec le groupe **Fabien de Béatrice Webb** et **George Bernard Shaw** et il nouera des rapports de confiance avec **Robert Gilbert Vansittart**, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères de 1930 à 1938, puis conseiller d'Anthony Eden de 1938 à 1941.

Vansittart était aux yeux de Maïski se qui se faisait de plus ouvert en matière de Britannique. Il voyait dans l'Allemagne la principale menace contre la Grande-Bretagne, et prônait, sur une base purement pragmatique, l'inclusion de la Russie dans un système de sécurité collective visant à maintenir la paix. *"Je ne vois pas un seul grand problème international qui puisse sérieusement diviser la Grande-Bretagne et l'URSS. Le cours même des événements et la logique des choses poussent nos deux pays l'un vers l'autre [...] Nous avons la même position sur l'endroit d'où va venir la menace pour le monde"* : ainsi décrivait-il en 1934 la structure du problème international à venir et de sa solution. Il faudrait à ce précurseur traverser cinq ans de désert avec Chamberlain, Hoare et Halifax avant que l'évidence s'impose à la classe politique et au peuple britannique avec le recours à la fois à Eden, à Churchill, et aux armes. L'alliance soviétique suivrait six mois plus tard. Mais avant cela, il y aurait la catastrophe du Pacte germano-soviétique qui engloutirait le ministre des Affaires étrangères soviétique (**Narkomindel**) Litvinov, son protecteur.

Après la chute de Litvinov, Maïski devait cependant rester en place pour s'être rendu indispensable à Londres grâce à la qualité et à l'étendue du réseau social qu'il avait su tisser dans les milieux dirigeants conservateurs. Il ne serait rappelé à Moscou qu'en juillet 1943, non sans nourrir quelques inquiétudes, car Staline avait à lui reprocher son

échec, en dépit des atouts uniques dont il avait su se munir, dans l'établissement de relations vraiment confiantes avec les Britanniques, l'impossibilité d'obtenir l'ouverture d'un second front, et la naissance d'un partenariat américano-britannique exclusif qui préfigurait la guerre froide avant même la liquidation du nazisme. Au total, donc : un échec. Une des leçons, peu soulignée par les historiens, qui ressort de la lecture de ses mémoires, c'est qu'il n'y eut jamais d'entente vraiment cordiale entre les deux alliés forcés de 1941-1945.

Maïski prend la peine de rappeler quelques anecdotes touchantes qui témoignent de la solidarité des peuples en face de l'hitlérisme, et du pic unique de popularité de l'Union soviétique après juin 1941. Il faut lire le récit qu'il fait d'une soirée de gala, vers le 20 octobre 1941, au profit de la Croix rouge soviétique. Ce soir là, une compagnie de Russes blancs a donné un opéra de Moussorgski en présence de Lady Churchill et d'Ivan Maïski, qui a été très applaudi. Pour mettre le comble à ce mélange d'eau et de feu, on a joué *God save the King*, et l'*Internationale*, que Maïski n'arrivait cependant pas à faire passer à la BBC avec les autres hymnes des pays coalisés contre Hitler.

Cela, c'est bien plus tard, et cela n'allait pas durer. Car, même s'il est aujourd'hui considéré comme impoli de le dire, mais c'est une vérité essentielle à la compréhension des événements, ce qui était insurmontable pour un ambassadeur rouge, c'est que les sympathies britanniques, surtout dans les classes dirigeantes, allaient spontanément de l'autre côté. Face à Hitler, la politique de Chamberlain, en Angleterre, jusqu'au bout consista à patienter et ne pas faire d'éclat en attendant que les choses se calment. Mais 1935 ne verra aucune amélioration dans le comportement hitlérien. Pendant cinq ans, la violence nazie, désormais tournée vers l'extérieur, va dévorer proie après proie sans susciter de réaction. Pour que les choses soient claires, en octobre 1933, Hitler a quitté la Société des Nations. Mais les choses ne sont pas encore assez claires. Il passera encore six ans avant que les bourgeoisies française et anglaise désespèrent tout à fait de lui.

Il se passe aussi des choses en France. Les ligues fascistes s'agitent. Le 6 février 1934, elles font émeute sur la place de la Concorde. La police tire et fait des morts. Les syndicats décident la grève générale. A Villeneuve-le-Roi, Pierre Georges, âgé de quinze ans, participe à un piquet de grève et il est arrêté par les gendarmes. Les gendarmes ne refusent pas absolument de tirer sur les fascistes : ils l'ont montré en février, mais cela ne change rien à leurs sentiments envers les communistes, sans faire d'exception pour les mouflets qui se prennent pour Gavroche. Exceptionnellement, l'épisode se terminera sans brutalités. A partir de l'année suivante, Pierrot fréquentera le groupe d'éclaireurs '**Les Crocodiles**', et participera à ses activités de plein air, en particulier sur un terrain prêté par la municipalité de Draveil. Il y fera la connaissance de **Georges Tondelier**, de deux ans son cadet, et qu'il retrouvera dans la clandestinité six ans plus tard. Il sera pris,

le jour du 1er mai, en train de tracer des slogans communistes sur les murs, et traîné devant le tribunal pour enfants. C'est sa première condamnation. La prochaine fois, ce sera la prison.

En 1934, Maroussia Naïtchenko vit encore chez ses parents. C'est l'année suivante, qu'âgée de seulement douze ans, alors que l'âge réglementaire est de 18, sa mère la conduira pour qu'elle adhère aux *Jeunesses communistes* du 17ème arrondissement, qui bénéficiaient de la haute protection d'André Gide. Elle profitera pour s'y faire accepter du fait que les vocations sont rares dans son quartier de la Tour Eiffel : mais pour un assez long temps, elle allait surtout faire du camping.

Jacques d'Andurain cette année là avait dix-huit ans et il sortait du bac. Un jour, il épouserait Maroussia, mais beaucoup d'eau, et de sang, aurait coulé sous les ponts. Normalement, avec ses parents expatriés, militaires et excentriques, il papillonnait entre le Liban et la France. Monté à Paris pour faire des études de philosophie, il raconte comment il avait débarqué à Marseille le 9 octobre 1934, au moment même où un oustachi, que certains historiens non conventionnels disent avoir été manipulé par le diplomate nazi Emil von Rintelen dans le but probable de favoriser l'ascension de Laval, assassinait le roi de Yougoslavie, avec le ministre Barthou. Tillon aussi suggérera plus tard que c'était Laval qui avait armé l'assassin : et ce qui est avéré, c'est que Laval allait devenir ministre à la place du défunt. L'opération fut menée par des sbires d'extrême-droite promis à un avenir au sein de la Cagoule à partir de 1937. Nous reverrons aussi passer Laval, avec son obsession de sauver la France.

En 1938, année cruciale, d'Andurain deviendra secrétaire de la région Rhône-Ain des Jeunesses communistes. Il sera également inscrit au carnet B des individus dangereux et espionné en permanence par les Renseignements généraux. Ce qui contribuera sans doute à lui donner certaines habitudes utiles dans la clandestinité. Il se pourrait bien finalement que la flicaille de Daladier, en l'obligeant à aiguïser ses réflexes, ait finalement contribué à sa survie...

Hitler pousse ses tentacules dans toutes les directions à la fois, comme cherchant le point de moindre résistance. L'Autriche est le premier objet visé. Le 25 juillet 1934, à Vienne, les nazis ont assassiné le chancelier Dolfuss, mais dans un premier temps ils ont manqué leur coup d'état. Alors, en attendant l'occasion de revenir à la charge, Hitler se tourne vers la Tchécoslovaquie. Il essaye d'abord la manière douce. Dans des négociations secrètes, il offre au président Benés une garantie de ses frontières en échange d'un abandon de l'alliance avec la France. Par loyauté envers son allié, Benés refuse ce marché. On sait comment le gouvernement de Daladier lui rendra la pareille. Dans l'immédiat, pour ne pas envenimer la situation, le gouvernement français refuse de vendre des armes à la Tchécoslovaquie : et il continuera à le faire lorsqu'elle sera

clairement désignée comme la première cible de la politique nazie visant à effacer les conséquences du Traité de Versailles.

En Espagne, le centre-gauche républicain d'Azana ayant déçu, les élections de 1933 ont été remportées par la droite de Gil Roblès, profitant de l'abstention massive des anarchistes. La république n'arrive décidément pas à s'implanter, ni surtout les républicains à s'entendre. Mais qui regarde du côté de l'Espagne ? Pourtant, il se passe des choses. En octobre 1934, la politique inepte et réactionnaire de **Gil Roblès** débouche sur la **révolte des Asturies**. Les socialistes, sous l'impulsion de **Largo Caballero** et avec le consentement passif d'**Indalecio Prieto**, qui dirige la fraction modérée du parti, opèrent un tournant en faveur de la résistance armée à la violence de la droite au pouvoir. Ils trouvent l'appui de l'**Esquerra** catalane de **Companys**, mais non pas des républicains, par tiédeur constitutionnelle en matière d'action révolutionnaire, ni même initialement des anarchistes, saisis par un réflexe sectaire contre les socialistes. Cet aveuglement détermina un échec rapide du soulèvement, sauf dans les Asturies. Dans les Asturies, la résistance dure quinze jours, et finit par déterminer le ralliement des anarchistes. Le parti communiste espagnol, se démarquant de la ligne sectaire de l'Internationale, s'y rallie également. La configuration qui se prolongera ensuite dans la constitution du **Frente popular** pour les élections de 1936 est en place.

A l'Ouest, la Sarre est un succès facile pour le nationalisme allemand. D'elle-même, le 13 janvier 1935, elle renonce par référendum à l'indépendance qui lui avait été conférée à l'issue de la première guerre mondiale, et le 1er mars, elle est rattachée à la mère patrie. Cela n'inquiète pas outre mesure en France. Selon son mémorialiste Henri Picker, Hitler aurait apprécié l'attitude de **Pierre Laval** en cette circonstance, ce qui aurait valu au français de devenir, avec, quoique cela soit moins souvent souligné, Edouard Daladier, un de ses politiciens français préférés.

En Angleterre, le son de cloche est le même. Le 15 novembre 1934, à l'occasion d'un banquet, Ivan Maïski a eu une conversation avec le Prince de Galles, le futur Edouard VIII, qui lui a confié son estime pour Lloyd George et son peu d'estime pour l'ex-premier ministre Baldwin et pour l'actuel MacDonald. Il a fait part aussi de son pacifisme fondamental et s'est dit certain que tous les gouvernements d'Europe pensant de même, y compris l'allemand, la paix serait maintenue. Un visionnaire. Pour des échanges d'un meilleur niveau, le lendemain, Ivan Maïski fut reçu par Anthony Eden : ni un homme fort ni une personnalité forte, selon lui, et certainement pas un tenant de l'idéologie communiste, mais avec qui il aurait presque toujours des rapports tolérables. Eden était alors **Lord privy seal** sous Ramsay MacDonald, et de retour d'une visite rendue à Ribbentrop, où il s'était rendu presque contraint et forcé, et en se pinçant le nez. Le métier de diplomate comporte de dures servitudes. Selon Maïski, Eden se serait dit convaincu que l'Allemagne se préparait à la guerre et que la Grande-Bretagne devait

travailler avec l'Union soviétique au maintien de la paix. Peut-être Eden avait-il en effet fait miroiter de telles perspectives pour faire plaisir à son visiteur venu de l'Est, mais il faut dire que Maïski était enclin à rédiger des compte-rendus optimistes, ne serait-ce que pour se faire valoir auprès de ses supérieurs, Litvinov d'une part, puis, très au-dessus, Joseph Staline.

Il faut bien constater qu'Eden ne suivrait pas en toutes circonstances une politique en accord avec les intuitions affichées devant l'ambassadeur soviétique. Cela se verra en particulier lorsqu'il sera ministre de Baldwin puis de Chamberlain. En mars 1935, il ira, plutôt contraint que content, à Moscou avec Maïski pour des conversations avec Litvinov et Staline. Mais aucun résultat n'en ressortira. En pratique, la nomination d'Eden aux affaires de la SDN en juin avec le retour de Baldwin comme premier ministre, puis aux Affaires étrangères à la place de Samuel Hoare à la fin de l'année, correspondra avec un net refroidissement de son enthousiasme pour une entente avec l'Union soviétique.

Au lieu de cela, à partir du 28 mai 1937, Eden acceptera de faire un bon bout de chemin avec la politique d'apaisement de Chamberlain. Ce qu'il faut se représenter, c'est que si son rôle ultérieur dans le cabinet de guerre de Winston Churchill a modifié son image dans un sens flatteur aux yeux de la postérité bien-pensante et encline à considérer que d'emblée le camp des bons et celui des méchants avait été nettement délimité, Eden était un politicien conservateur normal, et de ce fait, contrairement à Churchill, plein d'avenir.

Au temps de la guerre d'Espagne, la hantise principale d'Eden comme de ses collègues n'était pas Hitler, mais l' *'ours soviétique'*, comme ils disaient. Eden allait expliciter en janvier 1936 la philosophie qui sous-tendait alors ses rapports avec l'Union soviétique en des termes peu prometteurs : *"Si je veux de bonnes relations avec l'Ours, je ne souhaite pas l'embrasser de trop près. Je n'ai pas confiance en lui et je suis sûr qu'il y a de la haine dans son cœur pour tout ce que nous représentons."* Sans doute y avait-il quelque projection dans son analyse psychologique, mais après l'assassinat de Kirov par Nicolaïev le 1^{er} décembre 1934, tout cela devenait détail : les rapports soviéto-britanniques allaient être brouillés pour un bon moment par l'horreur qu'inspirèrent les premières liquidations de responsables civils et militaires considérés par Staline comme suspects de vouloir le déposer et changer le cours de la révolution.

Encore Eden était-il dans le contexte britannique parmi les plus modérés des antisoviétiques. Au moment où allait se débattre la question de l'intervention dans l'affaire espagnole, et dans quel sens, c'est un aristocrate aujourd'hui oublié mais tout à fait représentatif de la haute société britannique qui allait donner la température de la façon la plus éclairante. **Lord Loyd**, proche de **Lord Halifax** et interprète autorisé de sa pensée, résume ainsi le jugement d'ensemble des mérites respectifs des systèmes

totalitaires qui font assaut d'amabilités pour se concilier la Grande-Bretagne, et la conclusion est nette : « *However abominable Hitler's methods, however deceitful his diplomacy, however intolerant he might show himself of the rights of other European peoples, he still claimed to stand ultimately for something which was a common European interest, and which therefore could conceivably provide some day a basis for understanding with other nations equally determined not to sacrifice their traditional institutions and habits on the blood-stained altars of the World revolution.* » C'était là parler clair à quiconque, venant d'un parti sur lequel pèserait le moindre soupçon de tendances collectivistes, aurait pu espérer bâtir un front anti-fasciste incluant l'Angleterre : l'Angleterre était bien consciente de ce qu'était l'Allemagne nazie, et donc aucun éclaircissement supplémentaire sur les transgressions et les atrocités dont Hitler était capable n'était susceptible de la faire changer de politique : mais Staline ne voulut jamais se rendre à cette évidence.

Il vaut la peine de remarquer au passage que le thème de '*la menace judéo-bolchévique*' n'était pas une invention allemande, mais britannique. Elle remontait aux origines de la révolution russe et du rôle que les Juifs bolchéviques y avaient joué, et allaient continuer à jouer en Union soviétique jusqu'à ce que Staline y mette bon ordre. Lorsque Hitler dans les années trente mit en avant la '*menace judéo-bolchévique*', il se situait sur une ligne de propagande consensuelle dans les classes dirigeantes du capitalisme occidental.

C'est pourquoi la classe dirigeante britannique eut du mérite à se tourner contre lui, et à finir par trouver horribles les horreurs qu'il commettait. Elle le fit non en raison de sa propagande antisémite, mais en dépit d'elle, et à mesure qu'elle parvenait à relativiser la menace qu'il dénonçait. Pour combattre Hitler, il fallut que la classe dirigeante britannique change un peu d'avis sur le '*judéo-bolchévisme*' : ce qui est toujours difficile, en réalité presque impossible, et donc rare. La crainte de voir des intellectuels juifs européens fonder d'autres états communistes expliquait la politique anti-sioniste d'un **Sykes** en Palestine, et l'âpreté avec laquelle, encore après la guerre, la Grande-Bretagne mettrait des obstacles à la création de l'état d'Israël. On ne peut pas changer d'idéologie et de hantises en un jour.

Si l'on se demande quel était très précisément le terrain d'entente entre la société nazie et la société britannique que les élites conservatrices entourant Baldwin puis Chamberlain avaient en vue, il ne pouvait naturellement pas s'agir de la '*démocratie*', ou de quoi que ce soit qu'on lui aurait associé : les libertés publiques, des lois consensuelles et une certaine modération des inégalités, puisque tout cela n'existait plus en Allemagne devenue une dictature féroce et esclavagiste. Il ne pouvait s'agir que du capitalisme sous sa forme la plus monopolistique, qui était en effet le dernier point commun entre l'Angleterre de 1936 et l'Allemagne nazie. Le nazisme restant une forme

fonctionnelle du capitalisme, l'adhésion à la propriété privée des moyens de production et au profit tiré de la possession du capital était le critère déterminant de la politique britannique telle que l'entendaient les gouvernements de Baldwin et Chamberlain, associé à l'espoir de trouver avec Hitler un compromis acceptable sur le partage du monde.

Face à la *victoire du fascisme en Allemagne*, Staline, se sentant faible, avait adopté une politique étrangère pacifiste, strictement défensive. L'Union soviétique répondait à la menace allemande et à l'attitude à peine moins hostile des franco-anglais non par une agressivité en retour, mais pragmatiquement en tentant d'ouvrir toutes les portes les unes après les autres. En août 1934, pour amadouer les puissances occidentales dites '*démocratiques*', il avait chargé Maïski de convaincre le gouvernement britannique que l'URSS avait renoncé au projet de révolution mondiale et cherchait à s'entendre avec les démocraties pour faire face à la menace hitlérienne. Jouant la séduction, Staline présenta un programme de *lutte pour la paix* en deux points : *signature de pactes de non-agression* avec les voisins de l'URSS *quels que soient leurs régimes politiques*, et devant tout conflit *définition de l'agresseur*.

Aux yeux de Staline, les partis communistes étrangers, de chevaux de Troie du socialisme à l'intérieur du monde capitaliste, étaient devenus de purs outils de défense de l'Union soviétique dans sa lutte pour la survie, conçue comme essentiellement diplomatique. Cela se traduirait pour les partis communistes par l'adoption de *ligne antifasciste*, visant à une alliance de toutes les forces de gauche, qui déboucherait politiquement sur les ***Fronts populaires***. Et pour l'Espagne, la conséquence serait une ligne modérée, et même contre-révolutionnaire, de recherche d'alliance avec la bourgeoisie, du parti communiste espagnol.

En dépit de telles concessions, la méfiance allait prévaloir entre Staline et les démocraties, Britanniques et Soviétiques se soupçonnant mutuellement d'être susceptibles soit de faire cause commune avec Hitler, soit au moins de rester neutres après avoir provoqué la guerre. Au temps de la guerre d'Espagne, en dépit des avances de Staline, la politique extérieure britannique prenait une orientation qui n'était pas de nature à le rassurer. Elle s'orientait vers un accord naval avec l'Allemagne tourné contre l'Union soviétique. Il s'agissait d'autoriser un renforcement massif de la marine de guerre allemande dans la région baltique. **Sir John Simon**, ministre britannique des Affaires étrangères déclarait : « *Germany's claim to equality of rights in the matter of armaments cannot be resisted, and ought not to be resisted* ». Au retour de Munich, c'est cet accord que Chamberlain allait brandir devant la presse à sa descente de l'avion : la garantie de paix entre l'Allemagne nazie et la Grande-Bretagne, c'était leur solidarité idéologique et leur coopération diplomatique et militaire contre l'URSS. Allez

voir, avec cela, si l'Espagne républicaine sous influence stalinienne avait la moindre chance de plaire à Londres.

La conviction pour le gouvernement anglais qu'il restait possible de s'entendre avec Hitler allait durer jusqu'au viol des accords de Munich en mars 1939 : alors seulement l'ensemble de la classe aristocratique britannique s'était mise à évoluer. Mais il faudrait les bombardements sur Londres et tout le charme et les efforts d'un Ivan Maïski pour réconcilier un peu l'*Establishment* avec ce profil problématique d'acteur politique : le judéo-bolchévique, qui n'était même plus populaire dans la Russie de Staline. L'attitude d'un Eden, personnage d'une grande agilité intellectuelle, est comme l'indicateur sensible de ce virage du rouge au noir pour la couleur de la hantise principale qui se produisit avec la révolution churchillienne. Peut-être un tel phénomène n'était-il possible qu'en Angleterre : mais cela viendrait trop tard pour l'Espagne.

5. L'ours étonne le monde

Sergueï Mironovitch Kirov était chef du Parti communiste de Léninegrad et membre du bureau politique depuis 1930. Il était personnellement allié à Staline, ce qui ne permet toutefois pas d'exclure qu'il ait été assassiné sur son ordre, peut-être, suggèrent certains analystes, en raison de sa popularité croissante après le 17^{ème} congrès, dit '**congrès des vainqueurs**', de février 1934. Le Congrès avait confirmé Staline à la tête du parti communiste, mais non sans que des réticences se fissent jour, auxquelles Staline allait réagir avec les grandes purges des années suivantes.

Le régime stalinien, qui s'instaure réellement à partir de 1935, ne s'explique ni par la seule personnalité de Staline - cela, c'est, curieusement, la théorie échafaudée par Krouchtchev et souvent reprise en occident - ni par la seule spécificité russe, ni par la seule idéologie communiste, ni par je ne sais quel virus totalitaire qui aurait flotté dans l'air, ni même seulement, selon les explications plus rationnelles des politistes comme Annah Arendt ou Juergen Habermas, par la brutalisation induite par les conflits et entreprises guerrières précédentes, par la décadence des vieux systèmes de domination dynastiques, par le règne de la technique dans des sociétés de masse, etc...., toutes explications non dénuées de pertinence, mais un peu abstraites. Sa mise en place, selon David Rousset, se comprend surtout comme un enchaînement logique de causes et

d'effets politiques communs et à validité universelle, mais se développant dans un contexte particulier : les lendemains de la révolution d'Octobre.

David Rousset (*'La Société éclatée'*, Grasset, 1973), donne de ces événements une analyse d'ensemble d'une grande hauteur de vue, que je résume à grands traits, telle que je l'ai comprise et avec mes propres mots : *'la révolution socialiste est d'abord une révolution' : c'est à dire qu'elle est un affrontement social, politique et militaire. Toute révolution fait entrer dans un processus de violence. La violence stalinienne n'est donc que la continuation d'une violence qui ne doit rien à Staline. Une violence à laquelle chacun, selon ses préférences, pourra trouver des excuses ou des justifications qu'il n'accordera pas à Staline lui-même, mais dont nul ne peut nier la réalité, ni même la continuité avec le stalinisme. Et comme toutes les révolutions sont solidaires en tant que processus reposant sur l'usage de la violence mise au service du progrès, il est impossible, sauf du point de vue du légitimisme contre-révolutionnaire, de faire de Staline quelqu'un qui n'a absolument rien à voir avec nous : je veux dire avec les prétendus acquis démocratiques dont l'Occident est si fier. Les héritiers de Tom Paine, de Cromwell et de Saint-Just ne peuvent pas se laver tout à fait les mains de Staline. Que nous le voulions ou non, Staline est un peu des nôtres. Il n'est en tout cas pas du côté du légitimisme ou de la réaction.*

'Le stalinisme, dans sa différence avec le léninisme et les espoirs qu'il représentait d'une émancipation mondiale dans le cadre socialiste, est le produit d'une impasse objective d'une part, et d'une répression délibérée opérée par des forces hostiles d'autre part. La répression délibérée est le facteur le moins décisif : il s'agit de la réaction belliqueuse des pays occidentaux vainqueurs de la Grande Guerre à la révolution bolchévique. De la tentative d'étouffement au moyen du fameux 'cordon sanitaire' -puisque de tout temps les canailles ont aimé les métaphores. Cela n'eut pas beaucoup d'importance, mais tout de même : il en découle que la France et l'Angleterre, dans leur aveuglement, ne sont pas pour rien dans l'apparition des conditions qui ont rendu possible le stalinisme.

'Dans un premier temps, cependant, indépendamment de toute hostilité étrangère, deux données de fait condamnent dès les années vingt la révolution bolchévique à l'échec : il s'agit d'une part de l'échec de la généralisation de la révolution à l'ensemble des pays les plus avancés sur laquelle comptait Lénine, d'autre part de l'inexistence des moyens statistiques et des outils de communication qui auraient rendu techniquement faisable une planification rationnelle et centralisée de l'économie.

'Le facteur décisif est cette impasse objective : la société socialiste était impossible au début du vingtième siècle en raison de l'absence des technologies -l'informatique essentiellement- susceptibles de rendre possible une gestion rationnelle de l'économie.

Ceci est, en dernière analyse, la cause originelle du stalinisme dans le contexte d'une société post-révolutionnaire.

'Pas d'outils de gestion socialiste, pas de révolution mondiale. Sans ces deux conditions, deux issues seulement étaient possibles : soit le retour aux mécanismes du marché -c'est ce qu'esquissait le tournant de la 'Nouvelle Economie Politique' (NEP), auquel Staline mit fin- soit le développement d'une bureaucratie pléthorique, autoritaire et parasitaire : le cours effectivement suivi en Union soviétique de 1924 à l'effondrement final. Pourquoi et comment l'existence d'un corps social tel que la bureaucratie instituée en classe dominante, collectivement propriétaire des moyens de production et captatrice de la plus-value, devait correspondre à un gouvernement par la terreur est ce que 'La Société éclatée' montre en détail.

'Le mal chronique de la société industrielle et scientifique qui produit la crise économique des années vingt puis la guerre mondiale est toujours le nôtre au début du vingt et unième siècle. Il réapparaît spectaculairement en 2008 sous la forme d'une crise d'endettement, crise bancaire tout d'abord, mais plus fondamentalement crise de déficit des budgets publics des grands pays industrialisés. Il s'agit, en profondeur, d'une contradiction entre l'état des techniques et l'état de la politique que David Rousset décrit à peu près ainsi : de tout temps l'Etat a essayé de tricher avec la vérité des prix afin de limiter les conflits sociaux. Il l'a fait en subventionnant des productions non rentables dans les conditions du marché, et pourtant socialement nécessaires, et même indispensables au fonctionnement du marché et au développement. Plus généralement, il le fait en se substituant à l'acheteur non solvable dans des domaines dont le marché ne permet pas le développement à un niveau nécessaire : santé, éducation et recherche principalement. Ces transferts, anti-économiques dans le cadre d'une économie de marché, se traduisent par des déficits budgétaires et un endettement de l'Etat qui ne font que manifester la contradiction fondamentale entre l'économie de marché et les intérêts supérieurs de l'Humanité.

'Depuis la mutation technologique amorcée par la Deuxième Guerre mondiale, le déficit planifié remplit une fonction entièrement nouvelle. La puissance reposant désormais sur la possession des technologies les plus avancées, l'exigence de déficit planifié n'est plus portée seulement par les aspirations des populations au bien-être, mais aussi par la volonté de puissance la plus cynique des oligarchies dominantes. Il en résulte que l'état réel de la société mondiale n'est pas l'opposition antagonique entre le libre-échangisme associé à la démocratie politique d'une part et l'autoritarisme planificateur d'autre part, mais la constitution dans tous les pays du monde d'un vaste secteur monopoliste d'Etat fonctionnant en association à la fois avec un marché libre-échangiste et avec un secteur informel dénoncé comme criminel mais pourtant intégré à l'économie globale et nécessaire à son fonctionnement. Dans ces associations de

logiques contradictoires, qui manifestent la contradiction fondamentale des sociétés industrielles et scientifiques, le rôle financier de l'Etat, seul capable de mobiliser le capital-risque à la hauteur des investissements de recherche nécessaires à la production effective des avancées intellectuellement possibles, n'est pas accessoire mais massif. 'La matrice de la société contemporaine, dit David Rousset, se structure en marge du marché et en conflit avec ses mécanismes'. Un tel schéma n'est pas sans inconvénients : le fait que la motivation de l'intervention de l'Etat soit la recherche de puissance plutôt que des aspirations pacifiques provoque une déformation de l'activité scientifique dans un sens barbare. A l'Ouest, il suppose en outre une contradiction entre l'idéologie du libre-marché et le mode de répartition des revenus et la nécessité de rémunérer les compétences. A l'Est, il crée une puissante contradiction entre la liberté nécessaire à l'activité de recherche et le contrôle social répressif qui permet la captation de la plus-value par une oligarchie obscurantiste et ignare. En dernier ressort, l'histoire du stalinisme n'est que le processus selon lequel s'est imposé, dans le contexte d'une révolution socialiste impossible, cette forme spécifique de capitalisme monopoliste d'Etat.

'L'impossibilité objective de dépasser le mode de production capitaliste ne fait pas que condamner la première révolution ; elle détermine aussi la procédure de sa destruction, dit David Rousset. C'est à dire que la suite d'affrontements sanglants qu'une polémique superficielle et mal-intentionnée appelle **stalinisme** pour signifier non pas une idéologie consistante mais une série d'exactions attribuées au mauvais génie d'un seul homme, est en réalité une lutte politique dont les péripéties suivent une logique des forces et des intérêts suffisamment rationnelle pour que son étude détaillée permette de dégager des leçons pour la science politique universelle. Dans ce sens, l'étude de la période stalinienne est tout à fait intéressante.

'La trajectoire générale de la destruction de la révolution bolchévique est la suivante : Staline, qui figure, que cela plaise ou non, au nombre des grands génies de la politique en raison principalement de sa capacité de calcul et de prévision, et donc de manipuler les hommes pour monter des machinations susceptibles d'accroître sans cesse son emprise personnelle, identifie le premier, et même le seul, la seule forme possible d'une société organisée dans les conditions produites par l'impasse des années vingt dans la Russie post-révolutionnaire. Cette forme est ce que l'on peut appeler légitimement le **stalinisme**. Rappelons la nature de cette impasse : la société socialiste projetée par Lénine et ses compagnons ne peut se construire qu'avec une technologie non encore disponible et dans un cadre mondial. Le '**socialisme dans un seul pays**' qui devient le mot d'ordre imposé par Staline immédiatement après la mort de Lénine est une contradiction dans les termes : c'est seulement l'étiquette officielle du régime de purges sanglantes et de répression généralisée que l'on peut appeler **stalinisme**. Mais cette forme politique du stalinisme n'est pas un rêve arbitraire de Staline rendu réalité. La

Russie des années vingt n'est pas totalement plastique. Staline n'a fait qu'identifier une forme de devenir rendue possible par les rapports de classes existant à un moment donné. En résumé, il a vu qu'il était possible de liquider définitivement la propriété privée renaissante après le tournant de la NEP, de constituer une oligarchie dirigeante vaste et privilégiée, mais dont il garderait la maîtrise en l'empêchant de se stabiliser sur des positions de pouvoir acquises une fois pour toutes. Le moyen de ce vaste et original projet politique serait la terreur permanente et généralisée, périodiquement exacerbée par des purges spectaculaires dans les milieux dirigeants, l'armée, et les professions influentes ou fonctionnellement cruciales. Le projet politique, parfaitement conscient et rationnel de Staline, c'est de prévenir la reconstitution d'une bourgeoisie à l'occidentale tout en admettant la nécessité d'une classe dirigeante privilégiée. La 'révolution permanente', Trotsky en avait parlé, et Staline l'a fait. Que le résultat soit plaisant est une autre affaire.'

Bien peu sans doute pouvaient en 1934 comprendre tout cela. Et encore : l'eussent-ils fait, comprendre n'est pas accepter. Les premières dizaines d'exécutions immédiatement consécutives à l'assassinat de Kirov, même si les victimes inspiraient peu de sympathie, provoquèrent une vague d'indignation en Grande-Bretagne, pays de l'élégance et du bon goût où l'on apprécie particulièrement les chats parce qu'ils ont le tact d'enfouir leurs excréments avec soin. Staline, avec ses procès à grand spectacle et son procureur vociférant faisait plutôt dans l'affichage. Par la suite, la continuation et l'amplification de la terreur auront pour effet de condamner à l'échec les efforts de rapprochement anglo-soviétiques. L'assassinat de Kirov était bien, comme le dit *Maïski*, une *catastrophe diplomatique*, dont les effets se firent sentir tout au long des cinq années à venir. Car les purges staliniennes ne cessèrent plus et firent beaucoup pour discréditer, en dehors des milieux communistes eux-mêmes, tout homme politique occidental qui aurait montré de la sympathie pour le communisme.

6. La révolution espagnole

En Espagne, il fallait bien que quelqu'un allume la mèche. '*Le 13 juillet 1936, le député de droite Calvo Sotelo est assassiné à Madrid.*' Le récit commence souvent comme cela. En réalité, comme d'habitude, il faudrait remonter plus haut : mais dans une affaire de ce genre, on ne remonte jamais assez haut. Il faudrait pourtant essayer.

Après les élections de février 1936 et la victoire des partis de gauche, la république ne put en réalité jamais s'installer dans une situation d'ordre constitutionnel normal. Il faut savoir que dès le lendemain des élections, la CEDA, ulcérée par sa défaite, avait envisagé immédiatement de refuser le résultat et de faire appel à l'armée. Finalement, Gil Robles avait décidé de se donner un temps de préparation avant de faire sécession, ce qui lui avait valu d'être remplacé par Calvo Sotelo à la tête du parti. L'armée de son côté s'était immédiatement mise à préparer son soulèvement en connivence avec l'Église et avec ses contacts à l'étranger, tandis que Antonio Primo de Rivera avait mis la **Falange Espanola** en état de guerre civile.

Or, en face de cette opposition qui était un peu plus qu'une opposition, la gauche arrivait au pouvoir dans une situation de faiblesse : les intellectuels bourgeois comme Unamuno et Ortega y Gasset étaient passés à droite et le parti socialiste, lui-même divisé entre son aile droite dirigée par Indalecio Prieto et son aile gauche dirigée par Largo Caballero, avait fini par décliner l'offre de participer au gouvernement. En mai 1936, Manuel Azana dont le souci principal est d'éviter une guerre civile, l'intervention soviétique en Espagne achèveront de ranger les classes dirigeantes bourgeoises derrière Hitler et Mussolini. et qui était prêt pour cela à s'opposer à toute réforme favorable aux classes déshéritées, était devenu Président de la république et il avait nommé premier ministre le très modéré -les méchants diraient *mou* et *inepte* - **Casares Quiroga** sur un programme consistant à se rendre acceptable pour les forces réactionnaires.

Un tel programme avait peu de chances de s'appliquer, en raison non seulement du refus de toute concession de la part des partis vaincus aux élections, décidés à rester extérieurs et hostiles au gouvernement, mais du fait aussi de la radicalité de la plupart des vainqueurs, qui étaient censés le soutenir. Il faut savoir que le 9 avril 1936, aussitôt après la victoire électorale du *Frente popular*, le chef communiste **José Diaz**, encouragé dans ce sens par le chef de l'Internationale Manouïlski, avait parlé de *révolution* et préconisé l'alliance avec un parti socialiste pris en main par **Largo Caballero**, chef de la section de Madrid du Parti socialiste et secrétaire du syndicat **UGT**. Un parti socialiste capable de ne pas être effarouché par un tel vocable, car nullement domestiqué par la banque et l'industrie comme pouvaient l'être ses homologues plus septentrionaux. Un objet bizarre en vérité : un parti socialiste *socialiste*. Pris entre les uns et les autres, Azana et Quiroga étaient bien seuls.

La situation espagnole était étonnante à gauche, où trois grandes mouvances se distinguaient certes sous le rapport de leur philosophie politique, mais partageaient un trait commun : la radicalité. Une alliance qui ne serait pas comme en France une supercherie était concevable en Espagne entre un parti communiste naissant, qui en avait besoin pour peser, être présent et recruter, et un parti socialiste de masse, si seulement ce dernier restait dominé par sa fraction radicale, qui se trouvait être la plus

nombreuse. José Diaz écrivait dans *Claridad*, revue communiste : « *Comme Manouïlski, le vieux bolchévique nous a dit, ce qui importe à présent pour le mouvement vers l'unité et pour le développement de la révolution espagnole, c'est que la tendance représentée par Largo Caballero l'emporte dans le parti socialiste.* »

Plus inhabituel encore, par la suite, le parti socialiste allait passer sur des positions plus gauchistes que le parti communiste lui-même, lorsque la stratégie stalinienne de recherche d'une entente avec les démocraties bourgeoises s'affirmerait internationalement. Sur l'ordre de Staline, l'action soviétique en Espagne allait s'insérer dans le cadre d'une stratégie globale dans la confrontation avec l'Allemagne que l'on peut résumer par le slogan : '*à droite toute en vue d'une alliance avec les bourgeoisies française et anglaise*', qui ferait passer le parti communiste espagnol sur une ligne anti-révolutionnaire et de pure défense des institutions républicaines, sans plus. Evidemment, Staline n'avait pas compris les arrière-pensées pro-nazies des bourgeoisies française et anglaise, qui devaient faire échouer cette stratégie tragiquement.

Les affaires espagnoles, dans une Espagne partie pour une révolution sociale et une guerre civile, sont à contre-temps du mouvement des esprits en France et en Angleterre, qui va vers la conciliation la plus pusillanime et abjecte avec Hitler et Mussolini. En réponse aux avances communistes, le 11 avril 1936, **Largo Caballero** opère un tournant personnel vers la gauche, et propose la fusion avec le parti communiste. La fusion des partis de gauche deviendra, dans les conditions nouvelles de la guerre civile et de l'aide soviétique, un projet communiste dont les socialistes tendront à se défendre parce que le rapport de force leur sera devenu défavorable. Mais il se fera dès le début de la guerre civile, au profit du parti communiste qui, en Catalogne, prendra la contrôle du PSUC en face des anarchistes et contre eux.

Le 17 avril 1936 : dans *Correspondencia Internacional*, José Diaz fait l'éloge de Largo Caballero pour son adoption d'une '*ligne révolutionnaire*'. Le terme de '*ligne révolutionnaire*' est porteur d'une ambiguïté. Du fait que le parti communiste est réputé le parti révolutionnaire par définition en cela qu'il soutient inconditionnellement les acquis de la révolution bolchévique, le mot '*révolutionnaire*' sera à l'occasion utilisé dans l'expression communiste sans renvoi à son contenu conventionnel, mais comme un terme codé pour signifier '*conforme aux objectifs du Parti*'. Ici, il s'agit en réalité d'encourager le rapprochement tactique des forces de gauche sous l'égide communiste, tandis que l'idée même de révolution dans le contexte espagnol est en sous-main discréditée comme gauchiste. La problématique qui s'imposera pendant toute la guerre civile est posée, avec sa configuration paradoxale : une fraction du parti socialiste se positionne à la gauche du parti communiste, qui fera figure de force modérée et même contre-révolutionnaire par rapport aux acquis de la révolution anarcho-socialiste effective de juillet 1936. Après le 19 juillet, José Diaz opposera systématiquement à

l'allant révolutionnaire de Largo Caballero et des anarchistes le risque d'une ligne trop extrême à gauche, qui pourrait compromettre l'alliance avec la bourgeoisie anti-fasciste et le soutien des gouvernements non fascistes d'Europe. Cependant, tout en récusant ouvertement l'idée d'une ligne révolutionnaire au sens de Largo Caballero et des anarchistes, les communistes maintiendront leur appui à Largo Caballero dans les premiers temps de son ministère.

En réalité, la République ne s'installa jamais. Avant même les élections de février 1936, la guerre civile couvait en attendant de flamber. Après les élections, qui se traduisirent par l'arrivée aux affaires d'un Azana rassurant pour la bourgeoisie, mais surtout pusillanime et sans capacité d'initiative, la tension s'accrut encore. Dans les campagnes, aucune mesure de réforme agraire n'étant prise, les paysans pauvres s'agitaient, commençaient à se partager les terres et affrontaient la Guardia Civil. Prévenus par diverses sources de la préparation d'un putsch, Azana et Quiroga se refusèrent à toute mesure à l'encontre des conspirateurs militaires. Au lendemain du *pronunciamento*, c'est la révolution dans la rue qui fera échouer le putsch en marginalisant au passage le président Azana, en même temps que le centre-gauche qu'il représentait, antifasciste en paroles mais passif en pratique, et ressenti comme toujours au bord de la trahison.

Dès juillet 1936, les syndicats anarchistes lancèrent une grève des ouvriers du bâtiment madrilène. Le Parti communiste s'efforça d'y mettre fin, ce qui était prémonitoire de son attitude à venir dans la guerre civile, et découlait de la *ligne antifasciste* d'alliance avec les forces bourgeoises de gauche étendue à l'ensemble de l'Europe. Mais cette politique ne parvint pas à juguler l'engrenage de la guerre civile qui se manifestait par une série d'assassinats politiques. A la mi-juillet 1936, l'assassinat d'un policier républicain par la droite provoqua en représailles celui de Calvo Sotelo, chef de la droite, par un groupe de choc de la police.

Le 13 juillet 1936, donc, le député Calvo Sotelo, chef de la droite, a été assassiné à Madrid : le dernier d'une longue série, car la guerre civile, en réalité a commencé avant la guerre civile. Mais là, du coup, le 17, l'armée espagnole stationnée au Maroc décide de prendre le pouvoir.

En Angleterre, l'initiative des généraux espagnols, une démarche inimaginable en Angleterre quoiqu'elle ne soit pas sans précédents en Espagne, rencontre l'assentiment de Winston Churchill, qui n'a sans doute pas consacré beaucoup de temps à l'examen de la question, mais qui s'inquiète de l'audace croissante des communistes en Europe. Or comment ne pas supposer, surtout si l'on ignore que le parti communiste est à l'orée de la guerre civile quasiment inexistant en Espagne, et que de plus il est hostile à toute agitation qui pourrait compliquer la gestion du pays par le *Frente popular*, qu'il est en réalité derrière tout ça ? Entre le communiste et un général catholique, le choix est difficile pour Winston Churchill, mais le propre d'un décideur, c'est de savoir choisir.

La république espagnole ne pouvait pas solliciter l'aide des 'démocraties' à un plus mauvais moment. Car c'est le 19 août 1936 qu'après une première série de purges qui avait, selon les sensibilités, intrigué, désolé, conforté dans son aversion ou vaguement écoeuré l'opinion publique internationale, s'était ouvert à Moscou le procès dit du 'Centre terroriste trotskyste-zinoviéviste', dont Zinoviev et Kamenev allaient être les victimes les plus célèbres. Mais la première victime fut l'Espagne républicaine, car le discrédit soviétique allait rejaillir sur sa cause après l'intervention voulue par Staline en sa faveur, et exclure tout concours français ou anglais. En fait, on peut même dire que l'intervention soviétique en Espagne allait achever de ranger les classes dirigeantes bourgeoises derrière Hitler et Mussolini. On ne pouvait pas jouir de la faveur à la fois de l'URSS et des bourgeoisies européennes.

Si l'Espagne républicaine se trouva confrontée en France à la politique du Front populaire, dont elle n'eut guère à se féliciter dans l'ensemble, mais dont les historiens continuent à cerner les contours, scruter les nuances, expliquer, excuser et justifier les ambiguïtés, il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'elle se heurtât à une franche hostilité anglaise.

L'Angleterre du temps de la guerre civile espagnole était celle du parti conservateur de Baldwin, puis de Chamberlain après Baldwin, et les brutalités staliniennes ne firent sans doute que marginalement influencer leur attitude, par principe hostile. Les vulgarités nazies n'en pouvaient pas davantage dans l'autre sens, tant la politique anglaise reçoit de stabilité et d'objectivité du fait qu'elle est strictement guidée par les intérêts matériels. Il y avait pourtant des moments embarrassants, comme lorsque, le 12 mars 1937, au cours de la cérémonie de remise des lettres de créance, le nouvel ambassadeur d'Allemagne, Ribbentrop, gratifia le nouveau roi George VI d'un superbe salut nazi. 'Un idiot et un grossier personnage', conclut Ivan Maïski, qui bien que communiste et représentant Staline excellait dans la pratique du baise-main. Et le bon goût anglais ne fut pas le seul à être offensé. La photo de Ribbentrop faisant le salut nazi devant la flamme du Soldat inconnu aux côtés de Daladier en décembre 1938 restera célèbre : mais les manières allemandes étaient alors devenues très à la mode à Paris. Au total, une conclusion s'impose, qui n'est devenue si étonnante que parce qu'elle est un des tabous fondateurs de l'Europe d'après guerre, et même de l'ordre international : la fascination devant Hitler et ses succès, le respect et même l'adulation du nazisme, étaient à la veille de la guerre devenues une psychose globale, et non pas spécifiquement allemande. Et l'Angleterre elle-même n'y échappait pas. Très longtemps, pour la classe dirigeante britannique, l'essentiel serait donc ce certain ensemble de '*traditional institutions and habits*', dont parlait **Lord Loyd**, que le nazisme ne menaçait pas, et sur lequel en revanche on pouvait s'entendre avec lui, alors que le bolchévisme les menaçait.

Le fond de l'affaire, concernant l'Espagne, c'est que l'Espagne ne comptait pas beaucoup en Europe : et c'était tant pis pour les Espagnols. Quand on est anglais on ne regarde pas les choses de près lorsqu'elles se passent au-delà du Channel, et encore moins au-delà des Pyrénées. Même si ce qu'il fait est inimaginable en Angleterre, tout comme d'ailleurs le communisme, l'Angleterre sera donc, presque comme un seul homme, derrière Franco. Bientôt, les premières troupes franquistes, venues du Maroc, débarquent en Andalousie, et ce n'est pas la Royal Navy qui va s'y opposer. Assez vite, le général félon donnera des assurances sur Gibraltar et les limites mises à la liberté d'action des Allemands dans la péninsule, et la cause sera entendue : *'c'est Franco qu'il nous faut'* deviendra le mot d'ordre implicite de l'*Establishment* britannique avant d'être ouvertement formulé par les meneurs de la droite française : je veux dire l'entourage de Daladier et Paul Reynaud. Car il n'y a pas mieux pour faire prévaloir les idées de droite que les politiciens du centre, voire du centre-gauche, voire de ceux qui se réclament du *socialisme*.

Devant le pronunciamiento franquiste, les Français, étant des Français, sont partagés : ce qui ne signifie pas qu'ils ne vont pas s'en mêler. En juillet 1936, Pierre Georges a dix-sept ans. C'est cet été là que débute sa guerre d'Espagne. Pour les communistes, ce serait une guerre privée, et même illégale et clandestine, car jamais le gouvernement français ne fut sur une ligne favorable à la république espagnole. L'attitude des élites françaises en face du nazisme allemand, on l'avait bien comprise depuis le 7 mars 1936, jour où, violant le traité de Versailles et dénonçant le traité de Locarno sous le prétexte que l'accord franco-soviétique le rendait caduc, Hitler avait réoccupé militairement la Rhénanie : le journal *Le Canard Enchaîné*, de tendance pacifiste - mais qui, en France, n'était pas pacifiste ? - avait choisi de prendre les choses à la rigolade, et lancé ce mot : « *Les Allemands envahissent l'Allemagne* ». Autant dire que personne n'était pour qu'on aille se frotter à l'ennemi héréditaire pour si peu. Ni même pour beaucoup. Hitler l'avait compris : sous Daladier, Flandin, Chautemps, Reynaud et Blum, la France était prête à céder sur tout. Cela était généralement compris dans les milieux informés. Significative est, en octobre 1936 la dénonciation par la Belgique de ses accords de défense avec la France, préparant un consentement à l'occupation allemande. En mai 1940, la défense d'une Belgique devenue indéfendable et qui ne voulait pas se battre sera le prétexte d'une des manœuvres de l'Etat-major visant à assurer une victoire rapide de la Wehrmacht : l'envoi massif des meilleures troupes françaises sur un faux front et dans la nasse de Dunkerque.

Les masques tomberont tout à fait en mai 1940, mais la France avait démontré depuis longtemps qu'elle non plus ne voulait pas se battre. En Rhénanie, Hitler avait envoyé trois bataillons. En face, Gamelin commandait treize divisions. On ne sait si le choix de l'inaction fait par le gouvernement français résulta davantage du travail d'intoxication effectué par l'état-major le dissuadant de prendre des contre-mesures au prétexte de

l'impossibilité militaire, ou bien plutôt de la propre germanophilie du président du Conseil du moment : Pierre-Etienne Flandin, ultérieurement décrit par la police comme un *'agent de l'Allemagne'*. En réalité, les opinions des politiciens du genre de Flandin concordait avec celles de l'état-major en un temps où la hantise majeure de la bourgeoisie était la peur de la contagion bolchévique, face à laquelle tout pouvoir autoritaire paraissait utile et devant être favorisé. Weygand avait expliqué que l'armée n'était pas prête, et Flandin n'avait pas été difficile à convaincre de ne rien faire.

En Angleterre, Baldwin commenta que l'inaction française valait mieux qu'une guerre menée contre Hitler en alliance avec les Soviétiques, qui risquerait de se solder par la bolchévisation de l'Allemagne. Baldwin révélait la grande cause secrète des événements militaires à venir : la peur de la victoire l'emportait sur la peur de la défaite. Les prétendues *'démocraties'* ne défendaient que la richesse des riches, et, face à Hitler, se comporteraient en spectatrices. *"Mon coeur ne pleurerait pas si Hitler se dirigeait vers l'Est"*, concluait Baldwin. La presse britannique fut unanime dans le même sens, recommandant de prêter attention aux demandes allemandes *'dans un esprit de compréhension et de bonne volonté'*. Dans un tel contexte de germanophilie générale, seuls Beaverbrook et Churchill estimaient que la paix ne se divise pas et, tout en maintenant leur position sur l'Espagne, désapprouvaient les reculs face à Hitler. Le concept unifiant de *'fascisme'* ne faisait tout simplement pas partie de leur arithmétique.

On peut dater du 17 Juillet 1936 le début de la guerre d'Espagne, que **Franco** nommait *'croisade'* : ce qui n'était pas un vain mot puisqu'il s'était assuré l'appui financier de l'Église, première puissance financière du pays. *"Même si je dois tuer la moitié de l'Espagne, je triompherai coûte que coûte. Il n'y aura ni trêve ni compromis. Seulement la victoire. Il s'agit de la lutte entre l'Espagne véritable et les marxistes"*, déclara-t-il. Il ne s'était en revanche pas spécialement concerté avec Hitler et Mussolini, mais ceux-ci lui proposèrent immédiatement leur aide, voyant dans ce conflit qui allait diviser dans les démocraties sur la réaction à adopter en face d'une ingérence de l'Axe Rome-Berlin en Méditerranée, une opportunité de casser la politique soviétique des *fronts populaires*.

Au lendemain du *pronunciamento*, le 18 Juillet 1936, Manuel Azana renvoya Casares Quiroga et, dans l'espoir de faire rentrer les putschistes dans le rang, le remplaça par **Martinez Barrio** qui forma un gouvernement, dit *'de conciliation'* plus conservateur que le gouvernement Casares Quiroga de *Frente popular*. Martinez Barrio refusa de distribuer des armes au peuple, ce qui revenait à s'incliner devant le putsch, et alla jusqu'à offrir le ministère de la guerre au général Mola. Mais la manœuvre échoua. *« Je ne peux pas revenir sur ma décision, répondit Mola, je suis aux ordres de mon général, Don Francisco Franco, et je me dois à mes vaillants Navarrais qui se sont placés sous mes ordres. Si je choisissais d'agir autrement, ils me tueraient. »*

A gauche, le scandale fut énorme lorsqu'on apprit à quelles concessions les républicains modérés étaient disposés, et Martinez Barrio, discrédité, fut rapidement remplacé par un autre proche du président : **José Giral**, qui ne réussirait pas davantage à s'imposer en face de la rébellion militaire d'un côté, et du torrent révolutionnaire de l'autre, principalement anarchiste et catalaniste à Barcelone et socialiste à Madrid.

Giral, écrira Franz Borkenau, présidera pendant les premières semaines, décisives, de la guerre civile à une « *monstrueuse apathie* » du gouvernement républicain. Le coup sera néanmoins défait à Madrid où le peuple s'est finalement armé, et à Barcelone où la Guardia Civil et les autres corps de police étaient restés fidèles. **Fanjul** à Madrid et **Goded** à Barcelone sont pris. Ils seront plus tard exécutés. Le coup échouera également à Malaga, Bilbao, Santander, Almeria, Murcie et Carthagène, ainsi que dans les Asturies. Mais le remplacement de Giral par Caballero, le 4 septembre 1936, ne changera rien à l'inorganisation militaire de la république privée de la quasi-totalité de son personnel militaire et policier passé à la rébellion.

Ce qui est moins souvent rappelé, et qui fit l'objet d'un long déni, en particulier de la part de la mouvance communiste, c'est comment le pronunciamiento franquiste déclencha une véritable *révolution sociale* dans les régions qui ne s'étaient pas d'emblée ralliées à lui : en Aragon surtout, en Catalogne et en Andalousie, mais aussi à Madrid. C'était une puissante et brutale révolution sociale, anti-possédants, antimilitariste et anti-religieuse, dont l'âme était anarchiste, et que les autres forces républicaines, y compris le parti communiste, la jugeant de nature à isoler la République de ses alliés potentiels, travailleraient à étouffer.

Giral sera donc maintenu au pouvoir jusqu'au 4 septembre 1936 dans la mesure où il était censé rassurer l'opinion internationale et en particulier la France et l'Angleterre et les convaincre de soutenir la République. Mais il ne réussira pas non plus sur ce plan, ni personne après lui. Avec la seule exception du Mexique et de l'Union soviétique, la république espagnole restera seule face à Hitler et Mussolini.

La révolution spontanée et impréparée du 19 juillet 1936 commence, beaucoup plus vite que pendant la révolution française, par une *émigration* de tous les notables de l'ancien régime et des corps structurels de la société pré-révolutionnaire, armée, police, Justice, Eglise et même une partie du monde intellectuel et universitaire. En Catalogne seulement, des éléments de la Guardia Civil cherchent et trouvent leur survie dans une conversion immédiate et spectaculaire à la cause révolutionnaire. Mais partout ailleurs, la haine accumulée était telle que le maintien des forces de police existantes dans le cadre républicain était une impossibilité une fois passé le seuil révolutionnaire. La désertion en masse des forces de maintien de l'ordre, une question de survie pour les personnes, étant donné le niveau et la somme des règlements de comptes en suspens, rend le pays incontrôlable pour les forces politiques modérées qui ont vu l'appareil

d'Etat fondre sous leurs pieds. « *Le soulèvement militaire a précipité une révolution que nous désirions tous, mais que personne n'attendait si vite* » expliquera la militante anarchiste de premier plan **Federica Montseny**.

Le pouvoir n'étant plus dans le gouvernement, socialistes et anarchistes persistent dans un premier temps à ne pas participer au gouvernement Giral, mais ils tiennent le pays par les comités créés localement dans la lutte contre les rebelles franquistes. Il y a bien révolution sociale. Dans les zones tenues par les anarchistes, la division du travail est maintenue, mais toutes les fonctions sont rémunérées égalitairement. Dans le vide du pouvoir, rejetant l'orthodoxie marxiste, les anarchistes entendent passer de la société féodale à la société communiste sans transiter par une révolution bourgeoise. Dans les premiers mois, la colonne Durruti traverse l'Aragon avec pour objectif la prise de Saragosse et multiplie les fusillades de possédants et de franquistes ou supposés tels.

Economiquement déstabilisante, la révolution du 19 juillet est socialement répressive, se rapprochant de certains moments de la révolution puritaine anglaise ou de la Guerre des Paysans allemande : ainsi, là où elle a le champ libre, elle prend une tournure non seulement égalitaire, mais ascétique : l'alcool et le tabac sont proscrits, la consommation strictement encadrée. Dans les campagnes, les comités insurrectionnels anarchistes se fixent sur des objectifs de communisme intégral et immédiat et se refusent à partager en parcelles familiales les terres prises sur les gros propriétaires. Les anarchistes vont jusqu'à tenter d'abolir la monnaie. Le journal **Tierra y Libertad**, organe de la CNT, explique : « *Nous ne pouvons admettre la petite propriété. La propriété de la terre engendre une mentalité petite-bourgeoise, calculatrice et égoïste, que nous voulons extirper pour toujours. Nous voulons reconstruire l'Espagne matériellement et moralement. Notre révolution sera à la fois économique et éthique.* »

Il est étonnant dans ces conditions que George Orwell ait pu revenir d'Espagne avec des convictions socialistes consolidées par l'expérience, comme il le confia à son journal. Il est vrai que George Orwell, qui raconte avec vivacité et émotion les premiers temps enthousiastes de la révolution populaire à Barcelone, n'y a pas assisté. La chronologie est impitoyable, et révèle, sans avoir à faire des recherches compliquées, qu'arrivé en Espagne à la fin décembre 1936, il a surtout été témoin du retour à l'ordre bourgeois inégalitaire qui a précédé son départ précipité du pays en juin 1937, peu après la chute de Largo Caballero et la composition du gouvernement Negrin.

Dans la même veine qu'Orwell, un autre observateur libertaire de la lutte antifasciste espagnole, l'anarchiste allemand Hans-Erich Kaminski a publié lui aussi son témoignage : **Ceux de Barcelone**. Favorable lui aussi à la révolution anarchiste de Barcelone, il n'en avait lui non plus guère vu que des bribes, et rien de ce qui avait suivi les tout premiers mois. Cela ne l'avait pas empêché d'exprimer lui aussi son pessimisme tant sur le devenir des révolutions que sur toute lutte antifasciste d'Etat dans un autre livre peu

remarqué : '*Céline en chemise brune*' où il opposait son pacifisme de gauche au pacifisme raciste et droitier de Céline, qui serait une des lignes intellectuelles de la collaboration pro-nazie en France : *"Une guerre, commencée avec les meilleures intentions, ne pourrait pas ne pas dégénérer très rapidement en conflit impérialiste, où les idéologies et les buts limités céderaient vite le pas au désir de gains effectifs et de conquêtes toujours plus grandes. Bientôt ce ne serait plus une guerre entre fascistes et démocrates, mais entre concurrents pour des matières premières et de la main-d'oeuvre coloniale à bas prix. La différence entre les régimes des belligérents serait effacée après quelques semaines. La guerre, c'est la dictature : d'un côté comme de l'autre, lutteraient des peuples sans liberté, sans droits civiques, obligés d'obéir aveuglément."*

Au niveau de la violence, la révolution espagnole de juillet 1936 présente des analogies avec les aspects émeutiers de la révolution française de 1789. Elle est d'emblée extrêmement sanglante et de nombreux assassinats de vengeance ont lieu dans les premiers jours, en particulier à Barcelone, qui se hérissent de barricades comme autant de points de contrôle où les suspects de sympathies franquistes, ou tout simplement les passants d'aspect bourgeois sont arrêtés et souvent exécutés sommairement. La guerre sociale ouverte provoque, ou en tous cas s'accompagne de ce signe certain des révolutions : l'apparition mimétique d'une étiquette vestimentaire révolutionnaire. Signe révélateur de l'atmosphère de terreur, dans les grandes villes, à Madrid comme à Barcelone, l'observateur est frappé par le bouleversement des habitudes qui fait entièrement disparaître les costumes bourgeois, remplacés par des tenues ouvrières. Hommes et femmes ne sortent plus que tête nue et en bleus de travail. On remarque en particulier la disparition des chapeaux. Les femmes ne sortent plus qu'en cheveux, ou plus précisément, note Hans-Erich Kaminski, avec leur *indéfrisable*. Les hommes s'autorisent la casquette prolétarienne ou à la rigueur le béret basque, en dépit de leur connotation navarraise et carliste. Et chacun revêt le *mono*, combinaison de travail ouvrier. Qui reste habillé d'un costume et d'un chapeau à l'ancienne risque sa vie à chaque coin de rue : mais beaucoup de bourgeois ont tout simplement émigré. Miquel Mir explique : *"Muchos Comites armados aprovecharon aquel vacío de autoridad para hacer de las suyas. Se produjo una riada de saqueos que afectó a muchas tiendas, almacenes, hogares de clase media democratas, catalanistas y republicanos, a los que los de la FAI llamaban 'gente bien'. Muchos de ellos, asustados, se escondían en lugares seguros para refugiarse de las desagradables consecuencias o sencillamente para salvar el pellejo. Esa masa de gente eminentemente neutral, que posiblemente solo deseaba la calma y la tranquilidad, se distanció para siempre de movimiento revolucionario."* Lorsqu'ils demeurent sur place, les membres des classes moyennes, pourtant en principe hostiles au franquisme, font le gros dos. « *Nous autres membres de la classe moyenne, confrontés à l'immense révolution sociale en cours, ne pouvons rien faire d'autre que de nous ranger aux côtés du prolétariat* », déclare le politicien en principe conservateur **Angel Ossorio**, typique en cela de la déroute intellectuelle et

sociale subie par la bourgeoisie. La mouvance anarchiste, qui y est la principale puissance révolutionnaire, prend l'Église pour cible première. Les journées révolutionnaires de juillet 1936 à Barcelone sont aussi radicalement anti-catholiques et même anti-religieuses, et les églises sont systématiquement incendiées ou récupérées pour des usages profanes. « *Le catholicisme doit être implacablement éradiqué* » , proclamera le journal '**CNT**' le 5 août 1936, « *Nous ne demandons pas que toutes les églises soient détruites, à condition qu'il n'y subsiste aucune trace de religion. L'araignée noire du fanatisme ne doit plus pouvoir tisser la toile visqueuse et poussiéreuse dans laquelle nos valeurs morales et matérielles sont jusqu'à ce jour restées emprisonnées comme autant de mouches. En Espagne, plus encore que dans tout autre pays, l'Église catholique a dirigé toutes les menées rétrogrades, toutes les offensives contre le peuple, tous les assauts contre la liberté.* » Et donc on exécute les religieux et on met le feu aux églises. On brûle ou on saisit pour les revendre les ornements et les objets du culte. Le principal journal anarchiste, **Solidaridad Obrera** théorise la destruction des objets d'art religieux, la présentant comme rectification d'une injustice commise contre le peuple, rejetant la marchandisation de l'art et retournant contre la bourgeoisie l'accusation de violence et de vandalisme. On le trouve cité dans le livre de Miquel Mir : "*Las obras de arte en la escultura de piedra han sido hechas por artifices sin nombre, por artistas populares desconocidos. Los burgueses dejaron morir de hambre a esos artistas ignorados y ahora quieren reivindicar sus obras. Vale mas la vida que el arte ! De la vida sale el arte y todo lo demas. Del arte no puede salir la vida. [...] Siendo desde los conventos e iglesias donde con sana nos habian hostilizado estos fariseos de esa religion. Por eso nosotros nos hemos apoderado de aquello que nos pudiera ser mas util para los fines revolucionarios y costeamiento financiero de la revolucion y despues incendiando les edificios religiosos, que son verguenza de nuestro pueblo, par dejarlos reducidos à nada, de donde no debieron haber surgido.*"

Derrière le pillage des églises se tenait vaguement l'arrière-pensée d'acheter des armes avec le produit des larcins. Les armes étaient une préoccupation raisonnable du moment, mais auquel l'argent ne répondrait pas, puisque lorsque le gouvernement lui-même voudrait s'en procurer auprès des puissances qui affectaient de ne pas souhaiter la victoire de Franco, comme la France et l'Angleterre, elles s'y refuseraient à tout prix à en fournir, même au prix le plus normal, la France allant, au lieu de cela, jusqu'à saisir la partie de l'or espagnol qui lui avait été confiée en dépôt, pour la rendre, rubis sur l'ongle, à Franco après sa victoire. En résumé, l'Espagne non fasciste avait peu d'amis, et les anarchistes ne firent rien pour lui en gagner. "*Ces assassinats firent beaucoup de mal à la cause anarchiste, note Miquel Mir, car beaucoup qui étaient jusque là apolitiques se mirent à considérer la répression franquiste comme justifiée.*" La terreur est pensée aussi comme le meilleur moyen de rendre les expropriations définitives et de mobiliser les masses en les intéressant à son produit. Elle est le moteur de la révolution anarchiste, mais provoque chez les petits propriétaires une aversion qui se paiera plus tard en les

jetant dans les bras du PSUC socialo-communiste. Ce sont ces forces, nominalement 'révolutionnaires', mais dans le contexte espagnol *contre-révolutionnaires*, qui viendront peu à peu à bout de la puissance anarchiste initiale. Tous ceux là trouveront leur refuge dans les bras du Parti communiste, posé en force modérée dont le seul objectif déclaré sera le maintien de la république bourgeoise préalable au 19 juillet, mais qui en pratique construira en l'espace d'une année sa propre dictature sur les ruines des institutions mortes de la Seconde République.

José Giral devenant premier ministre le 20 Juillet 1936, sa première mesure consiste à faire distribuer des armes au peuple. Mais ce moment marque la fin effective de la présidence Azana et de l'ordre constitutionnel de la Seconde République, le pouvoir dans la zone républicaine étant tombé aux mains des innombrables comités révolutionnaires locaux, tandis que l'essentiel du personnel administratif de haut rang et des forces armées, dont plus de 95 pour cent des officiers, sont passés chez Franco. Un pouvoir centralisé relativement effectif ne renaîtra en zone républicaine que sous la forme de la dictature communiste couverte du nom de Negrin, mais effectivement commandée depuis Moscou. A gauche, en Espagne puis internationalement, les forces républicaines autres qu'anarchistes dénie l'existence d'une quelconque révolution, et par la suite, elles essaieront de réduire dans l'historiographie l'affaire espagnole à un cas de *putsch militaire contre un gouvernement légal et régulièrement élu*. Or, la guerre n'aura pas pour enjeu un rétablissement de ce gouvernement, devenu tout à fait impossible. Le *pronunciamento* du général Franco a effectivement renversé la république dès les premières semaines, non seulement dans les régions qu'il contrôle, mais aussi dans la zone dite *républicaine*, en y créant une situation de chaos révolutionnaire qui mettra presque un an à se stabiliser en dictature communiste après un stade de connivence pluri-partisane. Après le 19 juillet 1936, la vie parlementaire et la démocratie municipale furent partout mises en sommeil. Dans son introduction de 1968 à l'ouvrage de Burnett Bolloten : '**The grand camouflage**', (Pall Mall Press, 1968), **Trevor Roper** résume : « *The war was not between Franco and the liberal Republic but between Franco and the successors of that republic, which continued to use its forms* ». Les forces que Franco affrontera ensuite pendant deux ans seront des mouvements divers et incompatibles entre eux : d'une part une révolution anarchiste que Franco a lui-même déclenchée en privant la république de ses forces répressives, d'autre part une réaction thermidorienne rapidement improvisée par un parti communiste lui-même dirigé par des fonctionnaires du Komintern obéissant à Staline et à son équipe. Mais dans l'immédiat lendemain de la révolution du 19 juillet, chaque groupement révolutionnaire instaure son ordre, sa police et sa terreur. Quant au président Azana, il restera en place jusqu'à la fin, mais après avoir été dépossédé de toute influence et comme pure façade censée convaincre la communauté des nations de prêter assistance au maintien d'un ordre constitutionnel ancien qui avait disparu.

Le 26 juillet 1936, à Barcelone, le **Comité Central des Milices Antifascistes** est créé par les anarchistes en accord avec la Généralité catalane de Lluís Companys. La CNT y est représentée par **Aurelio Fernandez, Diego Abad de Santillan, Buenaventura Durruti** et **Juan Garcia Oliver**. C'est une entreprise dont on ne pouvait pas attendre grand chose. Companys d'une part ne tient rien. Miquel Mir, cité par Burnett Bolloten, juge sévèrement son inaction : *"Il croyait pouvoir contrôler la révolte alors qu'elle lui avait échappé, avec des appels dans les journaux ou à la radio, sans rien faire"*. De l'autre côté les chefs anarchistes, qui ne croient pas à l'instauration d'une société anarchiste dans les conditions de la guerre, sont en contradiction avec la base. Juan Garcia Oliver déclare : *"El pueblo, rotos los frenos morales, se convierte en una bestia peligrosa que incendia y que mata. O colaboramos o imponemos una dictadura. Elegid !"* Pour lui, il s'agit de mettre fin à l'explosion de violence qui s'est produite la semaine précédente autant que de donner forme à une révolution. Face à la demande de la base qui considère le seul objectif de révolution sociale, ils parviennent à faire prévaloir une ligne réaliste d'entente avec la Généralité dans l'espoir d'aboutir à une gouvernance ordonnée. Mais, comme en juge Miquel Mir : *"Les dirigeants anarchistes ne surent bien faire ni la guerre ni la révolution."* Et il cite un tract de la CNT pour exposer le principe anarchiste qui conduisait tout droit aux luttes intestines et à l'impuissance collective : *"Ouvrier, organise-toi en milices. N'abandonne ni le fusil ni les munitions, ne perds pas le contact avec ton syndicat. Ta vie et ta liberté sont entre tes mains."* Ces milliers d'armes ne pouvaient atteindre que des ennemis proches. Ils ne composaient pas une force militaire utile contre l'armée de Franco. Franz Borkenau montre que si l'Espagne ne pouvait pas disposer d'officiers pour une armée populaire parce que les rares officiers restés loyaux étaient pénétrés des préjugés propres à des militaires de carrière, elle n'avait pas non plus le peuple qui aurait pu en être la troupe : *« Les masses voulaient se battre, et elles se sont battues avec héroïsme, mais elles voulaient que ce soit un combat à la manière de 1707 à 1808, avec guérilla et soulèvements, de village en village et de ville en ville, contre la menace de la tyrannie. Mais cela n'a pas été possible. [...] Ces hommes et ces femmes qui avaient héroïquement combattu selon l'ancien système de la guérilla [...] ne surent pas s'adapter au combat de type moderne en rase campagne. Les héros des rues de Madrid donnèrent naissance aux couards de Talavera et de Santa Eulalia. »* Deux ans plus tard, Julian Zugazagoitia, que Franco devait faire fusiller peu après, ferait le même constat lorsqu'il écrirait à peu près : *'nous n'avons pas d'armée'*. Jusqu'à la fin de la guerre, l'armée républicaine utile se réduirait aux brigades internationales, et à ce qui aurait pu être constitué autour d'elles de corps de troupes espagnoles, tandis que les milices populaires n'auront jamais été efficacement intégrées. En Espagne, comme en plus grand dans l'Europe entière en proie à l'affrontement entre le fascisme et la liberté des peuples, les seuls communistes, si indifférents à la liberté, auront finalement porté pour

l'essentiel le combat pour la liberté, après avoir écarté brutalement du paysage les autres forces antifascistes. Un bel exemple d'ironie hégélienne.

7. L'heure des choix

Le 3 août 1936, le Comité central du Parti communiste français communique : « *Le peuple espagnol en lutte contre la rébellion ne vise nullement à établir la dictature du prolétariat. Il a pour seul but la défense de l'ordre républicain et le respect de la propriété.* » Ceci correspond bien à la ligne stratégique pensée par Staline pour la diplomatie soviétique. En même temps, le parti communiste essaie, en répudiant toute idée de révolution en Espagne, de sauver son alliance antifasciste avec le parti socialiste et le parti radical. Mais tout en réussissant dans son entreprise de conquête du pouvoir dans la république espagnole, le mouvement communiste international échouera à tous les niveaux dans sa stratégie antifasciste en France aussi bien qu'en Espagne : car en France le parti Radical s'est déjà divisé sur le camp à soutenir dans la guerre civile, tandis que Blum est résolu à privilégier le suivisme par rapport à l'Angleterre de Baldwin, puis Chamberlain et Halifax, qui a choisi Franco.

En Espagne même, cette ligne conservatrice du Parti communiste va couper en deux le camp républicain et conduire à la guerre civile dans la guerre civile et à l'extinction de l'enthousiasme populaire qui avait fait échouer le *pronunciamento*, mais sans qu'il en résulte le surgissement d'une administration nouvelle. Le conflit le plus significatif et le plus lourd de conséquences entre les diverses mouvances de la république portait sur le contrôle d'une armée... qui par ailleurs n'existait pas. La république n'avait, en matière de capacité militaire, que ses foules de civils révoltés : mais qui désormais allait les organiser, et sous quelle forme, pour affronter les élites félonnes et leurs auxiliaires italiens et allemands ?

Le 20 août 1936, le journal socialiste de gauche *Claridad*, représentant les vues de Largo Caballero, qui va bientôt devenir premier ministre à la place du conservateur José Giral, se prononce pour le maintien et le renforcement des milices composées sur la base des allégeances politiques et syndicales, et contre la création d'une armée nationale de conscription contrôlée par le gouvernement. Il allait par la suite conduire une politique radicalement différente. Dès le lendemain, le journal communiste *Mundo Obrero*, sans contester ouvertement le principe des milices populaires, soulève la question de l'efficacité militaire. La question était devenue brûlante après la prise de *Badajoz* le 14 août, et l'horrible massacre auquel s'étaient livrées les troupes

franquistes : et d'emblée s'imposait le schéma qui allait perdurer : options pragmatiques des communistes contre principes libertaires affirmés mais mal assumés des autres parties. Largo Caballero allait incarner cette étrangeté : un chef socialiste qui se rangeait à la gauche des communistes et tendait la main aux anarchistes.

Le 22 août, Largo Caballero réplique à ses partenaires communistes. Se plaçant dans l'analyse du côté des anarchistes plutôt que du côté des communistes, il développe dans le journal socialiste *Claridad*, cité par Burnett Bolloten, la théorie qui associe les nécessités de la guerre contre le fascisme et des mesures révolutionnaires hardies. « *La guerre ne peut être victorieuse qu'avec la révolution, tout autant que la révolution suppose la victoire. La révolution est l'annihilation économique du fascisme. Elle est donc la première étape de son annihilation militaire. Le peuple ne combat pas pour l'Espagne du 16 juillet, dominée par les castes héréditaires, mais pour une Espagne dans laquelle elles auront été éradiquées.* » Toutefois, en dépit de la puissance de son propre raisonnement, et contre ses propres arguments, Largo Caballero se laissera par la suite convaincre par le chef communiste José Diaz de renoncer au projet d'instituer une société socialiste en Espagne.

Largo Caballero ira plus loin. Alors que tout politicien conventionnel aurait discrètement trahi ses positions de principe pour se ménager un reste de soutien de la part aussi bien des anarchistes, d'ailleurs aussi peu cohérents que lui dans l'application des principes libertaires, que des communistes sur lesquels il s'alignait en pratique, il prétendra même n'avoir jamais caressé des idées franchement libertaires et égalitaires pour ne pas prêter le flanc à l'accusation de s'être renié. Ce faisant, il se coupait du soutien anarchiste et il se condamnait à la défaite dans la confrontation avec la cohérence conservatrice et autoritaire des communistes, qui étaient destinés à l'emporter en raison du réalisme de leurs analyses et du caractère bientôt indispensable de l'aide soviétique.

Dès le 25 août, précédant de peu les premières fournitures militaires, le consul soviétique Antonov-Ovsienko et l'ambassadeur Rosenberg arrivent à Madrid. Vladimir Antonov-Ovsienko est un acteur historique de la révolution d'octobre. Son envergure est telle que Staline se méfie de lui - il devait d'ailleurs être victime des purges dès son retour d'Espagne, et finir fusillé en 1938 - et c'est pourquoi il préfère l'employer hors de Russie. Ils sera le véritable organisateur de la résistance à Franco.

Il y a urgence sous ce rapport. Le 3 septembre, à **Talavera de la Reina**, dernière grosse agglomération sur la percée effectuée par Yaguë en direction de Madrid, les milices républicaines se sont débandées devant les Maures appuyés par l'aviation. A l'été de 1936, les Brigades internationales n'ont pas encore été inventées. Puis le lendemain, dans la belle province basque de Guipuzkoa, Irun a été prise par les troupes du général Mola, qui s'est livré à une répression aussi totale que Yaguë à Badajoz.

Le général Mola, venant du sud, est remonté vers la frontière française pour couper en deux le territoire tenu par les antifranquistes. Il a déclaré : *"si je trouvais mon père dans les rangs des marxistes, je le ferais fusiller"*. Anticipant sur la création des **Brigades internationales**, André Marty avait pris la tête d'un contingent de volontaires antifascistes. Il s'agissait pour l'essentiel de communistes français. Il s'était retranché sur le mont Saint-Martial qui domine Irùn dans l'espoir de prévenir la descente des carlistes navarraïens venus de Pampelune et qui suivent la vallée de la Bidassoa. Une visite du grand cimetière qui se trouve en cet endroit montre un nombre réduit de sépultures datant de cette époque. Les morts ont dû être enterrés ailleurs. Mais il est probable qu'il y en eut beaucoup, car Irùn fut pris, radicalement purgé de ses nationalistes basques, et scrupuleusement incendié, dévasté, dépeuplé à la mode fasciste.

De l'autre côté du pont sur la Bidassoa, à Hendaye, les Français, leur armée derrière eux, cent fois plus puissante que les hordes franquistes, regardaient la fumée monter sans rien faire.

8. La défense de Madrid

Le 12 septembre 1936 se terminera le premier voyage de Franz Borkenau à travers la révolution espagnole. Il aura vu la Catalogne, le front andalou et Madrid d'où il était retourné à Barcelone, puis repassé en France. Il devait revenir en janvier 37 pour constater la dégradation politique à l'intérieur du camp républicain, et échapper de peu à ses diverses polices. Mais n'anticipons pas.

Au début du mois de septembre 1936, les troupes franquistes approchent de Madrid après avoir parcouru quatre-cents kilomètres sans rencontrer d'opposition sérieuse. A Barcelone, l'enthousiasme révolutionnaire est retombé, mais la résolution des miliciens catalans qui sont envoyés pour la défense de Madrid -fait en soi extraordinaire - semble intacte. C'est ce que constate Franz Borkenau, qui y arrive alors en provenance d'Andujar, et qui est informé de première main de la débandade des milices républicaines à Talavera, de l'approche des troupes franquistes et du changement de gouvernement. Car pendant ce temps, la politique va son train. Le 4 septembre 1936, après deux mois militairement désastreux pour la république, le gouvernement Giral a démissionné et il a été remplacé par le socialiste Largo Caballero.

C'est Giral lui-même, accablé par la nouvelle de la prise de Badajoz et la menace sur Madrid, et conscient de ne pas être l'homme susceptible de galvaniser derrière lui les forces populaires, qui a suggéré que le pouvoir soit remis à Largo Caballero.

Un des derniers actes du gouvernement Giral, visant à mettre fin à la terreur révolutionnaire déclenchée par le *pronunciamento*, a consisté à dissoudre la **Garde civile**, remplacée par une **Garde républicaine nationale**. Dans le même temps et dans le même sens, le gouvernement Caballero procédera à des recrutements importants dans la **Garde d'Assaut** et dans le corps des **Carabiniers** du ministère des Finances. Les anarchistes trouveront ces forces en face d'eux en mai 1937.

Deux leçons de validité générale sont à tirer de cet épisode en soi mineur : d'une part, aussi différentes que l'on croie leurs positions politiques, et aussi conflictuelle que l'on décrive la transition de l'un à l'autre, la norme est qu'un chef déchu garde au moins le droit de choisir son successeur, et que le successeur, que ce soit par reconnaissance ou facilité, adopte sa politique. On reverra la chose en France, quoique avec des politiques beaucoup plus détestables, avec Reynaud et Pétain. La transition de Chamberlain à Churchill est par rapport à cette règle, une exception.

Largo Caballero obtient la participation communiste, que ceux-ci concèdent à contre-cœur et en dépit des directives de Moscou. Les anarchistes sont moins hostiles, mais, sauf en Catalogne où la CNT entre dans le gouvernement de la **Generalitat** le 26 septembre, ils restent dans l'immédiat en dehors du gouvernement.

Dans sa première déclaration, Largo Caballero en appelle à la solidarité internationale en insistant sur la continuité républicaine de son gouvernement. En réalité, l'accession de Caballero au pouvoir représente une poussée à gauche, mais qui résulte de l'échec des purs *républicains* dans la conduite de la guerre et de la diplomatie, davantage que d'une poussée de la tendance - socialiste de gauche - qu'il représente. Largo Caballero n'a pas d'assise politique suffisante, car il a des adversaires dans son propre parti, et il ne réussira ni à réduire ni à utiliser à son profit l'hostilité entre anarchistes et communistes.

Largo Caballero avait d'ores et déjà perdu la composante catalane du parti socialiste qui a fusionné avec le parti communiste dès le début du conflit. Son seul atout était l'espoir qu'il pourrait obtenir un franc soutien des dites '*démocraties*', que ni les communistes ni les anarchistes n'avaient la possibilité d'obtenir. Mais, pour des raisons désormais évidentes, cet appui ne devait pas se matérialiser. Signe, ou conséquence de sa faiblesse, Caballero prend pour ministre des Finances **Juan Negrin**, personnage peu idéologique mais de mentalité autoritaire et proche de celle qui domine le communisme stalinien – il finira par se faire l'instrument du Parti communiste en dépit de son tempérament plutôt droitier et de ses débuts dans le sillage d'Indalecio Prieto – et qui est instinctivement

hostile au désordre et aux anarchistes. Negrin n'attendra pas d'être au pouvoir pour renforcer le corps des **Carabiniers**, qu'il prévoit d'utiliser contre les anarchistes. Caballero prend aussi, comme ministre des Affaires étrangères, Alvarez del Vayo, qui se présente comme socialiste mais qui est en réalité une taupe du Parti communiste à l'intérieur du ministère et qui travaillera systématiquement contre son premier ministre lorsque les communistes aspireront à la direction des affaires. Prenant une position d'extrême-gauche Caballero créera un espace au centre que le Parti communiste ira occuper, ce qui n'est un paradoxe que si l'on est aveugle à la nature *thermidorienne* du pouvoir stalinien. Au passage, le parti communiste attirera à lui tout ce qui, dans le camp républicain est, selon les mots d'un responsable socialiste, « *jeune, ambitieux et soucieux d'efficacité* ». Il annexera en particulier la clientèle politique de la droite socialiste d'**Indalecio Prieto**, et lorsque Largo Caballero sera acculé à la démission, le 15 mai 1937, pour n'avoir pas obtenu le soutien des démocraties, Prieto sera réduit à collaborer avec les communistes dans le gouvernement Negrin, où il n'occupera qu'une position subalterne. Au total, Largo Caballero n'aura secoué le pommier socialiste que pour voir le Parti communiste faire récolte à sa place.

Au plan militaire, le remplacement de Giral par Caballero ne changera rien à l'inorganisation. A cette date, les troupes franquistes approcheront de Madrid après avoir parcouru quatre-cents kilomètres sans rencontrer d'opposition sérieuse. A Talavera le 7 septembre ils mettront en déroute les milices qui leur seront opposées, puis ils prendront Tolède le 27, tandis qu'au nord Mola prenait Saint-Sébastien le 13. « *Tolède a conduit à une défaite aussi lamentable que Talavera, et l'on n'a même pas assisté à la naissance d'une politique sociale* », observera Franz Borkenau.

Ces revers auront des conséquences politiques immédiates. Ils provoqueront la panique dans les milieux dirigeants républicains qui verront se profiler la bataille pour Madrid. Ceci aura plusieurs conséquences majeures, dont le départ du gouvernement pour Valence et l'entrée de quatre anarchistes au gouvernement.

Ceci représentait une grosse concession par rapport à leurs principes pour les anarchistes, et cela n'était pas la seule. La CNT et la FAI anarchistes se prononcèrent pour l'institution d'une milice recrutée sur la base de la conscription. Un des premiers pas des anarchistes sur le chemin qui sera le leur pendant toute la guerre civile : celui du renoncement successif à tous leurs principes, réalisant la victoire politique et morale du Parti communiste sur fond de démoralisation générale, d'explosions périodiques de violence à l'intérieur du camp républicain, et d'échecs militaires face aux armées franquistes. Face à l'idéalisme, c'était la réalité qui parlait. Confirmant le repli des idéaux libertaires devant la logique d'airain de la lutte pour la vie, le journal du syndicat anarchiste **CNT** publiera le 3 octobre un règlement militaire établissant des principes de

discipline conventionnels pour la milice **CNT-FAI** de Madrid. Un nouveau recul spontané des anarchistes par rapport à leurs principes.

La pression extérieure allait dans le même sens, et elle ne provenait pas seulement de l'influence communiste. Voulant mettre sur pied une armée régulière et unifiée sous son autorité, Caballero promulgue le 29 septembre un décret de militarisation des milices, et lance une campagne de désarmement des comités anarchistes, qui réagissent en cachant leurs armes. La base ne réagissait donc pas comme le sommet, ce qui provoquait le début d'une déchirure à l'intérieur même de la mouvance anarchiste. Cité par Burnett Bolloten, le secrétaire de la CNT, **Marianet**, explique franchement : "*Hablando del desarme des pueblo, quiera decir bien alto a toda Espana que los obreros de la CNT y la FAI no abandonaran las armas, que no permitiran bajo nignun concepto que nadie intente desarmarnos, porque las armas, el 19 de julio lo ha demostrado, estan mejor en manos del pueblo que en las de los militares. No vacileis en disparar sobre quien intento desarmarnos. Matad a los triadores que os quieran arrebatat la unica prenda de respecto que posee en estos momentos la clase obrera. Matad a quien intente hacerlo.*" L'heure approchait en effet où on allait s'entre-tuer à l'intérieur du camp républicain, alors que de l'autre côté, Franco allait imposer une autorité que personne ne voudrait ni ne pourrait défier.

Ce n'est pas seulement en raison de la discorde qui régnait entre antifascistes, mais pour de simples raisons d'incompétence généralisée que la mise sur pied d'une armée loyaliste efficace et disciplinée ne s'annonçait pas facile, et si la république avait été réduite à ses moyens propres, Madrid aurait été prise et peut-être même la république assassinée dès ces premières semaines. Mais la nouveauté la plus notable du moment fut l'intervention soviétique et la création des **Brigades internationales**, car c'est à ce moment que, retournant sa politique antérieure, Staline décida d'intervenir du côté de la république.

C'est à la suite du funeste et traîtreux '*pacte de non-intervention*' - funeste et traîtreux, et plus encore que cela, *imaginaire* - concocté entre Blum, Chamberlain, Hitler et Mussolini, et à son viol immédiat par les puissances fascistes de l'axe Rome-Berlin, et devant l'absence, devenue habituelle et cette fois probablement convenue à l'avance, de réaction franco-anglaise, que la direction soviétique prit d'abord la décision d'envoyer des armes au gouvernement républicain espagnol.

Dès le 8 août, Léon Blum, reculant devant l'hostilité de la droite, avait inversé sa politique d'aide à la république espagnole et s'était entendu avec Baldwin sur le principe d'une '*non-intervention*' qui correspondait mieux à la préférence anglaise : laisser l'Espagne catholique étrangler l'Espagne libertaire et socialiste sans avoir l'air de s'en mêler.

Le 6 septembre, dans son discours de Luna-Park, Léon Blum défendit le principe de sa '*non-intervention*' et il en proposa la généralisation aux puissances fascistes, qui allaient l'accepter du bout des lèvres, mais pour n'en tenir aucun compte. En pratique, il en résultait seulement une interdiction générale de fournir des armes à la république espagnole. Le Mexique et l'Union soviétique seraient les deux seuls pays à s'en affranchir ouvertement, tandis que la France procéderait, après un an d'abstention, à quelques livraisons clandestines par des moyens détournés.

Confronté à ces choix, tout en espérant toujours se concilier les franco-anglais – ceux qu'il appelait les '*pays non-agresseurs*' - Staline, qui s'était mis en position d'influer de son côté sur la politique espagnole avec l'envoi de son ambassadeur Antonov-Ovsienko, franchissait un pas supplémentaire et complétait son dispositif en missionnant, le 14 septembre, un de ses maîtres espions - un certain *Nikolsky* - pour prendre en main les services secrets de la République sous le pseudonyme d'*Orlov*. Celui-ci se mit à opérer en toute indépendance à Madrid avant même l'arrivée des armes et des éventuelles troupes soviétiques, et des conseillers soviétiques prirent en main l'ensemble des départements ministériels et des positions de pouvoir en doublant les titulaires espagnols qui, souvent pâles et peu compétents, ne firent plus, dans les mois et les années suivantes, que suivre leurs instructions, même lorsque une bouffée d'orgueil national espagnol conduisait à quelques éclats de voix dans les bureaux et les couloirs des édifices régaliens. La politique des estrades, des places publiques, des barricades et des règlements de comptes entre factions espagnoles rivales, était, par rapport à cela, un monde parallèle, dangereux et un peu irréel.

Tout ceci devait évidemment rester secret pour ne pas rendre définitivement impossible toute entente avec la France et l'Angleterre. Mais comme il devenait évident que le principe de la non-intervention ne serait respecté que du côté de ceux qui voulaient passer pour anti-fascistes alors qu'ils avaient consenti à la victoire du fascisme, et comme, devant l'avancée des troupes franquistes, l'urgence militaire périssait toutes les autres considérations, les masques devaient rapidement tomber.

Dans le camp nationaliste, c'est le 29 septembre que Franco est nommé généralissime et chef de l'État. Les deux protagonistes majeurs de la guerre étaient désormais face à face, et à visage découvert.

9. Etrangetés espagnoles

La stratégie de Staline en Espagne consiste à éviter **à la fois** une victoire du fascisme *et* une révolution qui compromettrait les chances pour l'Union soviétique de former une alliance contre Hitler avec les démocraties libérales. Pour cette raison, les volontaires communistes reçoivent la consigne de nier farouchement l'existence même d'une révolution en Espagne. Franz Borkenau témoigne : *«Pour eux, l'Espagne se trouve placée dans une situation exceptionnelle : celle d'un gouvernement aux prises avec ses militaires. Et c'est tout.»*

André Marty devait par la suite lui-même rapporter ses interventions dans ce sens : *« Lorsque, dès le premier jour de la rébellion, le Parti communiste déclara que la tâche première était la défense de la république démocratique, des responsables haut placés du Parti socialiste tenaient au contraire qu'il fallait immédiatement établir une république socialiste. Ceci aurait instantanément brisé le Front populaire et conduit à la victoire du fascisme. A présent, sous notre influence, de nombreux dirigeants du Parti socialiste ont changé d'attitude et adopté le programme du parti communiste».*

Cependant, cette stratégie, qui pouvait avoir un sens du point de vue des vastes enjeux européens et mondiaux, était localement perdante en Espagne. Franz Borkenau l'explique : le succès politique communiste à l'intérieur du camp républicain, fondé sur la réaction qu'il représentait par rapport aux excès anarchistes, faisait de lui un parti thermidorien.

Or, continue Frank Borkenau, une position thermidorienne n'est tenable dans une situation révolutionnaire qu'**après** la victoire militaire sur la réaction. On ne guillotine pas Saint-Just avant Fleurus. Du déni et de la répression de la révolution anarchiste pendant le cours même de la guerre civile, il résultera en Espagne que le camp 'républicain', au lieu de s'élargir, entamera la guerre dans un état de division qui ne fera que s'approfondir, jusqu'à être en guerre contre lui-même, et courir ainsi à la défaite.

On peut avancer l'hypothèse que Staline avait compris tout cela d'emblée, mais qu'il acceptait les conséquences comme un moindre mal par rapport au risque d'une rupture définitive avec les démocraties mettant en danger la sécurité de l'Union soviétique elle-même : idée qui se rencontre chez certains analystes contemporains du conflit comme une distinction selon laquelle *les anarchistes voulaient la victoire contre le fascisme, alors que les communistes voulaient avant tout le pouvoir*. Formulation quelque peu vague et bizarre : car qu'est-ce qu'un *pouvoir* que l'on aurait conquis dans un pays dont on aurait été chassé ? *« Détruire la révolution pour perdre la guerre civile »*, diagnostiquera plus clairement Guy Debord de nombreuses années plus tard.

Finalement, Staline allait perdre sur tous les tableaux. Internationalement, il perdrait l'alliance franco-anglaise, et en Espagne les dirigeants communistes prouveraient finalement qu'ils pouvaient réussir comme organisation à condition de mettre le communisme de côté. Il est vrai qu'ils l'avaient déjà prouvé en Union soviétique et que le schéma devait se généraliser par la suite. Les combattants des Brigades étaient des soldats perdus, sacrifiés d'avance, et pour rien. A la fin, il ne resterait que la valeur exemplaire et morale de leur sacrifice.

Au plan logistique, tout se passe logiquement. Les deux protagonistes réels de la guerre, la guerre entre le fascisme et le refus du fascisme, la seconde guerre mondiale déjà, seulement délocalisée en Espagne, se concentrent sur le terrain en même temps. Ceci soit dit pour répondre à la question, très secondaire, de savoir qui, des puissances fascistes ou antifascistes, était responsable de l'internationalisation du conflit, et l'incendiaire principal, responsable du malheur espagnol. Question secondaire car, les choses en étant arrivées là où elles en étaient arrivées après les premiers massacres de part et d'autre qui avaient immédiatement fait suite à l'explosion du 17 juillet, les Espagnols étaient résolus aussi bien qu'acculés à s'entre-tuer de toutes façons.

La fin septembre 1936 a vu l'arrivée en Espagne nationaliste des premiers matériels italiens : artillerie et autos blindées. Les premiers contingents d'infanterie n'arriveront qu'à la fin décembre. En revanche, la marine italienne est intervenue en faveur de Franco dès les tout débuts du soulèvement. L'organe officiel des forces armées italiennes, *Forze Armate*, révélera le 8 juin 1939 que la marine italienne, qui devait transporter 100 000 combattants franquistes entre décembre 1936 et avril 1937, avait commencé à s'en prendre au ravitaillement maritime de la république dès les tout débuts du conflit. De l'autre côté, début octobre a vu l'arrivée en Espagne républicaine des premiers matériels soviétiques : artillerie, chars et avions, avec leurs servants. Afin que leur présence ne soit pas détectée, les Soviétiques ont pour consigne absolue de se tenir '*hors de portée de l'artillerie*'.

Alors même que l'incendie guerrier devient incontrôlable, la révolution sociale s'affaisse. Le ministre de l'Agriculture communiste *Vicente Uribe* certes entérine le 7 octobre les saisies de terres effectuée par le prolétariat rural depuis le 19 juillet lorsque les propriétaires ont choisi le camp franquiste : mais c'est le plus loin que le Parti communiste ira dans le sens du collectivisme prôné par les anarchistes. Le refus de généraliser la collectivisation des terres se fondera sur la nécessité de rallier les propriétaires moyens et petits à la cause républicaine, mais finira par protéger en pratique des adversaires de la République, et par en détacher les ruraux pauvres, qui cesseront de vouloir participer à la lutte. Et à côté de cela, y compris à Barcelone, l'enthousiasme révolutionnaire est désormais totalement retombé. Les anarchistes eux-mêmes sont dégoûtés de la campagne d'assassinats entamée trois mois plus tôt : mais

cela ne leur donne absolument pas la capacité politique d'y mettre fin. Les *Patrouilles de contrôle* anarchistes poursuivent donc leurs exécutions sommaires. Le 1er décembre elles choqueront jusque dans les milieux les plus favorables avec l'exécution de **Manuel Irurita**.

Companys, qui avait jusque là une attitude ambiguë par rapport aux excès de l'été sent le moment et fait une tentative de reprendre le contrôle de la révolution. Cité par Burnett Bolloten, il déclare : "*Nos interesa a todos salvar el honor y la gloria de la revolucion y ganar la guerra y dejar de lado tantos asesinatos. Sobran juntas y juntitas, comisiones, comités e iniciativas. Hay mas de una docena de motivos que obligan a la constitucion de un gobierno fuerte, con plenos poderes, que imponga su autoridad.*"

Les chefs anarchistes catalans décident d'entrer au gouvernement de la Generalitat aux côtés du PSUC avant même leurs homologues madrilènes. **Andreu Nin**, trotskyste passé par les écoles du Parti à Moscou et fondateur du **Parti Ouvrier d'Unification Marxiste** (POUM) prend le portefeuille de la *Justice*. Un gouvernement oecuménique sera donc constitué à Barcelone.

Sans se douter que son isolement fera de lui une proie facile pour les provocations communistes quelques mois plus tard, Nin dissout le *Comité central des milices anarchistes*. Il se fait des ennemis des anarchistes en critiquant les pratiques sectaires et incendiaires de ses prédécesseurs. La sécurité est désormais sous la responsabilité de la *Junta de Seguridad Interior* qui dépend de la *Généralitat*, et un système de tribunaux populaires est censé se substituer aux exécutions sommaires anarchistes : mais dans un premier temps il ne parvient qu'à s'y ajouter. Les redoutables *Patrouilles de Contrôle* poursuivent leurs activités, quoique les chefs anarchistes comme Aurelio Fernandez, Dionisio Eroles, José Asens et Manuel Escorza qui restent en place à leur tête perdent de leur prestige et de leur influence de jour en jour. A Madrid, le même mouvement s'opérera à la fin du mois d'octobre. « *Ainsi s'achevait la phase 'à soviets' de la révolution catalane* » écrit Franz Borkenau.

10. Divers face à faces

Dès que les tueurs génocidaires du général Franco approchèrent de Madrid, Manuel Azana, qui selon sa propre expression '*n'est pas venu à la présidence pour présider à*

une guerre civile’, et qui est tout sauf l’homme qu’il faudrait pour galvaniser une résistance unifiée, s’éloigna du front. Le gouvernement se repliera à Valence le 7 novembre, juste avant les premiers combats pour Madrid, mais Azana pour sa part est parti se réfugier à Barcelone le 28 octobre, plus près de la frontière française, qu’il sera le premier à franchir, parmi les hauts responsables républicains, lorsque la résistance militaire s’effondrera. Manuel Azana ne sera jamais remis en cause ouvertement, protégé qu’il était par Staline, en particulier, qui considérait que sa présence impuissante et inutile à la tête de l’Etat protégeait au moins le gouvernement de l’accusation d’être à la botte des communistes.

L’épisode du repli gouvernemental sur Valence est déjà, avant les affrontements spectaculaires et catastrophiques de Barcelone neuf mois plus tard, un début de guerre civile dans la guerre civile déchirant le camp républicain. C’est au début novembre 1936 que, devant l’approche des armées franquistes le gouvernement républicain de Largo Caballero décide de se replier de Madrid à Valence. Les ministres anarchistes sont en désaccord avec cette décision, et restent à Madrid. Les anarchistes, qui tiennent les routes de Madrid à Valence, tentent de s’opposer au transfert des autres ministres en les bloquant à **Tarancon**. Le gouvernement réplique en faisant bombarder la ville. A Valence, une grande manifestation anarchiste est cernée par des troupes communistes et mitraillée.

En dépit de ces mauvaises manières réciproques, mais dont ce sont surtout les anarchistes qui ont fait les frais, à moins que ce ne soit à cause d’elles, les anarchistes accepteront finalement de participer au gouvernement Largo Caballero replié à Valence. **Juan Garcia Oliver** sera nommé ministre de la Justice. L’équilibre politique à l’intérieur du camp républicain s’en trouvera affecté au détriment des anarchistes, qui, prenant goût au pouvoir, vont se mettre à faire des concessions politiciennes sur leurs principes en échange du maintien de leurs positions dominantes en Aragon et en Catalogne. *"Esta falta absoluta de ideas claras y de perspectiva historica fue la que impidio al'anarquismo emprender el sendero revolucionario, lo que le llevo, primero, a tolerar el estado capitalista y, despues, a colaborar con el, junto a los politicastros estalinistas y republicanos"*, commente Miquel Mir.

Rien n’est plus illusoire en effet que le mythe véhiculé par l’Histoire dominante d’un mouvement anarchiste écrasé par la violence communiste. De la violence armée eut bien lieu entre communistes et anarchistes, mais la défaite anarchiste fut avant tout politique, car adroitement utilisée, la puissance du mouvement populaire anarchiste aurait été irrésistible. Isolés des uns par leur violence aveugle et leurs principes dogmatiques, les anarchistes se couperont des autres en renonçant à leurs principes et perdront leur influence et leur capacité de lutte. A terme, les socialistes se retrouveront

seuls en face du parti communiste et devront laisser la place à leur dictature revêtue, une fois Largo Caballero écarté, du faux nez de Negrin.

L'entrée des anarchistes au gouvernement, qui aurait pu marquer un gauchissement de la politique républicaine entraînera en pratique un déclin de l'influence anarchiste avec l'arrivée des conseillers soviétiques et la normalisation de l'armée et de l'administration, échappant aux décisions des comités révolutionnaires locaux. Il s'agit en réalité d'une capitulation anarchiste, car Largo Caballero placera les anarchistes, conformément aux conceptions communistes, devant le choix entre voir leurs milices dissoutes ou intégrées à des unités de l'armée régulière.

Cela ne se fera pas sans que des protestations s'élèvent. Le 27 octobre, le journal anarchiste *Frente libertario*, cité par Burnett Bolloten, proclame : «*Nous ne voulons pas d'armée nationale. Nous voulons la milice populaire, qui incarne la volonté des masses, et qui seule peut défendre la liberté et l'ordre social libre du peuple espagnol. Comme avant la guerre civile, nous crions : 'à bas les chaînes'. L'armée, c'est l'esclavage et le symbole de la tyrannie. A bas l'armée*». Franz Borkenau écrira que le mouvement anarchiste était voué à l'échec depuis le départ, en raison de son irréalisme et de ses contradictions : «*Il a dû renoncer à toutes les panacées qu'il préconisait : la lutte contre la discipline, contre la politique, contre l'existence de l'État et du gouvernement. Il a dû fournir des ministres à un cabinet, instaurer la discipline militaire et le commandement exercé par des officiers dans ses propres unités.* » Ayant eux-mêmes évolué dans le sens d'une prise en compte des nécessités militaires, les anarchistes finiront par se résigner à renoncer à certains de leurs principes libertaires dans l'organisation pratique du combat, mais non pas aussi facilement à tomber sous la coupe d'une hiérarchie d'officiers restés réactionnaires et qu'à juste titre ils regardaient avec méfiance, et à se fondre dans une armée de conscription officiellement sans personnalité politique, en réalité dominée par les communistes.

Une exception flamboyante se détache pourtant dans l'histoire tragique des rapports entre socialistes, communistes et anarchistes espagnols, mais dont la fin tragique montre que rien décidément, ne pouvait bien finir dans aucune phase de la longue défensive de la république : à l'appel des anarchistes madrilènes, une colonne anarchiste conduite par *Buenaventura Durruti* était venue participer à la défense de Madrid aux cris de "*no pasaran*". Elle avait été accueillie aux cris de "*vive les Catalans*", ce qui représentait un événement unique et non répétable en Castille. Mais Durruti avait trouvé la mort le 29 novembre, dix jours plus tard et Madrid tout juste sauvée, dans des circonstances suspectes, sous des balles venues des rangs républicains. C'est le lendemain, incidemment, que *José Antonio Primo de Rivera* allait être fusillé à Alicante.

C'est à la fin octobre et au début de novembre 1936, pendant que communistes, socialistes et anarchistes s'entre-tuent à Valence et à Madrid, que se mettent en place, à

peu près simultanément de part et d'autre, les forces d'intervention étrangères qui feront de la guerre civile Espagnole une guerre civile extérieure de toutes les nations européennes. Trois nations fournissent des forces organisées, contrôlées par des Etats selon leur logique d'État : l'Allemagne et l'Italie envoient du matériel et des troupes, et l'Union soviétique envoie du matériel, avec éventuellement quelques servants, des officiers apporteurs d'expertise et des éléments de nature policière. Les autres nations envoient des combattants irréguliers, du côté républicain presque exclusivement, et qui sont de deux types distincts. Il y a d'abord des membres des partis communistes envoyés par leurs partis : mais surtout des Français. Ceux là constitueront le noyau initial des Brigades internationales. Il y a ensuite des individuels venus spontanément par leurs propres moyens et mus par l'idéologie : communistes, socialistes, libertaires ou démocrates divers venus du monde entier, et qui représentent l'antifascisme à l'état pur. Une mention particulière doit être faite pour les nombreux antifascistes allemands et italiens, des exilés et réfugiés en général, qui se retrouvent à faire la guerre contre des compatriotes et pour qui la défaite signifie presque à coup sûr la mort. C'est surtout en raison d'eux que le concept de guerre civile européenne prend tout son sens.

La création des Brigades internationales avait eu lieu à la fin du mois de septembre. Paris en deviendra le centre de recrutement, organisé en sous-main par le Komintern, mais présenté comme spontané et pluri-partite. Marty, Longo, Broz, Beimler, di Vittorio, en seront les principaux chefs. Le 20 octobre, André Marty, désigné comme commissaire politique arrivera à Albacete. Dolorès Ibarruri y représentera le Parti communiste espagnol. A demi écossaise et parfaitement bilingue, elle arrivera à étendre marginalement la sympathie dont peut jouir la cause républicaine dans les pays de régime parlementaire, y compris, tour de force suprême, en Grande Bretagne, en dépit de toutes les préventions habituelles à l'égard des Espagnols (souvenirs de l'Armada), des catholiques (souvenirs de la Saint Barthélémy) et des communistes. Winston Churchill restera inébranlable. Il déteste les deux camps, l'un pour son communisme et l'autre pour son catholicisme, et tout en détestant la passivité de principe de Baldwin et de ses équipes, ne sait pas quel vainqueur serait plus dommageable aux intérêts anglais. Eden était carrément plus cynique, et laissait encore moins d'espoir : *après la guerre, le pays sera ruiné de toutes façons, expliquait-il, et le vainqueur quel qu'il soit sera obligé de recourir à l'aide française et anglaise, ce qui permettra de lui dicter les conditions que l'on voudra. Il importe seulement de ne pas voir un pouvoir bolchévique s'installer en s'appuyant sur l'Union soviétique.*

De son côté, Franco vient de toucher les premiers détachements d'autos blindées allemandes, ainsi qu'un corps aérien complet envoyé par Hitler. A cette date, environ 6500 militaires allemands sont présents en Espagne. L'aviation et l'artillerie germano-italiens, dont les républicains n'ont pas l'équivalent, vont donner un avantage décisif à

l'armée franquiste. Du côté des 'démocraties', la *Texas Oil Company* vient de garantir la fourniture de pétrole au camp nationaliste.

A ce moment précis, entre les troupes de Franco et la Méditerranée, il ne reste plus, comme force matérielle, à côté du peuple espagnol désarmé et de ses milices qui ne tiennent pas devant des troupes régulières, que les premiers étrangers, et surtout ceux qui ont été mobilisés par le parti communiste français. Et le commandement aussi est principalement étranger. En théorie, la défense de Madrid est confiée au général **José Miaja**, assisté comme chef d'état-major du lieutenant-colonel **Rojo**. Mais en pratique, tous deux commandent sous la supervision comme commissaire politique du responsable du parti communiste à Madrid, l'agent soviétique de l'Internationale **Francisco Anton**.

La venue de Miaja au commandement suprême du côté républicain à la suite de la défense réussie de Madrid sera le plus grand malentendu de la guerre civile espagnole, et un malentendu presque comique si l'on se souvient que Miaja, qui était d'opinions droitières, avait été initialement hostile à l'idée d'une résistance au *pronunciamento*, et avait accepté sa nomination madrilène avec réticence. Mais la république avait besoin de légendes et de héros légendaires, et la propagande choisit de déverser sur lui un tombereau d'éloges qui ne lui laissait plus le choix. En dépit de lui-même, la popularité acquise par mystification du public dans la défense de Madrid le rendit prisonnier de son personnage, et le contraignit à suivre jusqu'au bout un destin qu'il n'avait pas vraiment choisi. En réalité, le véritable organisateur militaire et le sauveur de Madrid avait été, se tenant dans l'ombre, le général soviétique **Goriev**.

Les premiers contingents des Brigades internationales sont arrivées en Espagne en octobre. Mentant sur son âge et se vieillissant de deux ans, Pierre Georges est parmi les premiers engagés. Le 8 novembre 1936, il est à Albacete, et c'est ce même jour que pour la première fois une brigade internationale est engagée dans la défense de Madrid dans le secteur de Casa de Campo, alors que, munie d'un armement de fortune, ou sans armement du tout la foule madrilène se porte au devant des troupes nationalistes régulières qui viennent, comme cela s'est vu de tout temps, comme en 71 à Paris, rétablir l'ordre, soumettre la racaille et fusiller les meneurs. Ce jour là, le peuple repousse pratiquement à mains nues le premier assaut direct des franquistes. Arrivant dans ce chaudron, les internationaux ont à vivre ce qu'un observateur appellera rétrospectivement une *Iliade*. Ceux là sont ceux de la 11ème Brigade du général **Kléber** (en réalité Lazar Stern). Après tant de défaites subies dans l'Europe entière assaillie par le fascisme, les étrangers ont furieusement envie de revanche, et quoique inexpérimentés ils se battent comme des lions. L'enthousiasme soulevé dans la population par la bravoure des brigadistes sera critiqué par la direction communiste espagnole sous la dénomination de " kléberisme ". Parmi eux, Pierre Rebière, qui sera

des premières actions de l'Organisation spéciale en 1941 avec Pierre Georges, alors devenu '*Frédo*'. Quant à Pierre Georges, dans un premier temps, en raison de son évidente jeunesse, il est tenu loin des combats et devient garde du corps d'André Marty. Il le restera pendant la première année de sa présence en Espagne. Il n'aura pas participé à ces premiers moments exaltants, mais il reste que même sans lui l'assaut frontal de l'armée fasciste fut bloqué, obligeant Franco à changer de stratégie. Pendant toute la guerre, la ligne de front passera par Madrid.

11. Manoeuvres

Ayant échoué dans l'assaut direct, le 29 novembre 1936, Varela attaque sur la route de la Corogne dans le secteur de Pozuelo. Son intention est d'encercler Madrid par le nord. Le 2 décembre il bouscule les Brigades internationales mais n'effectue pas la percée. La bataille prendra fin le 9 janvier 1937 sur un relatif échec nationaliste, l'objectif de couper la route étant atteint, mais pas celui de tourner les défenses républicaines. La leçon de l'affaire, c'est que l'armée républicaine, en réalité surtout sa partie internationale contrôlée par les communistes et par les conseillers soviétiques, tenait à peu près le coup tant qu'il ne s'agissait que de défensive. Ce premier affrontement en rase campagne entre l'armée certes primitive mais professionnelle de Franco et l'armée sans cesse en devenir de la république donne des clés pour comprendre la suite : la république aurait peut-être duré si elle n'avait pas essayé de jouer le jeu de la guerre symétrique, et en particulier de monter de grandes offensives comme celles qui n'avaient d'ailleurs déjà pas réussi aux Français, aux Anglais et aux Allemands pendant la Grande guerre. Toutes les offensives montées par la République dans la guerre civile espagnole allaient inmanquablement se solder par de sanglantes déroutes.

Les débuts de la guerre ont des retombées politiques. S'étant rendu indispensable, l'Internationale communiste décidera de prendre les rênes de la république espagnole. D'une part, il y a les livraisons d'armes, qui sont en Catalogne essentiellement distribuées au PSUC socialo-communiste afin de contrebalancer la domination anarchiste. Puis la défense réussie de Madrid pour les internationaux sera pour beaucoup plus encore dans l'attraction exercée par le parti communiste et dans ses succès de politique intérieure républicaine. Mais à Madrid, à Barcelone, nous ne sommes pas à Petrograd en 1917. Il n'y a ni Lénine, ni parti bolchévique. A la fin du premier été de guerre et de révolution espagnoles, la dynamique révolutionnaire est du

côté des anarchistes, quoique comme en Russie, la capacité organisationnelle soit communiste. Et il n'y a pas de Trotsky pour faire une Armée rouge. Au lieu de cela, des querelles intestines, des haines et des violences aussi extrêmes que celles qui règlent les rapports avec l'ennemi fasciste.

Rompant avec la tradition léniniste d'élimination des organisations ouvrières concurrentes, l'Internationale optera pour une stratégie en douceur, et le parti communiste espagnol recevra la consigne d'infiltrer le parti socialiste qui détient la présidence du Conseil, de mettre en avant une ligne de stricte défense de la légalité républicaine pour rallier la bourgeoisie modérée, de préconiser une *'république démocratique'*, objet politique sans la moindre tonalité léniniste, de ne pas revendiquer de positions trop en vue, de ne pas mettre en avant de personnalités brillantes. Cette stratégie aboutira en mai 1937 lorsque le parti communiste espagnol fera passer sa dictature quasi-absolue par un socialiste terne et autoritaire : le docteur Negrin.

Car pendant les opérations militaires, les manœuvres politiques continuent. Il s'agit pour Largo Caballero de s'imposer en s'appuyant sur les anarchistes pour contrebalancer les communistes, et inversement : un jeu qui aurait été délicat pour un politicien plus adroit que lui, et qu'il ne maîtrisera jamais. Pour les communistes, l'objectif est de constituer une armée nationale qu'ils domineraient par le nombre. Pour Largo Caballero, mettre fin à l'autonomie des milices anarchistes est également un objectif. C'est donc sur cette politique que s'établit la convergence. Mais pour Largo Caballero, qui voudrait aller vers l'armée nationale tout en s'alliant politiquement avec les anarchistes sur d'autres terrains, la contradiction est majeure. Elle est d'autant plus insurmontable que, parallèlement aux offensives politiques contre les milices anarchistes et contre les fermes collectives, le gouvernement Caballero, lance une campagne de critique des pratiques autogestionnaires mises en place par les anarchistes en matière de production industrielle. Comme il arrive souvent, Caballero est en réalité en train de saper sa propre position et de faire le lit de son successeur, qui sera comme d'habitude un opposant de sa politique et de sa philosophie politique au sein même de son équipe gouvernementale. Le coucou dans le nid du socialisme socialiste de Caballero, encore réconciliable avec les idéaux libertaires et révolutionnaires de juillet 36 n'est autre que son ministre des Finances Juan Negrin, appuyé par le Parti communiste espagnol en raison de ses deux qualités principales : l'hostilité au peuple et à sa spontanéité disruptive, et l'absolu manque de charisme qui en fait un jouet docile pour une organisation militarisée et pyramidale comme le parti communiste espagnol, pure courroie de transmission des consignes soviétiques transmises par les agents de l'Internationale.

Aux anarchistes expropriateurs et collectivistes, Negrin et les communistes opposent d'un commun accord l'opportunité de ficher la paix aux propriétaires terriens grands et

petits qui ne sont pas partis chez Franco – ce qui peut sembler raisonnable – mais aussi, ce qui ressemble davantage aux errements soviétiques de la NEP et de la contre-NEP, la nécessaire organisation planifiée par l'État de la production en temps de guerre. Et dans l'immédiat, ils entendent nationaliser les entreprises saisies par les ouvriers dans la période révolutionnaire.

Démontrant sa véritable haine et son profond mépris du peuple révolutionnaire espagnol, qui méritait mieux en dépit de ses incohérences et de ses excès, Negrin, cité par Burnett Bolloten, expliquera : *«Quand la guerre a éclaté, les comités de travailleurs, souvent anarchistes, se sont emparés des usines. Ils se sont payés en salaires tout le produit des ventes. Maintenant, ils n'ont plus d'argent. Ils viennent me trouver pour payer leurs frais courants et leurs matières premières. Nous allons profiter de leur embarras pour prendre le contrôle des usines»*. Alors, la nationalisation communiste s'opposera à la socialisation anarchiste, et rendra irréconciliables les deux moitiés de l'antifascisme espagnol, sans qu'il soit établi que la production de guerre en ait beaucoup bénéficié. Mais la posture anti-anarchiste précoce de Negrin lui vaudra la sympathie du Parti communiste, et sa nomination comme Premier ministre en mai 1937.

Ce dernier cri le montrait, poussé dans le journal *Nosotros* par un membre de la *Colonne de Fer*, dans le camp républicain, les choses allaient mal se passer : *«Qu'on nous appelle colonne, bataillon ou division, la Révolution, notre révolution Anarchiste et prolétarienne, à laquelle nous avons ajouté des pages glorieuses depuis le tout premier jour, nous commande de ne pas livrer nos armes et ne pas renoncer au groupe solidaire que nous avons constitué jusqu'à présent »*. Et la défaite était au bout du chemin : mais pas, comme le véhicule l'historiographie bourgeoise, exceptionnellement séduite par les positions antimilitaristes et anticapitalistes radicales des anarchistes espagnols, en raison de la sottise et de la cruauté stalinienne. Comme il est de règle dans une révolution, et c'était une révolution, aucun des partis en présence ne fut en réalité capable de renoncer à la lutte politique pour donner la priorité à la résistance contre les armées franquistes.

A la mi-décembre, à peine réglée l'affaire de la route de la Corogne, les anarchistes sont pris comme dans une pince, des deux côtés à la fois. Dans un début d'offensive contre l'autonomie militaire des milices anarchistes d'une part, Largo Caballero, sous la pression communiste, prend un décret stipulant que les troupes non militarisées ne recevront plus de subsides de l'État. De son côté, dans le but d'appuyer la campagne en faveur d'une armée nationale, le parti communiste dissout sa grosse unité militaire, le **Cinquième régiment**, qui, loin d'être un simple régiment atteint alors un effectif d'environ 60 000 hommes, presque tous communistes. Cette dissolution est en réalité un simple redécoupage des effectifs aboutissant à des unités où les autres éléments sont intégrés. Il y a désormais 32 brigades de troupes majoritairement communistes, dont les

cinq brigades internationales, le tout représentant les meilleures troupes de la République. Le général communiste **Enrique Lister**, est mis à la tête de la première '**brigade mixte**', et quatre autres brigades mixtes reçoivent un commandement communiste, le tout étant réputé constituer le noyau dur de l'armée nationale. C'est à cela que les miliciens anarchistes devront s'agréger, en acceptant les principes de commandement, qui sont traditionnels au possible.

Sur ce, les fascistes, qui ne font pas de politique, attaquent Boadilla le 16 décembre. Ils se heurtent aux 11ème et 12ème Brigades internationales. Ses troupes étant organisées en quatre colonnes d'assaut, le général Mola parle de '**cinquième colonne**' pour désigner ses partisans à l'intérieur de la ville : et l'expression devient générique pour désigner l'ennemi de l'intérieur. Dans le camp républicain, l'espionnite va faire de nombreuses victimes dans les milieux conservateurs, avant de justifier la liquidation mutuelle des partis concurrents du camp républicain. On manquera des occasions et on perdra des batailles plutôt que de soutenir les initiatives de l'autre clan, du général que l'on vise à faire limoger, ou du ministère dont on souhaite la chute.

C'est dans ce genre de guépier que va se mettre l'écrivain britannique Eric Blair, alias **George Orwell**. Parti pour l'Espagne le 15 décembre 1936 pour prendre part à la lutte contre Franco, il s'engagera le 30 dans la milice du POUM - par hasard, expliquera-t-il, mais ce n'est certainement pas par hasard qu'il n'avait pas adhéré au parti communiste. Dans **Homage to Catalonia**, Orwell décrit un enthousiasme révolutionnaire dont à cette date il a difficilement pu être témoin, car l'enthousiasme était retombé, et avait été remplacé par une triste ambiance de guerre, mais dont on peut supposer qu'il a reçu le témoignage. Orwell décrira aussi, en contraste et cette fois en se fondant sur son expérience personnelle, le retour à l'ordre bourgeois inégalitaire qu'il constatera avant son départ précipité du pays en juin 1937, puisque le hasard l'avait mis dans le camp des vaincus.

En venant en Espagne, George Orwell laissait derrière lui une Angleterre où la vision étriquée des intérêts britanniques qui caractérisait la majorité conservatrice de Baldwin, puis de Chamberlain après lui, ne serait balayée qu'après le fait de l'agression hitlérienne à l'Ouest, par la révolution churchillienne du 10 mai 1940. Prologue lointain de cette révolution : l'affaire Wallis Simpson éclate en octobre 1936, provocation politique contre le roi Edouard VIII sans doute plutôt qu'affaire purement privée, familiale et mondaine, la véritable origine du scandale étant la réaction des milieux antifascistes et patriotes anglais contre le pro-nazisme du roi et de son entourage anglais et américain.

Avec l'abdication d'Edouard VIII, Hitler perdait un ami. L'ex-monarque désormais simple **duc de Windsor**, viendrait lui rendre visite au *Berghof* en octobre, et Hitler confierait à son mémorialiste **Henri Picker** à quel point il regrettait l'abdication du duc,

qui avait signalé dès sa montée sur le trône en janvier 1936 son désir de voir l'Angleterre s'entendre avec l'Allemagne. Au lieu de cela, l'Angleterre menaçait de s'associer aux Etats-Unis décadents, dominés par les Juifs, rongés par le bolchévisme, dirigés par un dément depuis l'élection de Roosevelt, et donc incapables de participer utilement à la fondation d'un nouvel ordre mondial. Et avec la France, qu'il faudrait briser.

En France, la situation pourrait, du point de vue hitlérien, être pire. Daladier a bien été pris en main, et n'entend pas gêner les ambitions nazie. C'est un homme raisonnable, et s'il jouit de l'appui communiste dans le stupide jeu parlementaire de la Troisième république finissante, il ne fait aucune concession en retour. Il termine et couronne son année de '*défense de la république, de la justice sociale et des libertés*' par une loi sur l'arbitrage des conflits du travail qui rend en pratique la grève illégale. C'est la réponse de la bourgeoisie aux propositions communistes de front antifasciste. Face à cela, opposant d'inlassables avances à des partenaires socialistes et radicaux systématiquement hostiles, le parti communiste aura, jusqu'à Munich, pour politique de maintenir le *Front populaire* en état de survie artificielle, tout en recevant des coups de plus en plus dommageables de la part de ses supposés partenaires. Entre juin 36 et septembre 39 on ira par un glissement progressif de l'alliance au parlement à l'interdiction du parti communiste et à l'emprisonnement de ses militants.

En Espagne, ce sont les anarchistes qui auront le dessous. Le 27 décembre 1936, **Jeronimo Bugeda**, bras droit de Negrin au ministère des Finances, cité par Burnett Bolloten, prononce devant un auditoire de carabiniers un discours prémonitoire de la *guerre civile dans la guerre civile* qui sanctionnera l'échec politique de Largo Cavallero : « *Vous êtes les gardiens de l'État dont l'Espagne entend se doter. Les rêveurs qui croient possible une situation de désordre, d'indiscipline sociale et de laisser-aller se trompent totalement, car l'armée du peuple, tout comme vous autres carabiniers, qui êtes une partie glorieuse de cette armée, saurez l'empêcher* ». Mais sans attendre les anarchistes dénoncent la situation qui veut que les carabiniers, dotés du meilleur armement, restent à l'arrière alors que leurs milices qui tiennent le front sont dénuées de tout. Les anarchistes comprennent que cette pratique correspond à une politique tournée contre eux. C'est une situation dont George Orwell sera témoin et qu'il décrira avec indignation, la présentant en contraste avec l'atmosphère égalitaire et fraternelle des premiers temps de la révolution catalane. Les anarchistes voient progressivement leurs forces de police spécifiques démantelées par la police d'État, dans laquelle les communistes prennent des positions déterminantes.

Pendant ce temps, dans le camp de Franco on ne fait pas de politique, mais on fait la guerre. C'est le lendemain que débute l'offensive nationaliste sur Andujar. Andujar est défendue par la 14ème Brigade internationale, alors commandée par Jules Dumont, que

nous verrons sans doute réapparaître dans ce récit. A la suite d'un Conseil de guerre expéditif, le chef du bataillon '*la Marseillaise*', **Gaston Delasalle**, est condamné à mort et exécuté sommairement en raison de la mauvaise tenue au feu des ses hommes. C'est surtout à André Marty, décrit par l'historiographie et le journalisme anticommunistes comme '*le boucher d'Albacete*' que l'on reprochera des méthodes disciplinaires imitées des armées bourgeoises régulières. Nous reverrons ces deux là dans l'action par la suite. Et, sans que cela ait le moindre rapport établi, c'est aussi ce jour là qu'à Palmyre, le père de Jacques d'Andurain est poignardé par un mystérieux assassin. Dans l'intention de le venger, Jacques d'Andurain emprunte alors à sa mère son Browning 6.35. Celui dont son père disait : « *C'est une arme très dangereuse. Tout ce que tu peux faire avec ça, c'est de blesser ton agresseur et de le rendre furieux* ».

12. Exacerbation de la lutte des classes

Le 28 décembre 1936, le père de Jacques d'Andurain a été frappé de dix-sept coups de couteau par un mystérieux assassin. Depuis ce jour, le jeune homme ne croit plus guère à la sécurité collective, et ne quitte plus de l'œil le pistolet 6.35 de sa mère : une arme dont le rôle est relativement méconnu, mais qui mérite d'entrer dans la légende.

Vient 1937. A Paris, cherchant la respectabilité dans la ligne du front populaire antifasciste, le Parti communiste demande aux jeunes filles des Jeunesses communistes de se séparer des garçons. Maroussia Naïtchenko devient, à quatorze ans, responsable de la nouvelle organisation : les Jeunes Filles de France, pour le 7ème arrondissement. Elle fait la connaissance de Danielle Casanova et de Marie-Claude Vaillant-Couturier.

Mais ce ne sont ni les aristocrates communistes ni les jeunes communistes en socquettes qui vont faire la politique de la France, et la république espagnole ne pouvait pas espérer d'aide de ce côté là des Pyrénées. Un incident qui tenait à la fois de la farce et de la tragédie vient à point le 25 janvier 1937 pour rappeler à quoi ressemble l'air du temps dans les cercles fortunés et influents au pays de toutes les révolutions : c'est l'assassinat de **Dimitri Navachine**. Cet événement met en lumière les menées occultes et les règlements de comptes à la manière de la pègre qui se développent dans la **Synarchie**, organisation factieuse des milieux patronaux construite pour la lutte contre le mouvement syndical, les partis politiques se réclamant de la *gauche*, et visant à l'instauration d'un pouvoir autoritaire en remplacement de la république bourgeoise. La

synarchie regroupe des personnalités économiques de premier plan qui sont dès avant la guerre en relation avec les services nazis en France chapeautés par Knochen, comme le directeur de la Société Générale Henri Ardant, le secrétaire de Laval, Jacques Guérard, le patron de presse Raymond Patenôtre, les industriels Eugène Schueller de *Mon Savon*, Jacques Lemaigre-Dubreuil des *Huiles Lesieur*, François de Wendel, André Dubonnet, Louis Renault, François Peugeot, François Dupré représentant la maison *Ford* mais qui devait surtout se distinguer dans le trafic des chevaux de course avec les Allemands, Hyppolite Worms, Gabriel Leroy Ladurie, et Marcel Boussac. Toute cette mouvance attend l'occupation allemande avec impatience pour mettre fin aux complications et empêchements du régime parlementaire, la débarrasser définitivement de ses adversaires et faciliter ses affaires. Prenant ses modèles dans le fascisme européen, la synarchie va par la suite se doter d'une organisation formelle et capable d'actions armées coordonnées : **la Cagoule**. On comprend qu'en face de forces de cet ordre, la marge de manœuvre des politiciens médiocres qui se disaient et parfois même se croyaient républicains, comme Daladier, Blum et Reynaud, était réduite.

Partout en Europe, les fascistes étaient au pouvoir, ou accrochés aux basques du pouvoir. Les antifascistes purs, ceux qui n'étaient à peu près que cela, étaient rares. Des individus sans parti, sans influence et sans voix. En janvier 1937 George Orwell monte en ligne à Alcubierre, sur le front d'Aragon. Cet engagement personnel intervient dans un contexte de relative démobilisation de la population catalane. De retour en Espagne le 13 janvier, Franz Borkenau notera à la fois l'attédissement de la révolution espagnole et un certain redressement de la situation militaire : ce qui répond assez logiquement à l'application de la stratégie communiste. Il témoignera : « *La guerre elle-même s'est éloignée. A Valence [...] un haut fonctionnaire du gouvernement me dira, avec une certaine amertume dans la voix : 'Mais les Catalans en sont pas en guerre.'* » Du coup, je comprends ce que visait mon oncle Villelongue, cheminot communiste et catalan, né vers 1920, lorsqu'il répétait encore dans les années soixante : « *Ils étaient cinq-cent mille à Barcelone à gueuler 'no pasaran'.* »

L'immobilisme du front d'Aragon, dont Orwell sera témoin, a des causes politiques sérieuses, mais qu'il n'est pas placé pour saisir : les milices anarchistes sont militairement inefficaces et depuis les revers de novembre 1936 les anarchistes le savent, mais elles leur sont politiquement indispensable. Ils sont incapables de mener eux-mêmes à bien la réforme des méthodes de commandement qu'ils savent nécessaires, mais ils ne peuvent pas non plus se permettre de perdre le contrôle sur leurs troupes que représenterait l'intégration des milices à l'armée populaire unifiée voulue par Madrid, créée sur le papier le 10 octobre 1936 et en cours de formation depuis décembre avec la dissolution du *Quinto regimiento* communiste. Les milices sont, pour les chefs et les militants anarchistes, profondément engagés dans des pratiques violentes, et dont le soutien populaire s'affaiblit peu à peu, une assurance-vie contre

leurs ennemis à l'intérieur de la république : communistes et socialistes de droite, qui veulent leur marginalisation et ne reculeront pas devant une épuration sanglante. Communistes, anarchistes, socialistes sont dans la république comme trois scorpions enfermés dans une bouteille. L'armée de milices qui tient le front d'Aragon est pour les anarchistes la garantie de leur survie politique face à leurs adversaires socialistes et communistes. Seuls les nouveaux revers à venir les convaincront de consentir à son intégration à l'armée nationale, qui annoncera leur mise au pas brutale au mois de mai suivant.

La question qui se pose est de savoir au profit de qui se fera le recul de l'influence anarchiste. Il apparaît dès ces moments précoces que ce sont les communistes qui ont la meilleure capacité manoeuvrière, les meilleurs atouts, et qui font le plus de progrès. A Madrid, Santiago Carillo, dissimulant son passage au parti communiste, et opérant depuis l'intérieur du parti socialiste, convoque un '*congrès d'unification*' qui fait en pratique du mouvement des *jeunes socialistes* un mouvement des *jeunes communistes*. Avec cette expérience réussie, le parti communiste se mit à voir plus grand, et à rechercher une fusion avec le parti socialiste aboutissant à former un ensemble sous hégémonie communiste : '*un grand parti unique de la classe ouvrière espagnole*'. Dans le même temps, en Catalogne, le PSUC, en réalité dominé par les communistes, bénéficie du ralliement de la petite bourgeoisie effrayée par les excès des anarchistes. Aussi, alors qu'anarchistes et socialistes se promettent réciproquement de s'exterminer dès que les circonstances s'y prêteront, c'est finalement autre chose qui se passera au mois de mai, où l'on verra le parti communiste se débarrasser à la fois des anarchistes et de Largo Caballero.

La tactique est celle de la modération et de la séduction des milieux les plus bourgeois – c'est à dire de ceux au moins qui ne sont pas sauvés chez Franco. Des signes de tact et de modération en terre étrangère sont d'autant plus nécessaires que, même si l'on se sent peu concerné dans l'occident capitaliste, les brutalités les plus inquiétantes se déroulent à l'est. Le second procès de Moscou, dit du '*Centre antisoviétique trotskyste de réserve*' s'ouvre le 23 janvier 1937. Piatakov en sera la victime la plus célèbre. Mais en Espagne, si le sectarisme communiste et la détermination à prendre en main sans partage le destin de la république ne font rétrospectivement aucun doute pour l'historien, il n'est pas question en revanche de révolution sociale, et l'on est par ailleurs enclin à prendre les adversaires un par un. Le Parti communiste espagnol, conseillé dans ce sens par ses mentors soviétiques, fait savoir avec insistance et à de multiples occasions qu'il a pour seul but de guerre de sauver la république parlementaire bourgeoise, et qu'à ses yeux il n'y a pas et il n'y aura pas de révolution en Espagne. **Santiago Carillo**, qui vient de réussir l'opération de dissolution des *Jeunesses socialistes* au profit d'un mouvement nouvellement créé des *Jeunesses communistes*, donne de préférence les justifications tactiques de ce choix. Cité par Burnett Bolloten, il

écrit : « *Les gouvernements démocratiques et bourgeois dans le reste du monde ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays* ». Mais nous savons par de multiples exemples que les partis communistes sont partout des partis d'ordre appuyés sur la police. Que leur nature thermidorienne est une constante caractérielle. Que le léninisme, dans l'histoire du communisme, fut une exception.

Sur le chemin d'une république espagnole d'ordre et de répression, le parti communiste rencontre un compagnon de route qui s'accorde avec lui sous ce rapport : et c'est le parti socialiste, à l'intérieur duquel Largo Caballero et sa tendance guchiste représentent eux aussi une exception. Cela se voit aux premières difficultés. La question des subsistances qui est devenue aigüe dans les villes en raison des politiques hostiles à la paysannerie est traitée au détriment des plus pauvres. En Catalogne, la libéralisation totale du commerce des farines par le nouveau ministre du ravitaillement de la Generalitat, le socialiste de droite Juan Comorera, entraîne immédiatement une crise frumentaire à Barcelone. Les émeutes de la faim sont réprimées par la violence. La même chose se produira au sud. A la mi-février, le pain, la viande et le sucre allaient se faire rares à Valence, et le gouvernement allait demander officiellement aux habitants de s'abstenir de pain pendant trois jours pour pouvoir nourrir les réfugiés chassés de Malaga par les hordes franquistes. Là aussi, le pouvoir enverra la police, et c'est tout. Au début mars, le pain sera rationné à Madrid. Au printemps 37, notera Miquel Mir, la disette commence vraiment à se faire sentir. Le gouvernement usera de propagande et conseillera de petits expédients : que chaque famille prenne une poule et elle aura au moins un oeuf par jour à manger. La moindre plate-bande sera mise en culture. Les lentilles remplaceront le pain. *Les bonnes lentilles du docteur Negrin* deviendront proverbiales. On commencera à constater des désertions sur le front.

A Barcelone, les élections municipales sont supprimées. Une campagne anti-anarchiste répond aux protestations. Le Parti socialiste unifié de Catalogne, en réalité manipulé par des communistes qui l'ont infiltré, fait apposer dans les rues de Barcelone une affiche sur laquelle on peut lire : « *Moins de paroles ; moins de comités ; davantage de pain ; tout le pouvoir à la Généralité* ». Incapables de soutenir le débat face à la population affamée, les anarchistes en sont réduits à approuver la réforme.

Ce n'est pas la seule déroute en cours. Car pendant ce temps, le général Orgaz attaque à nouveau dans le secteur de Pozuelo. Nous sommes le 3 janvier 1937 et les troupes républicaines reculent en désordre. Le 7, pour éviter une percée nationaliste le général Miaja fait venir la 14ème Brigade internationale, encore elle, du front de Tolède. Les communistes allemands du bataillon Thaelman se sacrifient à Las Rozas. Il semble que ce soit à la suite de ces combats que le chef anarchiste **Cipriano Mera** se convertira à la nécessité de revenir sur les principes de fonctionnement libertaires dans la milice, puisqu'il écrira : « *C'est après la capture d'Aravaca et de Pozuelo que toutes mes idées*

concernant la discipline et la militarisation ont été ruinées [...] Le sang versé par mes frères dans le combat m'a fait changer d'avis. J'ai compris que si nous ne voulions pas être définitivement vaincus, il nous fallait construire notre propre armée. Une armée aussi puissante que celle de l'ennemi. Une armée disciplinée et efficace, organisée pour la défense des travailleurs. Après cela, je n'ai pas hésité à recommander à nos combattants de se soumettre à de nouveaux principes militaires ».

Il y a aussi des ré-évaluations et de la reprise en main du côté communiste. Rappelé à Moscou à la suite de la mauvaise passe stratégique, qui lui est imputée – à moins que ce soit au contraire à cause de ses succès antérieurs - le 'général Kléber' (en réalité Manfred ou Lazar Stern) y est accompagné par André Marty. Par exception, il survivra à ce moment difficile, mais, renvoyé en Espagne pour y servir encore, il ne sera plus autorisé à se faire remarquer de façon aussi éminente, ni dans un sens ni dans l'autre. Le parti et son chef n'aiment ni les chefs inefficaces, ni les personnalités qui déclenchent l'enthousiasme des foules. Contrairement à la légende plus tard véhiculée par les Krouchtcheviens, Staline était hostile au culte de la personnalité, tout du moins tant qu'il s'agissait de personnalités vivantes. Il préférerait être seul juge du mérite des uns et des autres.

Pozuelo avait été un revers inquiétant, mais c'est au sud qu'eut alors lieu le plus grand désastre pour la république. Car le 13 janvier, alors que Franz Borkenau entamait son second séjour espagnol, débuta l'offensive nationaliste sur **Malaga**. Les historiens, dont le consensus découle souvent du fait qu'ils se copient les uns les autres, notent la participation du **Corps de Troupes Volontaires** italien, dont cela aurait été le premier engagement. Sceptique, Borkenau affirme n'avoir pas vu trace de prisonniers italiens avant **Guadalajara** en mars suivant : mais ce qui ne fait pas de doute, c'est la réalité de l'aide italo-allemande. De façon déterminante, l'aide militaire des puissances de l'Axe comportait des armements modernes ignorés des Espagnols : automitrailleuses et aviation de bombardement. En outre, la marine nationaliste s'était trouvée renforcée du cuirassé de poche **Graf Spee** qui s'était mis à bombarder les agglomérations côtières andalouses. Du côté républicain, on assistera aux premières interventions des chasseurs russes, mais qui ne réussiront pas, en dépit de leurs bonnes prestations, à rétablir la situation. A Malaga, la défense, par les milices anarchistes, fut pratiquement impossible à organiser étant donné la situation géographique de la bande côtière andalouse, et quasiment inexistante. A quoi s'ajouta la trahison du **colonel Villalba** qui s'abstint en pratique de défendre la ville et en sera ultérieurement récompensé par un rapide pardon de Franco après la victoire nationaliste. Franz Borkenau, qui a rencontré Villalba, ne l'identifie pas comme traître, mais sent bien le problème : « *C'était certainement le dernier homme à nommer pour tenir le front de Malaga. Pour lui tout s'interprète en termes strictement militaires, alors qu'il n'a pas à sa disposition les moyens militaires mais uniquement les forces d'un mouvement populaire.* » Le résultat sera que la

population de Malaga ne participera que très peu à la défense de la ville, principalement assurée par des milices mal armées et mal commandées. Encore une pierre dans le jardin des anarchistes.

A Malaga, le colonel félon **José Villalba** a sonné la retraite générale dès les premiers engagements sans ébaucher la moindre contre-attaque, écrira en substance Franz Borkenau. La décision d'évacuation avait donné le signal d'une déroute totale, suivie d'un massacre. Outre la trahison, le désastre était dû à des insuffisances multiples et généralisées des forces armées républicaines, mais elle manifestait entre autres choses l'insuffisance du système des milices de volontaires favorisé par les anarchistes et cela renforçait la position politique du parti communiste qui entendait bien exploiter l'occasion, en commençant par faire limoger les officiers qui s'opposaient à sa pénétration de l'armée. A Madrid, le plus important d'entre eux, le *Secrétaire à la Guerre* **Asensio Torrado**, proche de Largo Caballero et honni des communistes, est sur la sellette : mais son élimination n'avait aucune chance d'améliorer la performance de l'État-major.

Malaga mettait en lumière les causes, qui allaient perdurer, de l'incapacité militaire républicaine. Il y avait l'impossibilité, qu'illustrait la personnalité du colonel Villalba, de donner à l'armée un commandement efficace et loyal, comprenant les nécessités d'une résistance populaire. Il y avait ensuite les dissensions intestines, car au moment même où la défense de la ville était laissée sans moyens, les partis en lutte à Valence y maintenaient des effectifs importants pour se défendre les uns des autres. Georges Orwell notera lui aussi, dans un autre secteur, le contraste choquant entre la prestance et l'armement des polices de l'arrière – en réalité les milices privées des factions – et la misère à tous les niveaux des troupes de l'avant.

C'est la guerre civile dans la guerre civile qui empêche de soutenir la guerre civile dont se souviennent un peu les historiens. Franz Borkenau conclut : « *La république espagnole a payé par la chute de Malaga la décision qu'avait prise l'aile droite de mettre un terme à la révolution sociale et la volonté arrêtée de l'aile gauche de tout mettre en œuvre pour s'y opposer* ». Le problème résidait dans la nature des trois camps (au moins) qui s'affrontaient, et ce n'était pas tout d'en finir avec l'inefficacité des milices : cela n'aurait été que la partie négative de la tâche consistant à mettre sur pied d'une véritable armée. En somme, la question n'était pas seulement et banalement que des forces s'opposaient, mais que les termes mêmes du conflit de doctrine politique à l'intérieur du camp républicain se traduisaient directement en incapacité pratique de mettre une armée sur pied. Une armée républicaine faite d'anarchistes, de communistes et de socialistes encadrés par des officiers compétents et dévoués était une chimère.

La venue au réalisme des chefs anarchistes - puisqu'il y en avait et puisqu'ils avaient évolué en raison des désastres subis - aboutit à une coupure dans le mouvement entre les

éléments idéalistes et la frange sauvage, en continuité avec la délinquance apolitique, qui prônait la *'récupération individuelle'* et pratiquait la liquidation physique des gros et petits possédants aux fins d'enrichissement personnel. Franz Borkenau explique : « *A l'issue de la crise de novembre, la direction anarchiste a décidé d'apporter son concours à la lutte contre les 'incontrôlables'. [...] Cuenca, jadis place forte anarchiste, est devenue une ville UGT modèle. Le même scénario a dû se reproduire dans des dizaines et des dizaines d'endroits : une offensive anarchiste menée sans grande conviction induisant une vigoureuse contre-attaque des communistes, de l'UGT et du gouvernement, appuyés par les nouvelles forces morales et matérielles que représentent les Brigades internationales, l'aide et l'encadrement russes, les aviateurs russes. Avec pour résultat invariable le renforcement en force matérielle des communistes ; le ralliement à ces mêmes communistes de tout l'élément non prolétarien et le coup d'arrêt donné à la poussée anarchiste. Les anarchistes ont encore pour eux les éléments déjà acquis à leur cause avant le 19 juillet, et c'est à peu près tout.* »

Au total, la victoire communiste non seulement sur les anarchistes, mais aussi sur toutes les autres organisations républicaines, que l'on attribue parfois entièrement à l'usage de la terreur fut acquise en raison de position réalistes, qui tenaient compte de la sociologie réelle du pays républicain : soit par une vision politique plus intelligente, jointe à davantage d'adresse dans la manœuvre. En réalité, la lutte intestine entre factions républicaines avait commencé dès juillet 36, alors que l'organisation communiste était embryonnaire, et au début de 1937, il opposait les anarchistes à tous les autres, mais aussi tous les autres entre eux. Les anarchistes une fois mis sur la défensive avec la défense de Madrid et l'arrivée des Brigades et des conseillers soviétiques, une seconde partie, probablement plus décisive, de la *guerre civile dans la guerre civile*, allait opposer les communistes aux socialistes de gauche gouvernementaux de Largo Caballero. Car dans un premier temps, la base socialiste elle aussi restait en partie fidèle aux positions radicales qui étaient aussi celles de la gauche socialiste en 1936 et s'insurgeait contre les réformes droitières impulsées par les communistes, avec un slogan : « *Nous ne sommes pas des moutons* ».

Le parti communiste réagit alors avec souplesse, soulignant le caractère socialement avancé des politiques concrètes suivies. Et la victoire politique communiste, plutôt que de s'être décidée brutalement par un *'coup d'Etat'*, que certains dénonçaient à l'avance, se fit en plusieurs étapes, dont les événements du printemps 1937 ne furent que le temps fort le plus spectaculaire. Le « coup d'Etat » communiste dont Franz Borkenau signalait la menace permanente prendra finalement la forme insidieuse d'un changement de gouvernement d'apparence régulière et purement politique, ce qui permettra au parti communiste de faire perdurer, vis à vis de l'étranger, la fiction d'un ordre républicain normal seulement menacé par une conspiration fasciste.

Il semble faire partie des lois de la sociologie que les défaites des armées renforcent les polices, et l'ordre républicain s'était dès 1937 mué en ordre totalitaire. Frank Borkenau allait en tâter directement quelque chose. Il était arrivé à Valence, de retour de Malaga, où les fascistes feront leur entrée le 7 février, juste à temps pour prendre connaissance de l'offensive nationaliste sur le **Jarama**, qui en était la suite logique puisqu'elle résultait de la stratégie franquiste d'envelopper Madrid par le sud en la coupant de Valence. Peu après son retour il allait être arrêté une première fois par une équipe de police irrégulière, contrôlée ou non par le parti communiste, mais s'en réclamant.

Sur le terrain, une percée déterminante avait été effectuée le 11 par le bataillon Barron de l'armée nationaliste au Puente de Pindoque, pont ferroviaire sur le Jarama de la ligne Vaciamadrid-San Martin de la Vega. Ce pont est tenu par le bataillon Marty. L'opération prendra fin le 26 sur un demi-échec à nouveau, après que les franquistes aient progressé notablement, quoique sans réussir à percer les lignes républicaines et à couper la route de Valence. On a pu dire que le désastre initial du camp républicain était à assigner au limogeage récent du général Kléber, qui n'avait pas été efficacement remplacé. Comme ailleurs c'était la désunion du camp républicain qui était en cause, mais ce n'était pas une chose à dire. A Borkenau on reprocha des propos critiques sur la ligne communiste pour lesquels il avait été dénoncé, et sa mésaventure lui inspira une réflexion approfondie sur les stades de la terreur en situation révolutionnaire, qui est de portée générale, mais qui décrit aussi l'histoire de la révolution espagnole.

Le 19 février, peu après être sorti des griffes des diverses polices qui sévissaient dans la zone républicaine, Franz Borkenau dut quitter l'Espagne où sa présence devenait risquée avec la montée de ce qu'il nomme '*une police politique totalitaire*' communiste. Il réussit à se glisser à travers les mailles du blocus franquiste sur un navire britannique qui faisait la liaison avec la France, au moment où Valence subissait son premier bombardement aérien. Cette fois, il ne devait plus jamais revenir en Espagne, mais il ne cessa pas de suivre les événements ultérieurs, comme la bataille de Guadalajara qui commencera le 8 mars suivant, depuis la France, et il ne cessa pas d'approfondir son analyse avec les éléments de compréhension acquis sur le terrain jusque là.

A tête reposée, après être arrivé à Sète le 25 février, Borkenau déduisit de ce qu'il avait vu une théorie de la terreur révolutionnaire. Il distinguait : *la terreur populaire de masse*, qui s'en prend de façon indiscriminée à l'ennemi de classe dans les premiers temps de l'éruption révolutionnaire, puis *la terreur des tribunaux révolutionnaires*, qui vise à éliminer les agents contre-révolutionnaires dans le cadre d'une reprise en main du cours de la révolution par les chefs révolutionnaires, et enfin *la terreur idéologique partisane*, qui pourchasse les dissidents idéologiques à l'intérieur même du camp révolutionnaire lorsque le régime issu de la révolution s'est consolidé. Ses propres déboires avec les diverses polices auto-désignées qui rôdent dans les rues de Madrid,

Valence et Barcelone lui font dès février 1937 diagnostiquer que l'Espagne républicaine en est arrivée à ce stade ultime, typique de l'Union soviétique depuis la mort de Lénine et entrée en phase meurtrière aigüe depuis l'assassinat de Kirov. Une phase que Thermidor avait épargné à la révolution française. Borkenau, précurseur, applique à la situation espagnole le qualificatif de « *totalitaire* » et note la montée d'une violence intestine dans le camp républicain comparable à celle qui existait entre fascistes et républicains avant le *pronunciamento*, avec des assassinats anarchistes et des exécutions extra-légales de la part des communistes, ainsi que le règne des rumeurs et de la propagande. Puis il élargit son propos et lui donne une portée générale de philosophie politiques : « *L'affrontement entre le principe révolutionnaire et le principe non révolutionnaire, incarnés respectivement par les anarchistes et les communistes, est inéluctable [...] Mais dès lors que la presse n'est pas même autorisée à l'évoquer, [...] l'antagonisme politique, au lieu de se manifester à travers un débat public, [...] se manifeste par les intrigues de couloirs, les assassinats commis par des hommes de main anarchistes, les meurtres légaux de la police communiste, les allusions voilées, les rumeurs diverses.* » Un tableau précis d'une situation dont l'histoire telle qu'elle s'est par la suite écrite s'est peu fait l'écho, et qui fut une constante de la vie quotidienne dans l'Espagne républicaine, du début jusqu'à la fin régime chaotique, régime d'arbitraire policier, et sur la fin régime stalinien sur le modèle instauré après 1935 de la terreur permanente. La disparition après mai 37 des brigades anarchistes, qui assassinaient un peu trop au hasard, ne se traduit pas à un adoucissement des moeurs dans la république, mais seulement par une canalisation de la violence dans le sens d'une utilisation plus rationnelle, car elles furent remplacées par un *Service d'Investigation Militaire*, ou **SIM**, créé le 9 août, dont les experts venus de Russie introduisirent des méthodes de torture raffinées pour faire avouer leurs crimes aux suspects de franquisme, d'anarchisme, de trotskysme, ou de fractionnisme de tendance. Des camps de rééducation seront créés à l'initiative de Palmiro Togliatti, et une heure de discussion politique quotidienne sera instituée dans l'armée.

L'histoire a surtout retenu l'antagonisme féroce entre communistes et anarchistes, belle image d'Epinal qui a le mérite de remonter aux origines du mouvement ouvrier et aux grands ancêtres Marx, Bakounine et Proudhon, mais l'histoire de la guerre civile dans la guerre civile espagnole ne s'écrit pas aussi simplement. Car le premier obstacle du point de vue du parti communiste cherchant à installer son hégémonie était le socialisme de gauche de Largo Caballero. Un socialisme socialiste : une anomalie et un scandale, tant partout ailleurs en Europe les partis dits '*socialistes*', ou les '*social-démocraties*', avaient toujours été et seraient toujours des moyens de mettre les aspirations populaires au service du statu quo.

En février 1937, des bruits de crise ministérielle avaient commencé à courir, Largo Caballero devant être remplacé par Indalecio Prieto ou Martinez Barrio. Les ennemis de

Caballero allaient mettre trois mois pour parvenir à leurs fins. Dans un premier temps l'opposition des anarchistes aux manœuvres opérées contre lui le protégeait car ils savaient que son remplacement signifierait un glissement à droite, et étaient particulièrement hostiles à une montée au pouvoir d'Indalecio Prieto. D'ailleurs, la campagne contre Caballero se jouant indirectement, c'était surtout la critique des méthodes anarchistes qui se faisait de plus en plus acerbe et répétitive, Caballero étant surtout accusé de ne pas savoir y mettre fin. De son côté, faisant taire ses scrupules unitaires et au risque d'étaler aux yeux des démocraties l'état de décomposition de la république espagnole et la division des forces antifascistes, Largo Caballero contre-attaquait et dénonçait, sans nommer la direction communiste, mais de façon transparente, les menées secrètes de la subversion dans le camp républicain : « *Tout un appareil s'est immiscé entre le peuple et le gouvernement, pervertissant la conscience de nombreux individus et encourageant les appétits les plus sombres, un appareil qui travaille consciemment ou inconsciemment – les deux je crois – contre notre cause* ». Caballero décrivait ici véridiquement le mouvement de dictature bureaucratique qui s'était produit avec le consentement de tous les partis, y compris les anarchistes, dans la république espagnole, et son manifeste fut – à juste titre - pris comme une déclaration de guerre par le Parti communiste.

La chute de Malaga le 7 février fut l'occasion de la rupture ouverte entre Largo Caballero et l'allié soviétique, lorsque l'Espagnol, rendu furieux par l'insistance avec laquelle l'ambassadeur **Marcel Rosenberg** exigea le renvoi du général **Asensio Torrado**, le chassa de son bureau. L'incident est rapporté par Burnett Bolloten. « *Sortez ! Sortez ! l'entendit-on hurler, vous apprendrez, Monsieur l'Ambassadeur, que bien que nous autres Espagnols soyons très pauvres et en grand besoin d'aide étrangère, nous sommes trop fiers pour laisser un ambassadeur étranger imposer sa volonté au chef du gouvernement de l'Espagne* ». Aux yeux des Soviétiques, le cas Asensio Torrado venait s'ajouter au contentieux relatif à la fusion entre le parti socialiste et le parti communiste, à laquelle Largo Caballero persistait à s'opposer en dépit de l'offre qui lui était faite de présider l'ensemble. Après ce point, la direction soviétique mit en route le processus qui aboutirait à l'élimination politique de Largo Caballero, acquise trois mois plus tard.

Dans un premier temps, le chef socialiste avait trouvé l'aide occasionnelle des anarchistes, et aussi une alliance formelle avec la droite socialiste d'Indalecio Prieto. Mais celle-ci s'était ensuite mise à penser en termes d'alliance avec les communistes, dont elle était le plus proche pour ce qui est de la vision stratégique et des instincts sociaux. Le paradoxe veut qu'au départ de cette situation, il y avait le fait qu'Indalecio Prieto, Manuel Azana et l'ensemble des éléments bourgeois du camp républicain voulaient sortir du cercle vicieux créé par l'initiative Blumiste de *non-intervention* qui découlait largement de l'influence communiste sur la république espagnole. Mais l'absence d'aide franco-anglaise découlant de la méfiance des démocraties relative aux

influences d'extrême-gauche dans la république avait eu pour résultat que l'aide exclusivement soviétique renforçait précisément la position communiste : ce qui avait fait basculer définitivement les milieux modérés européens du côté du franquisme.

Comme en France, le même mouvement vers le conservatisme prenait la forme d'une marginalisation des communistes, on se trouvait devant une typique crise des ciseaux. En février 1937, le *Front populaire* de Léon Blum, qui se survivra de façon illusoire – une illusion comme en Espagne entretenue par le Parti communiste - est en réalité moribond. Au mois de mars, Léon Blum décrètera la *pause* dans les réformes : et l'on sait ce que veut dire le mot '*pause*' lorsqu'il s'agit de réformes socialistes. Sans surprise, le calage de Blum annonçait et programmait son propre remplacement, dont il était d'ores et déjà prévu et annoncé qu'il se ferait au profit de **Camille Chautemps**, proche des milieux les plus conservateurs. Ce serait chose faite au mois de juin. Ce n'était certes pas Camille Chautemps qui allait revenir sur les exclusions consenties par Blum à l'encontre de la république espagnole.

Devant l'attentisme hypocrite -en réalité l'hostilité à peine dissimulée – des gouvernements supposément *démocratiques*, et quoique lucide sur la prégnance de leurs options capitalistes, Indalecio Prieto, représentant théoriquement l'aile droite du parti socialiste et idéologiquement proche du président Azana, dont il avait favorisé l'élection, exprimait sa déception, mais ne savait pas changer de plan. Au lieu de cela, les socialistes espagnols allaient se diviser, les plus droitiers s'alliant aux communistes qu'ils jugeaient plus solides et plus rassurants.

Après concertation avec les communistes, le président Azana avait prononcé un discours en convergence avec la ligne qui leur était commune avec les socialistes de droite, répudiant à la fois les positions anarchistes et les vellétés révolutionnaires de Largo Caballero. Il avait répété la vieille antienne à laquelle personne ne croyait plus en Europe, quoiqu'elle fût destinée à s'imposer dans les livres d'histoire, selon laquelle la guerre en cours avait pour seul enjeu le rétablissement de la légalité républicaine dans un cadre social inchangé. Inscire une telle doctrine dans le marbre obligeait Largo Caballero à choisir entre un soutien anarchiste et populaire, ou, en modifiant sa politique, celui des socialistes de droite et des classes moyennes possédantes et anxieuses de ne pas être totalement dépossédées. Mais il ne sut pas choisir, et se coupa de ses deux alliés possibles à la fois.

Les anarchistes eurent en ces circonstances le comportement le plus absurde et dommageable pour leur propre cause, lorsqu'ils emboîtèrent le pas des communistes dans leur campagne anti-socialiste avec toute la pétulance qui les caractérisait. Ils furent en effet les principaux perdants de l'opération contre Caballero, après Caballero lui-même, les milieux modestes dont il était le plus proche représentant, et peut-être la république dans son ensemble. Mais quoique rarement identifiée par l'histoire

universitaire, le suicide collectif, politique ou national, n'est pas rare dans l'histoire réelle.

Le journal *Nosotros*, porte-parole de la *Colonne de fer* anarchiste, déclara le 25 février 1937 ne pas pouvoir se contenter de la démission du général Asensio Torrado et attaqua Largo Caballero – le socialiste le plus proche de leurs propres positions - dans des termes particulièrement déplaisants : « *Le ministre de la guerre, le camarade Largo Caballero, devrait songer qu'il est âgé, et que même il est atteint de sénilité, et que des hommes séniles ne devraient pas gouverner, et que l'on ne devrait pas les autoriser à gouverner* ». Il apparut à la suite d'une enquête que l'article avait été inspiré par un officier manipulé par le Parti communiste : **Diaz Tendero**, mécontent de son envoi sur le front basque. Il y avait donc au moins un endroit où l'anarchie régnait en Espagne : et c'était la presse anarchiste, et des Espagnols à qui cela convenait très bien : la faction communiste, dont cela facilitait les manoeuvres.

Largo Caballero se coupa des anarchistes sur la question de l'organisation militaire, qui était pour eux une question de survie non négociable. Le 21 mars, il annonça que la milice du front de Teruel serait désormais subordonnée au ministère de la guerre, ce qui était probablement utile, tout en représentant une attaque contre l'autonomie des milices anarchistes. Des éléments de la *Colonne de fer* anarchiste organisèrent un début de mutinerie dans le village de **Vilanesa** qui fit long feu, après quoi la colonne devint la 83ème brigade de l'armée régulière. Le système voulu par le Parti communiste des unités de composition mixte – en réalité dominées par le Parti – et alimentées par la conscription, l'avait emporté définitivement sur celui des milices idéologiquement homogènes et fondées sur le volontariat. Mais en représailles, les anarchistes quittèrent le gouvernement de la **Generalitat** catalane où ils étaient entrés en novembre.

Pendant ce temps, Prieto s'était résigné à l'avance à travailler avec les communistes en enjambant ses camarades de parti plus à gauche. Selon **Franz Borkenau**, se plaignant amèrement de l'attitude des pays bourgeois, il s'était un jour confié à un visiteur dans les termes suivants : '*comment ne voient-ils pas que nous sommes le dernier rempart contre le bolchévisme ?*' On ne sait pas comment il faisait pour inclure dans ce 'nous' ses alliés communistes, mais il est fréquent qu'en politique une contradiction soit simplement traitée par le mépris. Le 29 mars, le journal **Frente Rojo** du parti communiste espagnol communiquait : «*Le bureau politique a nommé une délégation pour établir immédiatement des relations avec la direction du Parti Socialiste.* » le front anti-Caballero prenait forme.

Tout bascula lorsque les anarchistes finirent par se retourner contre Caballero, négligeant qu'ils allaient provoquer à terme le résultat qu'ils redoutaient le plus, quoique sous une forme inattendue. Indalecio Prieto n'agissait pas de façon plus sensée lorsqu'il se mit à critiquer le premier ministre Largo Caballero pour des sympathies

envers les anarchistes qui étaient une chose du passé, et il était encore plus absurde de sa part de croire pouvoir se servir du parti communiste dans la rivalité qui l'opposait aux socialistes de gauche et s'en sortir à son avantage. Il n'y avait pas encore en Europe eu beaucoup de précédents de pouvoirs à *participation* communiste, et on peut pardonner à Prieto de ne pas avoir su qu'on n'était pas l'*allié* des communistes, mais, quitte à travailler avec eux, soit leur instrument, soit leur antagoniste, et bien souvent leur dupe.

En l'occurrence, pour prendre la tête d'un gouvernement socialiste plus compatible encore avec la stratégie communiste, on parlait aussi d'un autre socialiste droitier, **Juan Negrin**, susceptible de composer un gouvernement dans lequel les socialistes seraient représentés, mais où le parti communiste détiendrait la réalité du pouvoir. Prieto, qui entérinait la situation parfaitement orwellienne d'un parti communiste devenu avec son approbation *le dernier rempart contre le bolchévisme*, finirait donc logiquement comme membre subalterne d'un gouvernement Negrin dominé par les communistes, mais qui ne réussirait ni à se concilier les démocraties bourgeoises, ni à redresser la situation militaire.

Les communistes désormais résolus à se débarrasser de Largo Caballero, allaient donc trouver l'aide des socialistes de droite aussi bien que des anarchistes. Tels la courageuse petite chèvre de Monsieur Seguin, les socialistes de Largo Caballero, qui bien que socialistes étaient par ailleurs espagnols, allaient opposer au grand méchant loup stalinien une résistance méritoire, quoique vaine et dérisoire. Par exemple, le 9 février, au lendemain de la chute de Malaga, ils organisèrent une manifestation à Valence en soutien au gouvernement qu'ils contrôlaient plus ou moins. Franz Borkenau commente : « *Une manifestation pour un regain d'activité et un commandement unifié a été organisée par le Front populaire. Ce fut un joyeux déploiement de drapeaux, avec beaucoup, vraiment beaucoup de gens chantant et écoutant des airs martiaux, mais pas le moindre signe d'une volonté de lutte accrue. Valence a réagi passivement aux revers enregistrés.* » Pas de quoi inquiéter Franco. Pas de quoi souder dans l'action toutes les composantes du peuple espagnol qui ne voulaient pas du fascisme. Pas de quoi galvaniser la résistance et se rendre indispensable. Pas de quoi faire revenir le jeune parti communiste et ses mentors soviétiques sur leurs ambitions hégémoniques, et leur conviction de détenir seuls la recette de la victoire.

Faire quelque chose, aussi absurde et ridicule que cela soit, plutôt que rien, est un des principes cardinaux de la politique, et les socialistes espagnols de Largo Caballero l'appliquaient avec application. De telles démonstrations de faiblesse et de mollesse n'allaient pas impressionner leurs adversaires politiques. Dix jours plus tard, le 19 février 1937, le journal communiste de Madrid **Mundo Obrero** lance une attaque violente quoique oblique contre le général **Asensio Torrado**, décrit comme cruel et

incompétent, voire déloyal, et responsable des défaites récentes. Que faut-il en croire ? Ce qui est certain, c'est la duplicité et la malhonnêteté non pas d'Asension Torrado, mais de certains membres du gouvernement, et leur irresponsabilité. Le ministre socialiste des affaires étrangères, **Alvarez del Vayo**, par exemple, secrètement gagné à la cause communiste, qui se joint à la campagne sur des prétextes d'opportunité politique, tout en affirmant ne pas croire aux accusations lancées contre le général.... Et donc ce résultat : la démission du général, le 21 février, dont il est difficile d'évaluer les conséquences pratiques, si ce n'est politiquement : une défaite pour Largo Caballero, infligée par une coalition hétéroclite des socialistes dits '*modérés*' d'Indalecio Prieto, de la *Gauche Républicaine* et des anarchistes, induits par ruse à se joindre à une manœuvre qui servira surtout leurs ennemis communistes.

S'il est impossible de donner beaucoup de noms de batailles remportées par les troupes républicaines sur celles du fascisme dans cette guerre, le plus grand d'entre eux eut pourtant lieu sous le gouvernement de Largo Caballero : mais il ne fut pas porté à son crédit. Ce fut à partir du 8 mars, lorsque, après l'enlisement de l'offensive sur le **Jarama**, Franco ayant renoncé au projet de couper la république espagnole en deux par un débarquement à Sagonte de contingents venus de Majorque en vue de faire leur jonction avec une offensive venue de Teruel, il fit à nouveau porter son effort sur le front de Madrid. Appuyé de deux corps espagnols sur les ailes, le **Corps des Troupes Volontaires** italien, dont c'était le premier engagement absolument attesté, attaqua en direction de **Guadalajara**, visant à envelopper Madrid par le nord. Se trouvant bloqué par **Lister**, puis attaqué sur ses flancs découverts, il fut alors mis en fuite par les cinq Brigades internationales réunies. Et comme les soldats réguliers italiens envoyés par Mussolini n'étaient ni des fascistes convaincus ni de véritables volontaires pour la guerre, mais des paysans méridionaux initialement réquisitionnés pour des tâches civiles en Lybie, et qu'ils savaient que les troupes républicaines n'exécutaient pas les prisonniers, ils s'étaient rendus en masse. Ce succès militaire ne contribua pas à renforcer la position du gouvernement mais celle des communistes dont il confirmait la supériorité pratique. Et ceux-ci, qui venaient d'obtenir la démission d'Assensio Torrado, exigèrent en sus et obtinrent le remplacement du chef d'État-major militaire de Largo Caballero par le colonel **Vicente Rojo**, qui leur était secrètement acquis.

Au mois d'avril 1937, le combat politique était ouvertement engagé entre Largo Caballero et les communistes, et l'enjeu devint celui du contrôle sur les *commissaires politiques*, dont dépendait celui de l'armée. C'était une question cruciale étant donné que l'armée, dans sa partie la plus efficace, était essentiellement composée de troupes communistes. Or Largo Caballero avait fini par s'apercevoir du double-jeu qui était celui d'**Alvarez del Vayo**, son *commissaire général de l'armée*. Celui-ci, socialiste en principe, et chargé de ces nominations, travaillait à saper la position de son premier ministre en plaçant massivement des militants du Parti communiste. Une vive

polémique éclata dans la presse républicaine lorsque Largo Caballero se mit à regarder de près les choix faits par son commissaire général, et en cassa un certain nombre. On sentit tout de suite que le sujet était sensible, et qu'il représentait un *casus belli* de bon aloi pour les communistes aussi bien que pour les socialistes de la tendance Caballero, avec les priétistes en embuscade. Le journal communiste **Frente Rojo** se mit à écrire des choses comme : «*Les camarades d' 'Adelante' doivent dire s'ils veulent une politique de Front populaire ou une politique fondée sur une dictature personnelle* », tandis que le socialiste **Adelante** répliquait sur le même ton : «*Le Parti communiste soutient une politique de Front populaire, mais [...] il sème la suspicion et le sectarisme parmi les travailleurs* ». Avec certes des couleurs un peu vives, ces documents d'époque, à les considérer comme un ensemble, et à condition de recomposer avec ordre le paysage mental qu'ils suggéraient, décrivaient fidèlement la situation : car si dictature il y avait, c'était en effet de plus en plus celle d'un homme seul, et même tout seul, tandis que les mots de 'sectarisme' et de 'suspicion' rendaient une description adéquate de l'atmosphère qui prévalait dans les cercles du pouvoir républicain.

En avril, alors que les feux franquistes se concentraient sur le Pays Basque, la Grande-Bretagne annonça qu'elle ne s'opposerait pas au blocus de Bilbao par les forces navales de l'Axe. Cela n'était même plus une surprise. Les Basques, qui il est vrai n'avaient rejoint le camp républicain qu'en tant qu'il était le plus favorable à leur autonomie, car le marxisme n'avait jamais été leur fort, allaient être abandonnés à leur sort. La destruction de Guernika par la légion Condor le 26 avril, suivie de son occupation trois jours plus tard, est généralement décrite comme ayant occasionné une énorme vague d'indignation internationale : mais comme tant de condamnations morales du fascisme et de ses œuvres, cette indignation là semble être surtout la projection rétrospective d'un après-guerre piteux. Un souvenir reconstruit de plus qui se mit à circuler dans les années cinquante dans une Europe arrachée brutalement à sa fascination fasciste et qui voulait oublier comme elle avait admiré Hitler et Mussolini : des maîtres tellement plus séduisants que Daladier, Reynaud et le croque-mort Baldwin. Sur le moment seuls les communistes firent dans leur propagande une large place à un événement qui, en réalité, en dépit de Picasso – lui-même plutôt un objet de ridicule pour le grand public - ne modifia aucune politique, et surtout pas celle du gouvernement de Valence, où les milieux gouvernementaux se prononcèrent contre toute aide au Pays basque, en raison de son indépendantisme. Sur ce point, tous les partis désunis de la république se rejoignaient à peu près. Le premier grand holocauste aéroporté de civils non-combattants passa comme une lettre à la poste, et lança une mode que tous les grands pays adoptèrent à l'exception des pays communistes, et qui semble ne devoir jamais passer.

La cas Basque était donc réglé sur le principe, et la république résignée à perdre une province de plus. Le fond de l'affaire, c'est qu'à Valence, Madrid et Barcelone, on se

foutait du Pays basque, tout comme on s'était foutu de Malaga. La défaite de la république fut beaucoup faite d'indifférence régionaliste chauvine. Quant au reste, cependant, la lutte partisane continuait à Valence, plus acharnée que jamais. Ce qui intéressait, et qui intéresserait jusqu'au bout plus que tout, c'était la lutte pour le pouvoir dans les lambeaux de territoire que Franco n'avait pas encore dévorés.

C'est du 29 avril 1937, trois jours après le bombardement de Guernika, que date le début des événements qui allaient aboutir à la démission de Largo Caballero quinze jours plus tard et à la montée au pouvoir du Parti communiste derrière Negrin, puisque c'est ce jour là qu'Aurelio Fernandez ordonna la dissolution des *Patrouilles de contrôle* anarchistes. En dehors des anarchistes eux-mêmes, personne n'aurait pu être tenté de regretter cette mise hors la loi, si elle avait vraiment été réalisable : mais les communistes au moins pouvaient être doublement satisfaits, puisque la mesure affaiblissait, en les brouillant entre eux encore un peu davantage, ses deux principaux concurrents à la fois. La question devenait celle de savoir auquel des deux il allait d'abord porter l'estocade. Comme l'histoire est pleine d'ironie, et les communistes d'humour, ils allaient en réalité trouver la faille en un point inattendu du système des partis pour s'imposer à tous en même temps : procédé indirect et à plusieurs étages dans lequel, après un prototype aussi magistral que l'exploitaiton du meurtre de Kirov, il n'est pas interdit de soupçonner la patte personnelle de Staline, ou au moins d'un de ses disciples venus de l'est.

Mai 1937 à Moscou allait justement voir l'une des lointaines retombées de l'affaire Kirov, avec le procès des plus hauts généraux de l'Armée rouge. La victime la plus célèbre en fut **Mikhaïl Toukhatchevski**, maréchal et vice-commissaire à la Défense. Si l'on en croit ses mémoires, Winston Churchill croyait au complot contre Staline ourdi par des officiers pro-allemands. Il se reposait sur ce point sur les renseignements donnés par le président tchécoslovaque Benés, qui mettait en cause Hitler lui-même. Hitler avait-il seulement intoxiqué Staline ? C'est bien possible. Quoi qu'il en soit, l'affaire **Toukhachevski** déclencha une vaste purge de l'Armée rouge, dont Staline profita également pour se débarrasser d'une nouvelle strate de la vieille garde bolchévique anti-stalinienne. En tout, 5000 officiers furent fusillés et, ce qui n'est pas négligeable, la politique extérieure soviétique en fut modifiée. Staline adopta une ligne plus nettement anti-allemande et pro-tchèque : ce qui, peut-être paradoxalement, mais pas tant que cela si l'on a bien compris qui étaient Daladier, Baldwin et Chamberlain, n'améliora en rien ses rapports avec la France et l'Angleterre, et provoquera au contraire son exclusion des négociations de Munich.

Ce que signifiait pour l'Espagne l'état du jeu diplomatique mondial, c'était que la république était plus éloignée que jamais de trouver de l'aide au nord des Pyrénées, et qu'elle était devenue totalement dépendante de son unique et encombrant allié. La

victoire de la faction communiste à Valence, Madrid et Barcelone en découlaient aussi. Les affaires espagnoles se décidaient en dehors de l'Espagne, et au mois d'avril 1937 la stalinisation de la république espagnole avait été mise en route à Paris, où Jacques Duclos avait pris l'initiative d'une réunion de l'Internationale visant à '*organiser la lutte contre le trotskysme*'. Il s'agissait d'importer en Europe occidentale les méthodes staliniennes de contrôle de la ligne, l'Espagne devant servir de terrain d'essai. Les effets de cette initiative allaient se voir à Barcelone quinze jours plus tard, car tel était l'angle choisi pour en finir avec les anarchistes et les socialistes indépendants de Largo Caballero : s'en prendre principalement à un petit parti marginal – un parti *trotskyiste* ou assimilé était une cible de choix - l'essentiel étant de mettre le feu aux poudres, et déclencher une bagarre générale dont, étant policièrement et militairement le mieux organisé il deviendrait l'arbitre, et resterait seul debout à la fin, jouissant de l'appui de tous les Espagnols las de la terreur et du désordre.

C'est ce plan qui se déroula à Barcelone dans la première quinzaine de mai 1937, et qui est resté dans certaines mémoires comme les ***Hechos de Mayo***. Et c'est, ironiquement, parce que, suivant le mouvement général et sans doute impressionné par la plus grande efficacité qu'il voyait de ce côté là, il songeait à demander son rattachement aux ***Brigades internationales***, que George Orwell se trouvait à Barcelone, en train de faire ses démarches, au moment où les choses avaient éclaté.

Le plan visant à se débarrasser de Largo Caballero était à deux étages. Il fallait dans un premier temps que se déclenchent des incidents violents, et l'offensive que Caballero lui-même avait lancé contre les patrouilles de contrôle en fut l'occasion. On imagine qu'il avait été encouragé dans ce sens par un entourage qui n'était pas en totalité bien disposé à son égard, et qui voyait un coup plus loin.

Le 2 mai 1937, le journal anarchiste ***Solidaridad Obrera***, cité par Burnett Bolloten, répondit au décret de dissolution des Patrouilles de contrôle dans les termes suivants : "*La garantía de la revolución es el proletariado en armas, intentar desarmar al pueblo es colocarse al otro lado de de la barricada. [...] Trabajadores : que nadie se deje desarmar por ningún concepto ! Que nadie se deje desarmar !*" Les tonneaux de poudre étaient amassés. Il n'y avait plus qu'à allumer la mèche. A la rébellion anarchiste, le communiste ***Eusebio Rodríguez***, qui se trouvait être commissaire général à l'Ordre Public de la *Generalitat*, réagit en envoyant un détachement de *Guardias de Asalto*, occuper le Central téléphonique pris d'assaut par les insurgés antifascistes en juillet 36 : les anarchistes étaient automatiquement impliqués par cette agression, et le chef anarchiste ***Domingo Ascaso*** périt dans les affrontements qui durèrent cinq jours et firent trois cents morts. Mais lorsque la poussière retomba, alors que c'étaient des membres du PSUC, parti socialiste catalan, qui avaient fait le coup de feu contre les anarchistes,

Largo Caballero fut accusé de faiblesse dans la répression des ennemis de l'intérieur, au premier rang desquels on pointait du doigt les trotskystes du POUM.

Pourquoi le POUM, petit parti militairement aussi bien que politiquement insignifiant ? En réalité, Largo Caballero était la cible visée indirectement de toute la manœuvre, et le POUM servait seulement de prétexte.

Le parti communiste n'aspirait pas à exercer ouvertement le pouvoir, puisqu'il faisait partie de sa stratégie de mettre diplomatiquement en avant le pluralisme démocratique de la république. Mais le socialisme de gauche une fois discrédité pour son incapacité à assurer l'ordre, la tranquillité et la coopération de toutes les forces dans la république, et coupé de ses alliés potentiels à gauche, les communistes se disaient que Largo Caballero, qui se comportait comme un cheval rétif pourrait être remplacé par un socialiste de droite qui ferait une monture plus docile.

Le problème, aussi bien pour les socialistes que les communistes, c'était les anarchistes : comment les intégrer dans la lutte en dépit de leur furieuse détermination à rester indépendants ? Il ne fallait pas s'en faire des ennemis, mais Caballero, lorsqu'il s'agissait d'en finir avec le système inefficace des milices, n'était parvenu, en visant à l'intérêt supérieur de la république, qu'à ce résultat. En revanche, il se refusa à dissoudre le POUM, comme les communistes l'exigeaient, probablement parce qu'il n'en voyait pas l'utilité. Un politicien plus cynique se serait plié à l'exigence communiste, qui avait toutes les allures d'une provocation. Cela ne lui aurait pas coûté grand-chose. *'Au diable le POUM'*, aurait dit un Staline. Mais avec Caballero, le piège fonctionna à merveille.

Dans cette manœuvre, le parti communiste avait des alliés à l'intérieur du parti socialiste lui-même, et l'on peut mesurer l'âpreté des luttes de faction qui se déroulaient au fait que les succès envisagés sur ce terrain primaient sur le résultat attendu des opérations militaires. Il se trouve que le complot contre Largo Caballero avait été déclenché juste avant le moment où devait débiter une offensive dont il s'était fait l'avocat et qu'il avait longuement préparée en Estrémadoure. Une offensive qui engageait toute la stratégie de guerre républicaine, et dont le succès, si elle avait eu lieu et si elle avait réussi, aurait pu changer le cours de la guerre. Mais, se disait plus d'un politicien du camp républicain, quel intérêt si l'équilibre politique à l'intérieur du parti socialiste en était défavorablement affecté ? On avait entendu **Simeon Vidarte**, socialiste proche d' **Indalecio Prieto**, déclarer : *«Si Caballero réussit son offensive, personne ne pourra plus le chasser du gouvernement»*. On n'était pas généralement aussi franc, mais on pensait largement selon ce mode dans les médiocres milieux dirigeants de la république. Il valait donc mieux que l'opération échoue, ou plus simplement n'ait pas lieu.

La crise fut ouverte au sein du cabinet le 13 mai lorsque Caballero refusa de procéder à la dissolution du POUM réclamée par les ministres communistes **Jesu Hernandez** et **Vicente Uribe**. Ces derniers, obéissant à des consignes données à l'avance, quittèrent théâtralement la table du Conseil. Leur éclat fut relayé par Indalecio Prieto, arguant que dans ces conditions le ministère ne pouvait plus siéger valablement et Largo Caballero se résolut à remettre sa démission entre les mains du Président Azana.

Azana à ce point voulut charger le même Caballero de former un nouveau gouvernement, mais en lui retirant la direction militaire. Celle-ci était réclamée par Indalecio Prieto, c'est à dire qu'elle aurait été en pratique remise aux communistes, et même, si le passé était garant de l'avenir, directement aux conseillers soviétiques, puisqu'il était notoire qu'en tant que ministre de l'Air Prieto avait été totalement supplanté par sa *doublure* soviétique, le général **Chouchkievitch**, alias **Douglas**. Ceci étant, Caballero lui-même, et tout le gouvernement, ne serait plus qu'un pouvoir fantoche. Mais tel était bien le destin du gouvernement espagnol. Devant l'état des rapports de force politiques, avec le parti communiste contre lui, les anarchistes contre lui, ses camarades socialistes contre lui, et, pour être complet, le POUM en prison, Caballero n'avait plus qu'à renoncer. Une solution s'imposait : un gouvernement Negrin à la tête d'une nouvelle équipe socialiste soutenue, c'est à dire contrôlée, par les communistes. Un **Front populaire** d'un type très différent de celui qui était en train de se défaire en France.

Negrin était initialement un socialiste plutôt droitier de la tendance Prieto, mais il était devenu un soutien des menées communistes. Une sorte de Daladier, qui contrairement à Daladier aurait préféré Staline à Hitler. Dès novembre 1936 il s'était fait favorablement remarquer comme ministre des Finances de Largo Caballero lorsqu'il s'était agi de reprendre aux anarchistes les positions prises dans les entreprises et les exploitations agricoles. Il avait été retenu comme le meilleur Premier ministre espagnol possible par les conseillers soviétiques parce qu'il était enclin à accepter toutes les conditions posées par Staline à son aide. Et pour commencer, un de ses premiers actes de gouvernement fut, le 16 juin, de mettre le POUM hors la loi.

Le POUM, petit parti purement catalan, politiquement insignifiant et en cours de désagrégation après avoir troqué sa posture révolutionnaire pour une participation au gouvernement allait être interdit, et son chef assassiné. De la défaite des oppositions catalanes de gauche aux forces gouvernementales, il résulta la mise hors la loi de ce seul groupuscule, et la disparition de son chef de file Andreu Nin. Disparition non pas seulement du paysage politique, mais physique, puisqu'on ne retrouva jamais le corps. Cette mort, après celles de Durruti et d'Ascaso, confirmait que la politique était une activité dangereuse en zone républicaine si l'on ne se hâtait pas assez de se placer dans le sillage du courant le plus dynamique, comme il est habituel dans un processus

révolutionnaire. Il y avait bien eu une révolution espagnole, en juillet 1936, qui venait d'entrer dans sa phase thermidorienne, avec les liquidations habituelles dans les factions de gauche lorsque le balancier repart vers la droite.

Au total, les trotskystes haïs des communistes avaient été liquidés, et le gouvernement Largo Caballero avait disparu. Une offensive anti-anarchiste de Largo Caballero avait déterminé une transition politique dont le signe le plus visible et le premier effet avait été la chute du gouvernement Largo Caballero, remplacé par Negrin, favorable à l'hégémonie communiste. La séquence, apparemment lancée par une décision gouvernementale socialiste était un succès sur toute la ligne pour le Parti communiste. Et c'est là que l'on comprit qui avait vraiment fait avancer sa cause dans les *événements de mai* barcelonais, d'où découle la réponse à la question de leur déclenchement, qui intrigue pourtant encore la plupart des historiens, par une simple application du principe ***cui prodest***.

Dans le contexte de la polémique apparue entre Caballero et les communistes, Negrin, outre la faveur communiste, jouissait de l'appui des socialistes modérés de Prieto, et de la '*gauche républicaine*'. Il bénéficiait aussi de la neutralité des anarchistes, auxquels Caballero avait refusé toute concession, et qui ne s'étaient pas décidés à le soutenir en dépit de l'avertissement donné à Barcelone par le parti communiste en s'en prenant avec succès au POUM.

De fait, les incidents de mai inaugurèrent une trêve politique entre les anarchistes et les communistes. Ouvertement, la presse communiste espagnole rendit le POUM seul responsable des incidents de Barcelone. Trop gros morceau sans doute pour leurs adversaires, les anarchistes subirent quelques arrestations et leurs *patrouilles de contrôle* furent bel et bien dissoutes le 4 juin, mais ils furent ensuite abandonnés à leurs contradictions et à leurs reniements. Avec le POUM, le parti communiste avait seulement fait un exemple, que les anarchistes allaient comprendre comme tel. Pour le Parti communiste, le POUM avait été comme une noix que l'on brise, et le mouvement anarchiste était comme un iceberg dont on attend la fonte. Leurs militants, démoralisés, plongèrent dans la clandestinité, ou se retirèrent de l'action politique, ou bien encore s'engagèrent dans l'armée. La CNT-FAI perdit progressivement de sa substance.

Commentant les événements, Franz Borkenau, qui observait désormais les choses depuis la France, écrivait : « *Une sorte d'armistice s'est instauré entre communistes et anarchistes* ». Mais il concluait sur la note d'optimisme qui est presque toujours un indice de l'erreur d'analyse : « *Ils se sont rendus à cette évidence que la guerre contre Franco doit prendre le pas sur la guerre civile à l'intérieur du camp républicain* ». La suite allait montrer qu'il n'en était rien, ce qui obligerait à une révision théorique, car en théoricien qu'il était, Borkenau voyait dans les événements de Barcelone une application d'un principe de politique générale : dans une situation de révolution, les

succès militaires entraînent à droite et les revers à gauche. Mais Borkeu avec l'éloignement et les mensonges de la presse, était mal informé. *«Malaga a empêché les communistes de réaliser leur projet de coup d'État contre la gauche du camp antifasciste espagnol»*, écrivait-il, alors que la poussée à droite voulue par le parti communiste allait presque immédiatement prendre la forme du remplacement de Largo Caballero par Juan Negrin, l'alliance avec les anarchistes se montrant purement opportuniste et provisoire. Borkeu allait réviser radicalement son analyse après la chute de Caballero, remplacé par un gouvernement plus droitier appuyé par le parti communiste espagnol, lui-même appuyé sur le pouvoir soviétique. Typiquement pour un intellectuel dans son genre, il dit alors voir une logique profonde dans des événements qu'il n'avait pas prévus. Mais ne rions pas, car l'analyse est intéressante.

Le fond de l'affaire, c'est que diverses logiques dans le monde sont toujours à l'oeuvre en même temps : *«Aujourd'hui, toute révolution peut s'attendre à devoir affronter l'assaut de la machine la plus moderne, la plus efficace, la plus impitoyable qui soit au monde. Ce qui veut dire que l'ère des révolutions susceptibles de s'effectuer conformément à leur propre logique interne est révolue. [...] Pour combattre non pas la contre-révolution dans le pays mais le fascisme international, la révolution devait faire appel à une force déjà prête et bien organisée, une force qui ne soit pas elle-même en état de révolution : c'est à dire une force non révolutionnaire. [...] C'est une puissance dotée d'un passé – et non d'un présent – révolutionnaire qui s'est portée au secours des Espagnols. [...] Il serait caricatural de dire que le cours de la révolution espagnole a été interrompu par l'intervention russe, mais il est indéniable qu'il a été déformé et infléchi. [...] Si l'on considère les changements introduits par les communistes, il me semble personnellement qu'un grand nombre de ces mesures étaient raisonnables et nécessaires. [...] Centralisation et discipline sont des éléments constitutifs de la vie moderne, d'autant plus nécessaires qu'on se trouve en état de crise aiguë. C'est la faiblesse fondamentale des anarchistes de ne pas avoir compris cela. [...] Mais les communistes ne se sont pas contentés de protester contre la socialisation à outrance : ils se sont élevés contre la socialisation en général. [...] Toutes leurs actions ont été dictées non par le souci de canaliser un enthousiasme chaotique, mais par la volonté de substituer une action disciplinée, administrative et militaire, à l'action des masses. [...] Dès que les Russes sont intervenus, le slogan est devenu : 'Qui parle de révolution ? Il n'y a pas de révolution, il s'agit simplement de soutenir le gouvernement légal.' Ce qui impliquait le refus catégorique de tout soutien aux forces de la révolution. [...] Dans l'Espagne d'aujourd'hui, les communistes allient la centralisation révolutionnaire à la politique thermidorienne de ses successeurs. [...] Cette politique] dure et, selon toute vraisemblance, se renforcera parce que le peuple espagnol n'a pas su rendre efficace la révolution qu'il avait mise en route. »* Or c'est d'une révolution que l'Espagne avait besoin, faute de quoi son destin était la dictature habituelle de l'Église et de l'armée. Car, constate Borkeu dès les tout débuts du

gouvernement Negrin : « *Les nouveaux groupes projetés au premier plan de l'actualité ne sont pas plus capables, mais moins enthousiastes et bien moins disposés à se sacrifier.* »

Il ne faisait plus aucun doute que la République, qui dévorait ses propres enfants, courait à la catastrophe. De par leurs erreurs politiques successives, les anarchistes avaient renoncé à la fois au pouvoir et à l'anarchie. Ce moment, le premier anniversaire de la guerre civile, était donc aussi le point d'orgue final du lent déclin anarchiste et la fin des espoirs révolutionnaires. Restait, dans le panier de crabe de la politique républicaine, une dictature bureaucratique que, l'enthousiasme populaire étant retombé, Franco avait tous les moyens d'écraser.

George Orwell allait sans doute trop loin lorsqu'il écrivait que le front antifasciste qui s'était constitué en Espagne, avec les débordements de la chasse aux trotskystes dont il avait failli être victime, était fasciste lui-même. En réalité, il était surtout incompetent. Il est amusant de noter qu'un autre **front**, qu'il serait tout aussi approximatif de décrire comme *anti-fasciste*, car il était simplement conforme aux intérêts et préjugés britanniques spécifiques, serait exactement ce dont Orwell allait se faire un acteur trois ans plus tard, lorsque la Grande-Bretagne serait à son tour prise dans une lutte à mort contre le fascisme, le vrai, avec le célèbre slogan : '**My country right or left**'.

Dans son essai paru les 29 juillet et 2 septembre 1937, « *Spilling the Spanish beans* » George Orwell fera une analyse précise et acérée de la situation politique espagnole, et en particulier de la position, peu comprise, du parti communiste espagnol, typique de ce que l'on a appelé **la ligne antifasciste**. On peut paraphraser son analyse comme suit : '[...] *In the face of such a reactionary as Franco, [...] the worker and the bourgeois, in reality deadly enemies, are fighting for a while side by side. This uneasy alliance is known as the 'Popular Front' . [Now it seems that the war is bound to end in a compromise, and] the Spanish Republican government is far more afraid of the revolution than of the fascists. The real struggle is between revolution and counter-revolution. Between the workers [...] and the liberal-communist bloc. [In this struggle] the Spanish communist party [...] have used their immense and ever-increasing influence on the side of counter-revolution. Communist propaganda [...] involves pretending that fascism has nothing to do with capitalism. Present fascism in this form and you can mobilize public opinion against it [...] without provoking any revolutionary movement. [...] You tell them that you can fight **against** fascism without inquiring into what you are fighting **for**. [Yet] the bourgeois and the worker are not fighting for the same things. The bourgeois is fighting for bourgeois democracy, i.e. capitalism, the worker is fighting for socialism. In the early days of the revolution the Spanish workers understood the issue very well. In the areas where fascism was defeated they did not content themselves with driving the rebellious troops out of the towns ; they*

also took the opportunity of seizing land and factories and setting up the rough beginnings of a workers' government. [...] They made the mistake, however, [...] of leaving the Republican government in nominal control. [...] And [...] every subsequent government had been of the same bourgeois-reformist character. [...] Henceforward every move [...] was directed towards undoing the work of the first few months of revolution. [...] With the result that only a year after the outbreak of war and revolution you get an ordinary bourgeois state, with, in addition, a reign of terror to preserve the status quo. [...] Meanwhile, can the war be won? The communist influence has been against revolutionary chaos and has therefore, apart from Russian aid, produced military efficiency. If the anarchists saved the government from August to October 1936, the communists have saved it from October onwards. But in organizing the defence they have killed the enthusiasm.'

Tuer l'enthousiasme... Le deux juin, les Catalans, à l'imitation des Valençais en février procédèrent à une grande manifestation de soutien au gouvernement, mais centrée sur le mot d'ordre étrange : '*contre les bombardements*'. Un slogan qui avait peu de chances de faire renoncer à leurs pratiques barbares ceux qui lançaient les bombes – ils allaient au contraire être imités par d'autres – mais qui présentait l'avantage de pouvoir être toléré par toutes les factions qui venaient de régler leurs comptes de façon sanglante à Barcelone, et qui avaient bien l'intention de continuer. Un slogan *apolitique* en réalité, qui ne prenait pas partie dans la seule guerre dont les Barcelonais se préoccupaient vraiment : la guerre civile dans la guerre civile. Borkenau l'a écrit : Valence se croyait loin de la guerre, et les Catalans n'y étaient pas du tout. Ils la subissaient sans vouloir la faire et contre ses conséquences, qui avaient pour eux l'apparence d'une catastrophe naturelle, ils en appelaient à des divinités lointaines et inspécifiées. « *Ils étaient cinq-cent-mille à Barcelone à gueuler 'no pasaran'* », se souvenait, partagé entre la colère et le mépris, mon oncle Marcel, cheminot, catalan et communiste.

Les événements de Barcelone avaient définitivement brouillé George Orwell avec la version stalinienne du socialisme, mais ils n'avaient pas affecté son engagement libertaire : « *I at last really believe in socialism, which I never did before* », écrivait-il dans son journal. Il faut sans doute comprendre qu'il avait été convaincu de la viabilité des communes collectivistes qu'il avait vues en Aragon, et qui allaient être démantelées. Ayant passé entre les balles, mais désormais plombé par un passé devenu peu présentable, George Orwell avait dû renoncer à son projet de rejoindre les Brigades internationales et il était retourné sur le front d'Aragon, où dix jours plus tard il avait été blessé d'une balle à la gorge qui avait mis fin à son engagement espagnol. Puis il était rentré en Angleterre.

Sorti de l'hôpital le 14 juin, Georges Orwell devait retourner dans son unité pour se faire démobiliser. C'est le surlendemain que le POUM avait été mis hors la loi et

qu'Andreu Nin avait été enlevé. Orwell et son épouse étaient passés dans la clandestinité, et s'étaient organisé pour quitter l'Espagne. Le 20, lendemain de la chute de Bilbao, ils étaient de retour à Barcelone avec la police du bon docteur Negrin à leurs trousses. Repérés à l'hôtel, ils durent la vie, ou au moins la liberté, trouve-t-on dans leur témoignage, au fait qu'un Espagnol, même de mentalité totalitaire, ne regarde pas sous les draps d'une femme. Un cas trop rarement rappelé de *common decency*. Le 23, ils étaient de retour en France, où ils avaient eu le flair de ne pas trop s'attarder. De Paris, George Orwell avait surtout des souvenirs tristes de froid et de misère, et déjà la Gestapo rôdait, travaillant main dans la main avec la police française à la chasse aux *terroristes* qui se mêlaient, dans le mauvais camp, d'un conflit qui ne les regardait pas.

En Grande-Bretagne, l'atmosphère était moins sinistre, mais guère plus favorable à la réception d'un témoignage qui brouillait les contours des massifs idéologiques tel que ***Homage to Catalonia***, qu'Orwell aura le plus grand mal à publier après son achèvement en janvier 1938. La brutalité de la lutte politique à l'intérieur même du camp républicain restera incomprise dans les milieux progressistes anglais, la mystification historiographique, avec ses principaux thèmes spectaculaires : *bêtise* de Chamberlain, *faiblesse* de Blum, *solidarité* des forces progressistes, y revêtant d'emblée sa forme définitive.

13. Politique internationale

Le 28 mai 1937, en Grande-Bretagne, Baldwin se retire et ***Neville Chamberlain*** le remplace. Maïski fait son portrait dans son journal intime : "*Ce n'est certainement pas un homme d'envergure. Il est étroit d'esprit, sec, limité, et manque non seulement de brillant mais aussi de toute vision politique. Ici on l'appelle souvent 'le comptable de la politique' : il considère le monde entier principalement par le prisme des dividendes et des cours de bourse. C'est pour cela que Chamberlain est le chéri de la City, qui a pour lui une confiance implicite. Chamberlain est en même temps très obstiné et insistant et une fois qu'une idée s'est logée dans son esprit, il la défend jusqu'à la congestion.*" Un portrait que Churchill corroborera dans les grandes lignes, avec les adoucissements que la bienséance et l'opportunité politique lui inspireront une fois la paix revenue et Chamberlain disparu de la scène politique, et malheureusement pour ses descendants pas entièrement des mémoires.

Chamberlain est sous l'influence de la coterie réactionnaire, que l'ambassadeur soviétique Maïski désigne comme '*le groupe de Lady Astor*' ou encore comme '*le groupe de Cliveden*', d'après le nom de sa propriété, qui s'exprime librement dans le *Times* et *The Observer*, et dont les figures les plus notables sont Halifax, Samuel Hoare, John Simon, Kingsley Wood et Douglas Hogg. Ce groupe vise à obtenir avec Hitler, un compromis passant par l'abandon de l'Espagne, l'annexion de l'Autriche, le démembrement de la Tchécoslovaquie, des concessions dans l'espace colonial. Ce dernier point doit passer par une mise en tutelle de la France qui sera invitée à faire les frais des cadeaux à Hitler et à renoncer à ses pactes orientaux. Il faudra aussi revenir au *réalisme* en matière de relations internationales et abandonner les '*préjugés de la Société des Nations*'.

La venue aux affaires du groupe de Cliveden se produit dans des circonstances qui lui sont favorables car elle coïncide avec la fin effective, sinon formelle, du Front populaire en France. Le 15 juin 1937, Léon Blum est remplacé par Camille Chautemps. Idéologiquement analogue aux réactionnaires qui dominent la politique anglaise, Chautemps a pour feuille de route de mettre définitivement fin à l'alliance avec les communistes, et de rechercher en liaison avec les Britanniques un compromis avec l'Allemagne nazie reconnue et acceptée comme puissance dominante en Europe continentale. Il s'agit, pour la fraction la plus réactionnaire des classes possédantes française et britannique, de faire pièce à la menace sur les intérêts du capital que représentent les communistes en politique intérieure dans beaucoup de pays européens, et les soviétiques en matière internationale. Le compromis recherché avec Hitler est d'emblée compris comme pouvant comporter une domination militaire allemande sur l'espace français : domination comprise comme seule susceptible de venir à bout d'une dissidence populaire probable. Tous les ingrédients de l'esprit de collaboration des années quarante sont déjà présents et actifs.

Sous Chautemps, qui allait sévir jusqu'à son renvoi le treize mars 1938 pour incompetence financière, la Banque serait le véritable gouvernement de la France, et elle irait jusqu'à geler les avoirs de la République espagnole, lui interdisant de les utiliser pour ses achats d'armes, et même de vivres. Un de ses produits les plus prometteurs, le synarque Paul Baudouin, futur *sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères* de Paul Reynaud, puis ministre des Affaires étrangères à part entière de Pétain, venant en éclaireur des choix de la bourgeoisie financière, allait théoriser pour le compte de la France la même métamorphose culturelle et civilisationnelle qui tentait au même moment les milieux anglais homologues : en finir avec ces options *égalitaires et libertaires* factices et absurdes de la part d'une bourgeoisie aussi cyniquement matérialiste que la bourgeoisie française. Des prétentions qui avaient fait couler tant de sang en mettant la France dans une opposition frontale avec l'Allemagne dont seules profitaient des puissances *vraiment* hostiles et incompatibles. Il fallait en finir avec cette

collusion exclusive avec le monde anglo-saxon au profit de l'alternative représentée par la nouvelle Europe fasciste.

Paradoxalement, en voulant se détacher de la tutelle anglaise, la France ne faisait qu'imiter l'Angleterre une fois de plus. Pour l'Espagne, la conséquence était que, dans les sphères dirigeantes françaises, s'alignant encore en cela avec seulement un peu de décalage sur Londres, le choix de Franco était assumé et ouvertement déclaré. Blum, revenant brièvement aux affaires, mais radicalement affaibli après mars 1938, ne pourrait concrètement rien faire contre les effets militaires d'un an de blocus, avec la république désormais coupée en deux et dominée sans retour par la dictature de Négrin et de ses conseillers soviétiques.

A Londres, l'opposition antifasciste conservatrice est dans une situation tout aussi précaire qu'en France. D'abord confirmé aux Affaires étrangères, Eden allait tenir trois mois, jusqu'à l'Anschluss, dans cette atmosphère hostile. Chamberlain, qui était l'homme de la *City*, n'avait qu'une idée fixe : la paix à tout prix et dans l'immédiat. Il avait pris pour conseiller particulier **Horace Wilson**, grand-prêtre de *l'apaisement*, l'homme qui trouvait que le monde allait trop vite, et dont on peut résumer la philosophie politique par le propos qu'il tint devant Ivan Maïski au moment de Munich : « **peut-être que si nous ne faisons rien les choses vont s'arranger d'elles-mêmes** ». A Berlin, il avait envoyé **Neville Henderson**, qui de tous les diplomates du Foreign office, était le meilleur choix dans le rôle d'ambassadeur d'Allemagne auprès du gouvernement britannique. Comment Hitler aurait-il pu ne pas aimer un britannique qui décrivait l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie comme *une solution acceptable* ?

Il y avait aussi les missions spéciales : comme lorsque, en novembre, Chamberlain enverrait Halifax à Berchtesgaden à son insu, et dans le dos de la France, pour lui exposer spontanément la liste des concessions que l'Angleterre était prête à lui faire sans aucune contrepartie. Précaution superflue, puisque recevant Chautemps dans l'intention de lui présenter sous un jour anodin et aussi lénifiant que possible sa politique de conciliation avec le nazisme, Chamberlain avait eu la surprise d'entendre que la France n'était pas du tout, mais pas du tout hostile à ce nouveau cours. Le *Times* du même jour, toujours bien informé, formulait la nouvelle doctrine franco-anglaise : *laisser à Hitler les mains libres à l'Est*.

14. Les offensives républicaines

Après la chute de Largo Caballero, l'offensive d'Estrémadoure, qui était le grand projet militaire du premier ministre déchu, fut abandonnée. Au lieu de cela, dans le dessein de soulager le front du nord en butte à la progression franquiste, Miaja et Rojo lancèrent le 30 mai une autre offensive dans la montagne de **Guadarrama** en direction de Ségovie. Il s'agissait de reprendre les cols à partir desquels les franquistes pouvaient à tout moment débouler sur Madrid. La 14ème Brigade eut un millier de morts dans l'affaire, et la déroute ne fut évitée que de justesse.

L'état-major républicain monta alors l'offensive de **Brunete**, lancée le 6 juillet 1937 et visant à encercler par le nord les forces nationalistes concentrées devant Madrid. C'est au cours de cette offensive que mourut la compagne de Robert Capa, la photo-journaliste Taro, écrasée par un char.

Les 14ème et 15ème Brigades internationales participèrent à l'opération aux environs de Quijorna lorsqu'il fallut faire face à la contre-offensive nationaliste visant à couper les forces de Lister à gauche des forces d'El Campesino à droite. Elles subirent des pertes très lourdes, se trouvant réduites de cinq à deux bataillons et le moral fut affecté. On accusait le commandement : mais il est clair que cette troupe était régulièrement engagée dans des situations désespérées, lorsqu'il fallait réparer les fautes de conception de l'état-major. Walter, qui commandait la division, finirait par être limogé le 12 mars 1938 après la chute de Belchite dans l'offensive nationaliste d'Aragon. On l'accusa d'incompétence. Peut-être aussi s'était-il rendu coupable de quelque déviation idéologique.

En l'occurrence, cependant, le haut commandement parla d'abord de succès : mais les objectifs annoncés n'avaient pas été atteints, alors que les pertes totales pouvaient être estimées à 25.000 hommes. Pour la première fois dans le camp nationaliste les Messerschmidt 109 envoyés par Hitler avaient été utilisés à grande échelle et ils avaient dominé les Chatos soviétiques, jusque là considérés comme le nec plus ultra en matière de chasse. Concentrés en terrain ouvert, les chars T-26 furent décimés par l'aviation nationaliste. On verrait dans des occurrences du même ordre au cours de la seconde guerre mondiale, en Normandie, en Russie, que l'aviation était devenue la reine des batailles.

Après cela, le gouvernement Negrin décida une courte pause des offensives. Il rejeta une seconde fois l'idée d'une offensive en Estremadoure et les troupes communistes les plus solides furent transférées en Aragon en vue d'une descente sur Saragosse. Mais

préalablement à cela, elles reçurent mission d'appuyer militairement la dissolution du **Conseil d'Aragon** et la reprise des fermes collectives organisées par les anarchistes.

Cela faisait un moment que, en dépit de l'approbation maintenue de Georges Orwell, qui ne développe pas de démonstration sur ce point, le grand projet collectiviste d'Aragon, comme toutes les initiatives anarchistes, s'était coupé des forces sociales, et tenait en l'air. Les anarchistes ayant collectivisé les terres des petits propriétaires plutôt que saisis celles des gros, ils n'avaient pas trouvé l'appui du monde paysan, qui avait refusé de s'impliquer dans la guerre, même en face de la féroce répression franquiste. « *Les paysans ont tous les motifs de fuir, mais aucune raison précise de se battre* », résumera Franz Borkenau. Tout en ayant tout à redouter de Franco, les paysans renâclaient à se plier à la conscription républicaine, et ils se mirent à cultiver la terre *a minima*, essentiellement pour leur propre consommation, ce qui provoqua la disette dans le camp républicain.

Miquel Mir, dans son petit ouvrage : *'Diario de un pistolero anarquista'*, (**Ediciones Destino, 2009**), explique : *"En el campo, los grandes propietarios se habian largado, la mayoria de los campesinos no se fiaban ni creian en el movimiento anarquista y se oponian, con la ayuda del sindicato de la Union de Rabassaires, a las collectivizaciones de los cultivos. Esto provoco enfrentamientos violentos contra todos ellos, que se afferraban a su tierra con ugnas y dientes y los tachaban de locos."*

En avril, le journal anarchiste **Castilla Libre** avait révélé que des émissaires communistes se répandaient dans les communes collectivistes d'Aragon pour inciter les paysans à se partager les terres, c'est à dire à revenir vers une société de propriété individuelle que les anarchistes avaient voulu abolir, et que de nombreux assassinats de militants anarchistes avaient lieu. Le ministère Largo Caballero avait été incapable de s'y opposer. Pour Negrin arrivant au pouvoir, la question des subsistances se faisait pressante et celle de défendre les fermes collectives ne se posait pas. Il avait d'abord désamorcé une grève de la récolte de blé en rassurant sur leur avenir, puis le 10 août, à récolte faite il envoya l'armée.

Julian Zugazagoizia, mentionnant cette liquidation, ne juge même pas nécessaire de la justifier. Il semble que c'était un peu comme éteindre la lumière et fermer la porte puisque la maison était vide. Tout de même, six-cents membres de la CNT anarchiste furent arrêtés, les terres collectivisées rendues à leurs propriétaires, y compris lorsqu'ils étaient latifundiaires et hostiles à la république, des installations collectives sont détruites, certaines fermes collectives furent démantelées même lorsque la collectivisation était consensuelle et réussie. Le gouvernement communiste de Negrin devait revenir en arrière et corriger certains excès de la dé-collectivisation pour obtenir les semailles, mais sans parvenir à restaurer le moral des milices anarchistes sur le front d'Aragon, qui devait s'effondrer au printemps suivant. Cette mission là avait été

accomplie sans anicroches, car il n'est rien de tel qu'une armée communiste pour en finir avec le collectivisme. Beaucoup plus tard les situationnistes commenteraient : "*Il fallait détruire la révolution pour perdre la guerre civile*".

Cloturant la série des initiatives mal venues des armées de la république, l'offensive d'Aragon fut lancée le jour de la chute de Santander, le 24 août 1937. La division 35 de Walter, à nouveau sollicitée, marcha sur Saragosse en longeant la rive sud de l'Ebre, mais s'enlisa bientôt dans des combats féroces mais secondaires à Belchite. Saragosse ne serait jamais prise. Des bruits coururent, accusant un complot trotskiste. Le NKVD, qui était à Barcelone, ne pouvait que trouver des coupables.

15. Politique intérieure : à droite

Après le choc reçu du *Front populaire*, les cadres qui se signaleront dans la gestion de l'État sous occupation allemande se mettent en place. La Cagoule, ou **CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire)** était, à la fin des années trente, comme une sorte de **shadow cabinet** de la Troisième république : politiciens, hauts fonctionnaires, magistrats, fonctionnaires, prélats, universitaires, banquiers et industriels, toute une collection d'hommes de pouvoir déjà bien placés, mais qui entendaient donner leur mesure dans un système où ils auraient la bride sur le cou. Puisant sans vergogne dans les travaux d'Annie Lacroix-Riz, on peut dresser une ébauche de cette construction patiente, centrée autour de la personnalité du maréchal Pétain, qui est, depuis 1936 et puisqu'il a désormais sous les yeux l'exemple du généralissime Franco, l'homme qui montait dans l'opinion et les classes dirigeantes.

Les figures les plus éminentes et les plus chargées d'avenir de la Cagoule étaient dès 1937 les deux futurs parrains de **l'Armistice** qui livrerait la France aux nazis en échange d'une apparence de pouvoir : Pétain et Weygand, entourés de personnages moins célèbres et très divers qui s'illustreraient pendant l'occupation. On peut en faire ici l'inventaire. La clique des traîtres avérés de mai-juin 1940, tout d'abord : Darlan, Platon, Georges, Huntziger et Vuillemin parmi les officiers généraux. Parmi les autres militaires, Loustau-Lacau, chef cagoulard et tout proche de Pétain jusqu'au bout, jusqu'au jour du procès devant la Haute Cour, mais qui finirait la guerre contre l'Allemagne. Puis Jean Coutrot, polytechnicien de *X-Crise*, et Darnand qui irait jusqu'au bout lui aussi, mais au service de la Gestapo et de la SS. Il y avait encore

Bertrand de Jouvenel, Alfred Fabre-Luce, Jean Luchaire, Benoist-Méchin et Alfred Sauvy parmi les intellectuels ; Darquier, Barnaud, Pucheu, parmi les politiciens et hauts-fonctionnaires civils, et surtout Bouthillier, grand argentier de Pétain après avoir été découvert et promu par Reynaud, Alibert, le légiste de sang de Pétain, de Brinon, qui incarnera le jusqu'au-boutisme de la *Collaboration* et sera fusillé pour avoir terrorisé Paris jusqu'à la dernière minute aux approches de sa libération, puis Bichelonne et, parmi les obligés des grands intérêts financiers et industriels Anatole de Monzie, créature d'Hippolyte Worms, Peyrouton – par ailleurs franc-maçon - et Baudouin, de la banque d'Indochine - *le sinistre Baudouin*, selon la formule de Winston Churchill après le 31 mai - qui sera par la suite le plus anglophobe des ministres de Reynaud puis de Pétain dans la foulée, puisqu'il était destiné à devenir ministre des Affaires étrangères à part entière de Pétain après avoir été *sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères* de Paul Reynaud, incarnant en ceci de façon exemplaire la continuité parfois niée entre Vichy et la république. Parmi de nombreux autres '*collaborateurs*' dont la brillante carrière avait commencé sous le régime précédent et devait se poursuivre avec un égal bonheur après la catastrophe, il y avait encore Lemaigre-Dubreuil, des Huiles Lesieur, futur artiste du *retournement des fronts* à Alger servant Darlan l'anglophobe ou Giraud l'américain, indifféremment. Parmi les syndicalistes *jaunes*, il y avait encore René Belin, qui passerait toute la guerre les pieds au chaud, ministre de Pétain, quand d'autres iraient peupler les camps, et enfin quelques princes de l'économie, tantôt banquiers et tantôt industriels, comme Gabriel Leroy-Ladurie et Hippolyte Worms, de la banque du même nom, Henri de Peyerimhoff, du Comité des houillères, Henri Dumoulin de Labarthète, qui sera le collaborateur de Dautry sous Daladier et Reynaud, puis servira Pétain pour ses contacts madrilènes, puis Giraud au même effet – ce qui est tout de même un bel exemple de résilience politique. On peut citer aussi Jacques Guérard, de la banque Worms, François Lehideux, de la maison Renault mais banquier lui aussi, Eugène Schueller, de l'Oréal, et surtout François de Wendel, duc de Lorraine et roi de Tchécoslovaquie jusqu'à son abdication post-munichoise. A cela s'ajoutent des aventuriers moins ré-utilisables dans la république restaurée de 1945 et qui connaîtraient un sort moins enviable, comme Eugène Deloncle.

Les politiques de haut rang qui sont les plus proches du mouvement cagoulard, en dehors de Pétain, sont Laval, Bonnet, Chautemps et Flandin, ce dernier en dépit de son entregent, du dandysme qui le déterminait à ne s'habiller qu'à Londres, et de son statut d'ancien *président du Conseil*, franchement décrit par les services de police comme un pur et simple agent de l'Allemagne : un penchant perçu jusque dans le public depuis son traitement de la crise Rhénane.

Le plus intéressant personnage des milieux cagoulards est Laval. « *Laval, jugera Emmanuel d'Astier avec le recul de la seconde guerre mondiale et de la Collaboration, est un artiste, moins symbolique mais plus important que Pétain. C'est un gitan,*

marchand de chevaux, Auvergnat et bon Français. [...] Il est empirique et courageux. [...] Il est un des seuls à avoir du caractère. » A quoi il faut, sous peine de ne pas être complet, ajouter qu'il a, à force de corruption, amassé une fortune que les Renseignements Généraux estiment à plus de trois cents millions. Pour l'ensemble des bourgeoisies européennes, il est donc très légitimement l'homme de la situation française, contre les communistes et le mouvement ouvrier : mais son heure ne viendra vraiment qu'avec la défaite de juin 1940, et surtout à partir d'avril 1942 lorsqu'il s'agit de réaliser «*l'incorporation explicite à la nouvelle Europe dirigée par l'Allemagne* », et en pratique, de toute urgence, d'organiser efficacement le *Service du Travail Obligatoire*. Par tous ceux-là, qui reconnaissent le Maréchal pour leur chef, et qui veulent comme lui *rationaliser* la république, selon le modèle offert par l'Allemagne et l'Italie, Pétain est d'ores et déjà désigné, selon la formule fixée par Weygand, comme '*le Hindenburg de la France*'.

La police et le personnel politique '*républicain*' du moment sont au courant de ces menées, comme l'atteste le rapport du chef de la Sûreté, Henri Chavin, et comme le répétera le juge d'instruction Bêteille au moment du procès Pétain après la guerre, mais ils ne font rien pour les contrecarrer, en dépit des graves atteintes à l'ordre public que se permettent ces amis de l'ordre : car dès sa formation, la **Cagoule** entreprend une campagne d'assassinats politiques sur le modèle des pratiques italiennes et espagnoles, et elle est en relation avec le régime nazi par le truchement d'Otto Abetz. Puis le 16 novembre, le réseau **Corvignolles** du commandant **Loustaunau-Lacau**, tente un putsch, que la police de Marx Dormoy contrecarre.

« *There has been a rot in France...* » écrira Churchill dans les jours qui suivront la percée de Sedan : et quoique lui-même plutôt réactionnaire, il ne pensait pas au supposé manque de combativité du '*fantassin français amolli par les facilités octroyées par le Front populaire et travaillé par le pacifisme d'extrême-gauche*'.

Car dans le même temps, le prolétariat français était en train de démontrer qu'il était capable de se sacrifier pour une cause si elle en valait la peine.

16. Teruel

En mars 1938, la guerre civile espagnole dure depuis bientôt deux ans. Après avoir perdu Badajoz dès l'été 1936 et Malaga à l'automne, la République a perdu le Pays basque au printemps 37 et le front nord a disparu en octobre. Le seul succès relatif du

camp républicain a été, pendant la première année de la guerre, la défense réussie de Madrid, qui a conduit Franco à adopter une stratégie à long terme de contournement de la ville et de bombardement de la population.

Mais depuis le coup d'arrêt initial, les offensives successives des républicains visant à desserrer l'étreinte des armées nationalistes : Sierra de Guadarrama en mai 37, Brunete en juillet, Saragosse en août ont toutes échoué. Le schéma est à chaque fois le même : après des succès initiaux, l'offensive s'enlise, et la contre-attaque nationaliste, conduite avec des moyens et une capacité stratégique supérieurs, repousse les assaillants au-delà de leurs lignes de départ. A chaque fois, on remarque que la division 35 de Brigades internationales du général Walter est utilisée comme force de réserve pour combler les trous faits dans le front.

Au mois d'octobre 1937, les nationalistes attaquent à Cuesta de la Reina, près d'Aranjuez, dans l'intention de couper la route de Valence. On retrouve à ce point plus précisément la trace de Pierre Georges. Il est affecté à l'état-major de Jules Dumont qui commande la 14ème Brigade internationale, engagée comme force de réserve. Il est d'abord utilisé comme agent de liaison, puis il suit la formation d'élève officier et devient instructeur à l'école des sous-officiers avec le grade d'aspirant. Il est donc personnellement impliqué dans les batailles essentielles du moment : la prise de Teruel, au coeur du cruel hiver 37-38, puis la retraite devant la contre-offensive nationaliste qui obtiendra la percée le 17 janvier 1938.

C'est le 15 décembre que, profitant du mauvais temps qui met la Légion Condor au repos, la 11ème division de Lister lance l'attaque contre Teruel avec l'appui déterminant des chars soviétiques. Franco doit renoncer à son offensive contre Madrid. Les Allemands engagent pour la première fois les canons anti-aériens de 88 en combat terrestre, mais sans réussir à rétablir la situation. Le 31 décembre, journée la plus froide du siècle, la victoire républicaine est acquise. Le photographe Robert Capa couvre l'événement.

17. Politique intérieure : à gauche

Pendant ce temps là, Maurice Tréand effectue son quatrième séjour à Moscou. Nous sommes en juin 1937 et le siège du Komintern est désormais situé en banlieue, près du jardin botanique. C'est plus fatigant et moins agréable que la fois précédente. Est-ce la

guerre qui vient et qui étend son ombre? La surveillance du NKVD est pesante. A l'hôtel Lux, les arrestations de ceux que l'on appelle les 'nepmen' sont quotidiennes mais Maurice Tréand ne doute pas qu'elles soient justifiées. Il est venu faire à Manouïlski et Dimitrov un rapport détaillé sur son travail d'établissement des *listes noires*. A Paris, dans les profondeurs militantes, la politique du Kremlin passe mal, et la dissidence se répand comme une traînée de poudre. Le 25 juin, il est présenté à Staline.

Pour Staline, l'Espagne est un pion sur un vaste échiquier. Le rôle de ce pion ? Sans doute d'être sacrifié : il s'agit d'occuper Hitler, mais sans espérer forcément que l'on va battre Franco. Une limite de l'action, c'est qu'il ne faut pas fâcher l'Angleterre, ni lui faire peur. La pire des choses serait une victoire éclatante du communisme dans la péninsule, qui jetterait les bourgeoisies française et anglaise dans les bras d'Hitler.

La France est en Europe occidentale le pivot de la politique espagnole de Staline, et en France Maurice Tréand est un des principaux organisateurs de cette politique. Elle suppose, en France même, que l'on porte à bout de bras une alliance de *Front populaire* dont les partenaires bourgeois ont récusé le programme pour revenir à leurs vieilles constantes répressives et régressives. Les milieux populaires français seront donc eux aussi sur la liste des sacrifiés. Ils n'avaient pas besoin de cela pour virer à la colère puisque le patronat profite de l'immigration de travail belge, italienne et est-européenne pour baisser les salaires, tandis que Chautemps prend prétexte de la chasse aux réfugiés antinazis pour lâcher sa police sur le monde ouvrier. En septembre, devant la montée du chômage, pour rallier malgré tout les militants autour du Parti, on joue sur des réflexes politiques dangereux : la Direction lance une campagne sur le thème '*La France aux Français*'. Mais face à un comportement aussi hostile du pouvoir, le Parti, sans en retirer la moindre contrepartie, et jusqu'à son interdiction finale par Daladier, appuiera le gouvernement et découragera les luttes. Alors que le parti socialiste lui-même se divisera sur la grève des services publics, à la veille de Noël, Eugène Hénaff fera des pieds et des mains pour faire cesser la grève des usines **Goodrich** de Colombes. Cela n'infléchira pas le cours politique, et le 18 Janvier 1938, les choses seront clairement posées : Chautemps exclura les communistes de sa majorité, et même, de son gouvernement, ceux des ministres socialistes qu'il juge insuffisamment droitiers : Marx Dormoy, Pierre Cot et Vincent Auriol. Il fait aussi, peu à peu, libérer les auteurs du putsch avorté de novembre 1937 et éteint les poursuites. Il annonce la formation prochaine d'un « *gouvernement véritablement national, lorsque les Français auront suffisamment peur* ».

Certains se détachent alors du Parti, et d'autres s'en rapprochent : en particulier parmi les intellectuels, qui ne vivent pas les mêmes réalités que la classe ouvrière, et agissent selon d'autres inspirations, selon d'autres rythmes. A l'automne de 1937, Jacques, vicomte d'Andurain, est entré en classe de philosophie au lycée Champollion de Grenoble tandis que sa mère Marga s'installait à Paris, près de la place Victor Hugo. Il

se mettra ensuite à fréquenter la Sorbonne, et son engagement en découlera. Le jeune vicomte d'Andurain avait un certain don pour être à peu près là où les choses se passaient, mais jamais tout à fait au centre, et rarement comme il aurait voulu. C'est ainsi qu'il devait de très peu manquer l'affaire du métro Barbès, et en concevoir une certaine amertume. Pour lors, il est arrêté en participant à une manifestation antimilitariste et brièvement incarcéré à la Santé : ce qui explique que la police disposera d'une bonne photographie de lui lorsqu'il sera recherché pour des affaires beaucoup plus graves. Il faut dire qu'il aura subi de mauvaises influences. A la Sorbonne, il aura pour camarades d'études des gens que nous reverrons passer : André Hervé, Pierre Daix, Olivier Souef, Tony Bloncourt, François Rizo.

Et Claude Lalet.

18. Le choc

La prise de Teruel par les républicains suscite de furieuses contre-attaques nationalistes. Après celle, décisive, du 17 janvier par le colonel Aranda, c'est la 11ème brigade, qui est chargée de faire face et de prévenir la coupure de la route d'Alcaniz. Deux jours plus tard, la cinquième division nationaliste de Navarre attaque *El Muleton*, défendu par la 15ème Brigade internationale anglo-américaine, qui subit de lourdes pertes. Mais l'assaut majeur a lieu le 5 février, avec 100 000 hommes, 500 canons et d'importants moyens aériens, dont des bombardiers italiens. Le 19, la route de Teruel à Valence est coupée. La 46ème division d'*El Campesino* est pratiquement encerclée. C'est à nouveau la 35ème division du général Walter qui est chargée de colmater la brèche, mais la ville est définitivement perdue le 22 février.

La bataille a coûté 40.000 hommes au camp nationaliste et 60.000 au camp républicain. Mais les républicains ont en outre perdu d'énormes quantités de matériel non remplaçable. Si bien que la plus terrible bataille de la guerre d'Espagne est à nouveau une défaite républicaine, et qui sera décisive. Politiquement, les communistes et les Soviétiques rejetèrent la responsabilité de la défaite sur le ministre de la Défense socialiste Indalecio Prieto et sur le général Rojo.

A partir du 9 mars 1938, la reconquête de Teruel par les nationalistes débouche sur une double offensive en Aragon et au Levant. Modifiant sa stratégie, Franco renonce à mettre la pression en priorité sur Madrid, et décide de procéder à l'isolement et à la conquête de la Catalogne, sans laquelle Madrid ne pourra plus tenir. En Aragon, la

direction principale, le long de l'Ebre, vise à couper la zone républicaine en deux en atteignant la Méditerranée. Les fascistes sont à deux contre un en infanterie et artillerie, avec 600 avions contre 100 du côté républicain, et 200 chars contre 10.

Aux côtés des troupes franquistes - Requetès navarrais et troupes marocaines de Yagüe - sont engagés la Légion Condor, l'aviation légionnaire, et les tanks du colonel von Thoma, ainsi que les Italiens du *Corps des Troupes Volontaires*. Du côté républicain combattent les cinq *Brigades internationales* opérationnelles : la XIème allemande, la XVème anglo-américaine et la XIIIème polono-tchèque en premier lieu, puis la XIIème brigade qui arrivera en renfort le 10. La XIVème, *La Marseillaise*, franco-espagnole commandée par Marcel Sagnier et Henri Tanguy, qui appartient à la 45ème division en réserve à l'Escorial sera ensuite envoyée en renfort et arrivera sur le front le 21 mars. En font partie les bataillons *Commune de Paris* et *André Marty*. Pierre Georges est chef de section dans le huitième bataillon, *Commune de Paris*, de la XIVème BI.

Le 2 février, le frère aîné de Pierre Georges, Daniel, était passé clandestinement en Espagne. Il s'agissait à l'époque, trouve-t-on dans certains documents, de faire face à la nécessité de *renforcer les Brigades internationales*, sans qu'il soit bien clair si c'était en réponse à la menace franquiste, ou pour conforter les positions prises à l'intérieur du camp républicain. Daniel Georges, un ancien désormais, avec ses 27 ans et l'expérience accumulée de deux séjours clandestins à Moscou, était bon pour les deux usages. On conserve la trace, dans les archives de l'**Association des Amis des Combattants de l'Espagne Républicaine (ACER)**, de son adhésion au **Secours Rouge international**, puis, pratiquement à la veille de son retour en France, au *Parti communiste espagnol*.

Pendant un mois, Daniel Georges suivit une instruction militaire : mais il n'était pas absolument novice, puisqu'il avait fait son service militaire dans les tirailleurs algériens. Au bout d'un mois il avait été nommé sergent et c'est le 10 mars 1938 qu'il avait adhéré au *Secours Rouge international* : ce qui correspond apparemment à son incorporation comme combattant, quelques jours seulement avant la mise hors de combat de son frère. A compter du 12 mars 1938, il avait, en tout, pris part pendant un mois aux combats en Aragon avec la 14ème Brigade internationale. Pour lui, l'offensive d'Aragon était le baptême du feu.

Dans l'offensive d'Aragon, les moyens mis en œuvre par Franco sont les plus puissants depuis le début de la guerre. La supériorité matérielle et tactique des nationalistes est désormais écrasante. La préparation d'artillerie et les bombardements aériens ne laissent aucune chance aux défenseurs. C'est également le baptême du feu pour les stukas de la Légion Condor : et aucune troupe à l'époque ne sait rester calme en face de ce moyen militaire nouveau qu'est l'aviation de bombardement en piqué. Aussi, le repli prend-il l'allure d'une déroute.

Les épisodes de la campagne, difficiles à suivre dans la littérature historique, sont décrits à grands traits dans *La guerre civile espagnole*, d'Anthony Beevor, et rappelés dans le numéro spécial de juin 2019 du *Bulletin de l'ACER*. Tout d'abord, les Marocains de Yagüe longent la rive sud de l'Ebre en direction de la mer. La percée se fait au niveau de Belchite qui tombe aux mains des *Requetés* navarraïss, opposés aux XIème, XIIème, XIIIème et XVème Brigades Internationales, regroupées dans la 35ème division. Après la prise de Belchite, les points de résistance où opérera la XIVème brigade seront Caspe, la route de Caspe à Gandesa, puis les alentours de Gandesa.

Vicente Rojo dispose la XIème Brigade sur la rive gauche du *rio Aguasvivas*, qui court dans une direction Ouest-Est pour se jeter dans l'Ebre 25 kilomètres plus loin pour tenter d'interrompre l'exploitation vers le Sud, mais il ne peut pas empêcher les nationalistes de franchir le fleuve et de progresser rapidement sur un terrain dépourvu d'obstacles naturels, plein Ouest en direction de Caspe, et plus au sud en direction d'Alcaniz, attaqué par les Italiens du *Corps des Troupes Volontaires*.

Parties le 7 mars d'une ligne de front allant de Huesca au nord jusqu'à Teruel au sud, les armées nationalistes atteindront Caspe et Alcañiz le 17, soit environ 50 kilomètres conquis en une semaine. Elles feront alors une pause de quelques jours avant de reprendre une offensive qui les conduira, au nord, à prendre Barbastro et Bujaraloz.

Au sud, la route d'Alcañiz à Gandesa est un des axes principaux de la percée vers la mer qui est le but stratégique de l'opération. Gandesa, ville de Catalogne située à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alcañiz, est défendue entre autres unités par la quatorzième Brigade internationale. Prendre Gandesa, c'est bientôt atteindre la mer et couper la République en deux. Gandesa sera prise, mais finalement, la percée nationaliste jusqu'à la mer se fera plus au Sud, au niveau de Vinaroz.

A partir du 12 mars, se déployant dans une plaine dépourvue de relief qui donne l'avantage à la puissance de feu, les Marocains de Yagüe appuyés par l'artillerie de la Légion Condor et des tanks allemands du Groupement Droehne, balayent la XIème Brigade internationale positionnée au Nord du fleuve Aguasvivas. En quelques jours ils progresseront de 36 kilomètres vers l'Est fonçant sur Caspe sans faire de pause. Dans le même temps, les Navarraïss se dirigeront vers l'Ebre, coupant la retraite à une partie de l'armée républicaine restée au Nord de la percée, et qui devra repasser l'Ebre pour se dégager.

Le 14 mars, le corps expéditionnaire italien entrera dans Alcaniz et les troupes franquistes se présenteront devant Caspe, capitale de l'Aragon anarchiste jusqu'au 11 août 1937.

Après un premier engagement, la XIVème Brigade internationale prend position en retrait derrière le rio Guadalope, au kilomètre 37 de la route de Maella à Caspe. Le 15,

elle repousse un premier assaut des Marocains de Franco. Le 17 mars, des mesures de réorganisation sont prises après les débandades qui se sont produites, probablement le 16.

Peut-être est-ce dans ces circonstances que Pierre Georges, qui avait été promu à des fonctions d'état-major, fut remis en première ligne. Si tel est le cas, cela donne une idée du caractère critique de la situation dans le camp républicain. Sur le terrain, Pierre Georges fut placé sous les ordres du commandant Oussidou, ou Oussidou, qui fut tué dans la bataille.

Caspe ayant été prise le 17 mars, des combats se poursuivirent en arrière de la ville entre le bataillon *Commune de Paris* et les Requetès navarrais.

Dans une lettre qu'il écrivit par la suite à son épouse Andrée lors de sa longue détention à la Santé, Pierre Georges donne des précisions sur les conditions dans lesquelles il fut alors mis hors de combat. Cette lettre a été publiée dans l'ouvrage de Monique Georges. Pierre Georges désigne le 19 mars comme jour anniversaire de sa blessure : ce qui devrait conduire à réviser certaines chronologies des opérations qui font parfois autorité. Beevor, par exemple, ne mentionne pas de combats ce jour là. Albert Ouzoulias parle du 31 mars plutôt que du 19 : mais sans dire d'où il tient ce renseignement. Il est vrai que l'histoire s'écrit par révisions successives et que la vérité d'un jour y est l'erreur du lendemain.

Retenons donc comme le plus vraisemblable que c'est bien le 19 mars, quelque part à l'ouest de Gandesa, que prit fin l'engagement espagnol de Pierre Georges, sur le plateau de Miraflores - un lieu dont la topographie a été depuis profondément modifiée par les aménagements routiers - alors que le commandant Oussidou lui avait ordonné de tenir une éminence située entre les deux branches d'une patte d'oie, couvrant sur sa gauche le bataillon qui défendait la route de Maella. C'est dans le milieu de l'après-midi qu'il subit avec sa section un assaut des Carlistes navarrais, faisant suite à des bombardements aériens et un duel d'artillerie.

En compagnie de son détachement muni d'armes légères, Pierre Georges fut pris sous le feu des automitrailleuses, et reçut plusieurs balles dans l'abdomen et au poignet. Aucun récit ne semble exister des conditions dans lesquelles il fut évacué et conduit à l'arrière. On sait seulement que son état inspirait la plus grande inquiétude.

Ce qui étonne à la lecture du récit que Pierre Georges fait de ces événements un an et demi plus tard, c'est que rien n'y transparaît de l'atmosphère d'apocalypse qui avait normalement dû régner à tous les échelons de l'armée républicaine. Est-ce souci de ne pas attrister sa jeune épouse ? Volonté tenace d'optimisme en défi à l'inégalité des combats à venir ? Ou bien pure inconscience des développements stratégiques d'ensemble, à la façon de Fabrice à Waterloo ? Il semble, d'autres indices nous le

confirmeront, que parmi les ingrédients qui font le vrai guerrier figure, au premier rang, la conviction qu'en dépit de l'énormité des menaces et des coups déjà reçus, la défaite et la mort ne sont jamais tout à fait certains, et que chaque nouveau combat est une nouvelle chance de victoire. Ce n'est pas la défaite mais la panique qui conduit à la mort. Le courage au contraire donne la force de vivre. Ce qui éclaire la devise qu'il devait donner à son groupe de résistance trois ans plus tard : '**vaincre et vivre**'.

Après quelques jours de halte sur la ligne Caspe-Alcaniz-Calanda-Alcorisa, tracé de l'actuelle route N211, l'offensive nationaliste reprit ensuite à partir du sud d'Alcaniz, les Italiens du CTV remontant dans une direction Nord-Est en direction de Maella, tandis que dans le même temps, les marocains de Yagüe, qui avaient franchi l'Ebre à Quinto, passeraient le Segre le 29 au niveau de Fraga, menaçant Lerida.

Le 27 mars, l'aviation nationaliste avait bombardé Lerida. Puis le 28 la XIVème Brigade internationale s'était positionnée aux alentours de Maella dans les collines surplombant la rive droite du **rio Matarranya** et sur les hauteurs du **Tossal de Balguer**, que l'artillerie fasciste se mit à pilonner. Elle tint un certain temps sur la ligne de défense retenue, ce qui conduisit les nationalistes à tenter la percée entre Maella et Fabara au détriment du bataillon **Vaillant-Couturier**, qui était très pauvrement armé. Ils ne l'obtinrent pas mais contraignirent le bataillon à reculer jusqu'à Nonaspe.

Les républicains, qui avaient dans le dos le Rio Guadalupe, étaient de plus en plus en difficulté, et lorsque les tankettes italiennes réussirent à franchir le fleuve, la retraite vers Maella prit l'allure d'une déroute. La République rassembla alors ses dernières réserves. Telle la vieille garde à Waterloo, le bataillon **Thaelmann**, jeté dans la fournaise, fut encerclé et détruit. Le 29, les fascistes étaient devant Gandesa.

Comme dernière ligne de résistance, le haut commandement avait retenu le **rio Algars**, mais les troupes prévues pour s'y positionner n'étant pas en mesure de le faire, les restes de la XIVème et de la XVème Brigades, sous le commandement de Marcel Sagnier, furent à nouveau chargés de livrer ce dernier combat de retardement, le 31 mars. La ville tombera le 3 avril aux mains des Italiens du CTV.

Selon son commandement lui-même, l'ensemble de la division 35 n'est alors plus opérationnelle. On sait que, comme il est commun dans les passes difficiles, des conflits de personnes minaient la collaboration entre les unités de Lister, Modesto, Stern alias Grigorevitch, et el Campesino. La retraite républicaine tournant à la déroute, des pressions s'exerçaient sur André Marty depuis un bon moment, tendant à le convaincre de limoger les colonels Walter et Copic. A la fin du mois de mars le général Walter perdit le commandement de la division, qui en pratique n'existait plus. Elle aura pourtant tenu jusqu'au bout. C'est plus au sud, à Vinaroz, que le 15 avril les troupes franquistes atteindront la Méditerranée, coupant le territoire républicain en deux.

19. Retour en France

C'est à peu près au même moment, le 1er avril, qu'après un mois passé sur le front d'Aragon en qualité de sergent, Daniel Georges est nommé Commissaire politique de compagnie au bataillon Henri Barbusse. A ce jour, il n'a pas encore eu l'occasion de rencontrer son frère. On ne sait pas quand ni comment il fut mis au courant de sa blessure de la semaine précédente.

Comment Pierre Georges fut-il, au cours du printemps de 1938, sauvé et ramené en France pour une longue convalescence ? D'après le récit familial, cette opération aurait été conduite par son frère Daniel. Daniel aurait retrouvé son frère dans un état épouvantable, et il l'aurait rapatrié au plus vite. C'est probablement la vérité toute bête. L'impossibilité de s'en remettre à la diligence de la République espagnole et du Komintern, alors passablement désorganisés, se comprend.

Plus tard, en France, dans certains récits officiels, Daniel Georges dira, pour expliquer son propre retour en France, avoir été blessé au combat lui aussi. Il aurait été choqué par l'explosion d'un obus. Il est exact que la seule trace écrite qui reste de sa présence en Espagne est la biographie qu'il rédige le 30 mai 1938, en vue de l'adhésion au Parti communiste espagnol, à l'hôpital de Mataro.

Pour quelque nécessité ou logique politique d'appareil, mais qui demeure obscure, l'incorporation dans les Brigades internationales supposait l'adhésion au Parti communiste espagnol. Mais dans le cas de Daniel Georges, la démarche ressemble à une régularisation, puisqu'elle eut lieu à l'extrême fin de ses activités dans la Quatorzième Brigade.

Mataro est en Catalogne, dans la partie nord du territoire républicain coupé en deux. C'est de ce côté que la brigade s'était trouvée rejetée après le 15 avril, et c'est là qu'elle continuera le combat, jusqu'à la bataille de l'Ebre, qui sera son tombeau à la fin du mois de juillet.

La biographie de Daniel Georges rédigée à Mataro est un des seuls documents qui nous restent jetant un peu de lumière sur son parcours espagnol. Il y déclare être né en 1912 (en réalité, il est né en 1911 : erreur ou mensonge, et alors dans quel but ?) . On apprend encore qu'en France il habitait au 26 rue Mathurin Moreau, Paris 19ème, et qu'il gagnait 13,80 francs de l'heure comme ouvrier photogaveur. Ayant quitté l'école après le Certificat d'études, il avait fait cinq ans d'apprentissage, puis il avait travaillé avant de connaître le chômage pendant huit mois en plusieurs périodes distinctes entre 1932 et 1935. Quant à sa carrière politique, il déclarait avoir adhéré au Parti communiste français en rentrant du régiment en 1933. Etre devenu trésorier de cellule en 1934. Avoir été remis à la base en 1935 pour '*incompréhension sur le travail de masse parmi les enfants*'. Etre devenu secrétaire de cellule et membre du Comité d'arrondissement du 19ème en 1936. Etonnamment, il ne faisait nulle mention de ses séjours en URSS et de ses relations avec André Guyot. Il est peu probable que de telles cachotteries découlaient d'une initiative personnelle : ce qui conduit à se demander quel rôle exact André Marty, ou d'autres au Parti, entendaient lui faire jouer dans son environnement espagnol. Il ne s'était en tout état de cause pas présenté comme l'homme d'appareil, certes junior, mais déjà pas si novice, qu'il était.

Les camarades espagnols ne s'étaient pas montrés trop tâtilons, et ils avaient approuvé et visé sans plus d'enquête, apparemment, un document qui, avec presque un siècle de recul, ressemble surtout à un certificat de bons et loyaux services. Le volontaire fut trouvé '*silencioso, moderado, disciplinado*'. Son travail de commissaire fut trouvé bon, ainsi que son travail politique en général. De même sa conduite politique et morale fut trouvée bonne. Seul son développement culturel (politique ou moral) fut seulement trouvé '*assez bon*'. '*Il lui manque l'expérience du travail politique. Il doit être bien conduit*', firent observer les camarades espagnols.

Daniel Georges aurait été hospitalisé le 16 mai, mais après avoir dans un premier temps été retiré du front le 3 mai et rattaché à l'État-Major de la 14 ème brigade. Pourrait-il y avoir un rapport entre ces changements d'affectation et la blessure de son frère à la fin mars ? A-t-il cherché, et obtenu, en recherchant ces mutations, de pouvoir s'occuper personnellement de lui ? Ou bien sa propre maladie et le hasard des affectations expliquent-ils seuls son parcours ? Sur ces points nous n'avons aucun renseignement assuré.

Il vaut pourtant la peine de noter que dans le rapport rédigé à Mataro le 30 mai, Daniel Georges ne parle pas de blessure. Il dit être tombé malade quinze jours plus tôt, et mentionne une opération récente. Et puisque la question lui est posée en toutes lettres, Daniel Georges confirme n'avoir jamais été blessé. Officiellement, il est donc là en convalescence.

Il serait intéressant aussi de savoir si c'est à Mataro que les deux frères se sont retrouvés. Il n'est fait mention nulle part du détail de ces retrouvailles, ni comme d'un hasard, ni comme d'un fait exprès, et la date en est inconnue à plusieurs semaines près. C'est pourtant une hypothèse que l'on peut risquer. Il est possible que ce soit à ce moment là, à Mataro aux alentours de la mi-mai que Daniel Georges a retrouvé son frère, gravement blessé et presque mourant : soit par hasard, soit qu'il y soit venu à dessein.

Lorsque Daniel retrouve Pierre, celui-ci, en des temps d'avant la pénicilline, est entre la vie et la mort depuis plusieurs semaines. Il est assez concevable qu'il l'ait pris en charge et ramené en France au plus vite. Il est possible aussi que le rapatriement ne se soit produit que plus tard. Ce qui est certain, c'est que rappelé comme réserviste au moment de la crise des Sudètes, Daniel Georges était de retour en France au plus tard en août 1938. C'est à cette époque qu'il avait présenté à son frère convalescent sa marraine de guerre aux Brigades internationales, Andrée Coudriet. Un mariage devait en résulter quelques mois plus tard.

20. Bilan

Pour l'Espagne, le bilan à attendre de la guerre avait été fait par Franz Borkenau dès le printemps de 1937 : *«On ne peut accorder aux factions spécifiquement espagnoles que sont les carlistes et les anarchistes aucune chance de l'emporter. Le carlisme est un phénomène plus ou moins limité à la seule Navarre. Les anarchistes représentent un mouvement utopique d'inspiration semi-religieuse qui a échoué dans ses ambitions et qui était voué à l'échec dès le départ. Il a d'énormes capacités de combat, mais, par définition, aucune vocation organisatrice. [...] Le centre de l'Espagne est aujourd'hui le champ de bataille où le Komintern et le Fascintern se livrent leur premier affrontement armé. Le cours de l'histoire a voulu que les Espagnols soient impliqués dans cette affaire, mais ils n'y figurent qu'à titre accessoire. [...] Quel que soit le résultat final de la lutte armée, l'Espagne n'en sortira pas transformée en un pays véritablement 'européen', que ce soit dans le sens fasciste, communiste ou libéral-démocrate. [...] Il aura peut-être au bout du compte un régime qui se déclarera libéral-démocrate ou fasciste, mais ces termes recouvriront une réalité profondément différente de ce qui a cours en Europe.»*

Au niveau international, on doit parler d'un échec pour Staline, dont la stratégie contre-révolutionnaire tout entière dictée par l'espoir d'obtenir une alliance anti-fasciste avec la France et l'Angleterre sur un terrain où leurs intérêts auraient dû les déterminer fortement dans ce sens, est un échec. Ceci, après Munich, déterminera de sa part la politique d'*apaisement* envers Hitler qui se traduira par le Pacte germano-soviétique du 24 août 1939.

Pour la France et l'Angleterre, seuls quelques politiciens excentriques comme de Gaulle et Churchill disposaient dans leur vocabulaire des termes pertinents : honte, folie, déshonneur.... Mais les politiciens sérieux comme Daladier et Chamberlain étaient plutôt contents d'eux-mêmes.